

PRÉSIDENT

Le Président Tebboune préside une réunion du Haut conseil de l'Énergie

P. 24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Chanegriha supervise à In Amenas un exercice tactique sectoriel avec munitions réelles "ISSAR 2-2022"

P. 24

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Lamamra s'entretient avec la vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie

P. 4

PROJET DE LOI DE FINANCES 2023

Kassali : "le taux de croissance économique connaîtra une tendance haussière à l'horizon 2025"

Lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Bouhali, président de l'APN, consacrée à la présentation du projet de loi de finances "PLF-2023" à l'Assemblée populaire nationale, M. Kassali a fait savoir que le taux de croissance devrait s'établir à 4,1% au titre de l'année prochaine, puis à 4,4% en 2024 et 4,6% en 2025, du fait des performances de tous les secteurs à l'exception de celui des hydrocarbures qui connaîtra un certaine stabilité en 2023 et 2025. Le ministre a souligné, dans ce sens, que le secteur de l'Agriculture devrait enregistrer un taux de croissance de 6,9% en 2023, 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025, alors que celui de l'Industrie devrait enregistrer un taux de 8,5% en 2023, puis 9,6% en 2024 et 9,3 en 2025. P. 6



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Premier salon des Sciences sociales Oran : un premier pas vers la réhabilitation de ces spécialités (organisateurs)

P. 3

JUSTICE

Début du procès des accusés dans le meurtre du jeune Djamel Bensmaïn

P. 24

NÂAMA

Premières interventions chirurgicales de la pose d'une prothèse totale de la hanche à l'hôpital d'Ain Sefra

P. 10

SANTÉ

BEGAIEMENT

D'où ça vient et comment le soigner ?

Pp 12-13

F  T B A L L

CAN-2025

Le dossier de candidature de l'Algérie sera déposé avant le 16 décembre (Zefizef)

P. 21



INTERNET

Elon Musk reporte le lancement du nouvel abonnement controversé de Twitter

P. 17

MÉTÉO

Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du centre et de l'est (BMS)

P. 2

MÉTÉO**Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du centre et de l'est (BMS)**

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses affecteront, à partir de mercredi après-midi, plusieurs wilayas côtières du centre et de l'est du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées par ce BMS de niveau de vigilance "Orange" sont : Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf.

Selon le bulletin, dont la validité s'étend de mercredi à 15h00 à jeudi à 6h00, les cumuls estimés oscilleront entre 20 et 40 mm.

SONATRACH**Un contrat de vente de gaz naturel signé avec la compagnie slovène Geoplin**

Le groupe Sonatrach a signé, mardi à Alger, un contrat d'achat et de vente de gaz naturel avec la compagnie slovène, Geoplin pour la fourniture à la Slovénie de gaz naturel à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie pour une période de trois ans à partir de janvier 2023.

"Cet accord permet à Sonatrach, d'une part, de reconquérir une part du marché slovène qu'elle a approvisionné en gaz naturel à travers le Gazoduc Enrico Mattei entre 1992 et 2012, et d'autre part, de contribuer à la satisfaction de la demande de gaz naturel du marché européen", a indiqué un communiqué du groupe Sonatrach.

DJELFA**Arrivée de la caravane "Idées innovantes de jeunes"**

La caravane "Idées innovantes de jeunes", initiée par l'Organisation nationale des jeunes compétences scientifiques et professionnelles pour l'Algérie, visant l'encouragement de l'entrepreneuriat en milieu universitaire, est arrivée lundi à l'Université "Ziane Achour" de Djelfa.

"La manifestation s'inscrit dans le cadre du projet +Kafaa+ visant à encourager l'entrepreneuriat chez les étudiants", a déclaré à l'APS, le président de l'Organisation, Djamel Maiza, en marge de l'ouverture de l'exposition de cette caravane au niveau du hall extérieur de l'Université.

L'initiative, financée par le ministère de la Jeunesse et des Sports avec la contribution de plusieurs compagnies d'assurance, a également, pour objectif de "susciter une forte dynamique économique fondée sur l'implication des jeunes dans la création de start-up", a-t-il ajouté.

LAGHOUAT**Trois morts et 31 blessés dans un accident de la route**

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 31 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de mardi à mercredi au niveau de la route nationale (RN-1) reliant les wilayas de Laghouat et Ghardaïa, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit au lieu dit "Tamzight", à 40 kilomètres au sud de la wilaya de Laghouat, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Alger/Hassi-Messaoud et un camion remorque, causant la mort sur place de trois (3) passagers et des blessures à 31 autres, a indiqué le chargé de la communication à la protection civile de Laghouat le lieutenant, Walid Nakmouche.

SÉTIF**Saisie de produits alimentaires avariés**

Des produits alimentaires périmés et destinés à la vente, d'une quantité de 660 kg, ont été saisis à Sétif, par les agents du 13ème arrondissement de la Sûreté urbaine, apprend-on samedi, auprès de ce corps constitué.

Agissant sur information, les services de la Sûreté urbaine ont effectué une descente au quartier de "Tabattoir" où la saisie a été effectuée, il a été procédé à l'examen de la marchandise qui s'est avérée effectivement impropre à la consommation.

Une enquête a été ouverte, le contrevenant fera l'objet d'un dossier pénal qui sera présenté à la justice, apprend-on de même source.

TINDOUF**Raccordement à l'électricité de plus de 160 exploitations avant fin 2022**

Pas moins de 162 exploitations agricoles localisées dans la wilaya de Tindouf seront raccordées, avant fin de l'année courante, au réseau d'électrification agricole dans le cadre du programme national d'électrification des périmètres agricoles, a indiqué mardi un communiqué de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution).

L'opération d'électrification cible cinq périmètres agricoles délimités dans les zones de Oued-M'heya, Oued-El-Mae, Guerayer El-Harth, Hassi-Ammar, et Oued El-Djezz, où tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la mise en œuvre de ce programme.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION**3 morts et 202 blessés ces dernières 24 heures**

Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 202 autres ont été blessées dans 161 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Laghouat, avec 3 personnes décédées et 31 autres blessées, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un camion semi-remorque sur la RN n1, précise la même source.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION**L'UGCAA d'Oran appelle les commerçants à déclarer les sites de stockage**

Le coordinateur de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) d'Oran, Abed Moad, a appelé, mardi, les commerçants à déclarer les sites de stockage de leurs marchandises notamment celles de large consommation.

Lors d'une conférence de presse animée au siège du bureau de wilaya de l'UGCAA, le même responsable a souligné que la déclaration des sites de stockage est l'une des mesures adoptées par l'Etat pour lutter contre la spéculation.

Trois personnes condamnées à 15 ans de prison ferme pour spéculation à Bordj Bou Arreridj

Le tribunal de Bordj Bou Arreridj a condamné trois personnes à 15 ans de prison ferme et une amende de 10 millions DA pour chacun d'eux pour spéculation illicite sur des produits alimentaires de large consommation, a indiqué mardi dans un communiqué le procureur de la République près ce tribunal. Le procès qui s'est déroulé le 14 novembre courant, a donné lieu à la condamnation de chacun des accusés pour les faits qui leur sont reprochés à 15 ans de prison ferme et 10 millions DA d'amende.

Le parquet a interjeté appel.

OUM EL BOUAGHI**Sept blessés dans un carambolage**

Sept (7) personnes ont été blessées mardi suite à un carambolage entre un bus de transport des étudiants et 4 véhicules de tourisme survenu sur la route nationale (RN) 10 dans son segment reliant les villes d'Ain Beïda et Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Les personnes blessées sont âgées entre 18 et 68 ans, ont indiqué les services de ce corps constitué.

Soutenus par l'unité secondaire de la protection civile d'Ain Babouche, les éléments de l'unité principale sont intervenus pour secourir les victimes blessées avant leur évacuation à l'hôpital Mohamed Boudiaf du chef-lieu de wilaya.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite de travail et d'inspection en 5^e Région militaire (MDN)

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé mercredi une visite de travail et d'inspection, de deux jours, en 5^e Région militaire à Constantine, où il tiendra une rencontre d'orientation avec les personnels de cette Région et inspectera des unités industrielles de l'ANP, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de ses visites de travail et d'inspection aux différentes Régions militaires et grandes unités de l'Armée nationale populaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a entamé, ce mercredi 16 novembre 2022, une visite de travail et d'inspection, de deux jours, en 5^e Région militaire à Constantine, où il tiendra une rencontre d'orientation avec les personnels de cette Région et inspectera des unités industrielles de l'Armée nationale populaire", souligne le communiqué.

Selon la même source, "à l'issue de la cérémonie d'accueil, donnée au siège du Commandement de la Région, Monsieur le Général d'Armée, accompagné du Général-Major Noureddine Hambli, Commandant de la 5^e Région militaire, a observé

un moment de recueillement à la mémoire du Chahid Zighoud Youcef dont le siège du Commandement est baptisé de son nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada". Au siège de commandement de la Région, Monsieur le Général d'Armée a tenu une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, où il a donné une allocution d'orientation, suivie via visioconférence par l'ensemble des personnels de la Région, à travers laquelle il a souligné que "l'esprit de Novembre et ses principes immuables sont les seules valeurs à même de mobiliser la jeunesse de l'Algérie et la motiver à contribuer efficacement à l'édification de son pays", ajoute le communiqué. "Au moment où le mois

de Novembre continue de nous inspirer, nous avons grande foi que l'esprit de ce mois sacré et ses nationaux et éternels principes, qui ont fait triompher la Glorieuse Révolution de Libération, sont les seules valeurs à même de mobiliser la jeunesse de l'Algérie et de la motiver à contribuer efficacement à l'édification de son pays, à la guider sur la voie de la grandeur et du renouveau, et à réunir les facteurs de son développement socio-économique", a-t-il affirmé.

Ce sont là, a-t-il poursuivi, "des objectifs d'une grande noblesse, dont la réalisation nécessite l'établissement d'un environnement serein, de stabilité, de sécurité et de quiétude. Un objectif que l'Armée nationale populaire œuvre à atteindre, aux côtés de tous les autres acteurs de sécurité, à travers la pour-

suite de la conjugaison des efforts visant à assainir définitivement notre pays du fléau du terrorisme, ce qui nécessite de réunir de tous les facteurs à même de concourir au renforcement de nos capacités dans tous les domaines".

Le Général d'Armée a souligné que le soutien de Monsieur le Président de la République s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité de l'Algérie et de ses capacités de défense nationale, en rappelant que l'Algérie demeurera grande et digne grâce à ses enfants patriotes et loyaux. "Le soutien de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, s'inscrit dans le cadre du

renforcement de la sécurité de l'Algérie et de ses capacités de défense nationale", a-t-il soutenu. "Je n'ai pas le moindre doute que grâce aux hommes patriotes comme vous, l'Algérie demeurera grande et fière, avec tout ce qu'elle symbolise comme valeurs, principes, particularités et appartenances culturelle et civilisationnelle, et malgré les manigances sournoises des comploteurs qui œuvrent à semer la discorde, celles-ci seront mises à l'échec, grâce à vous et vos concitoyens parmi les fidèles enfants de l'Algérie", a-t-il encore ajouté.

À l'issue, Monsieur le Général d'Armée a suivi les interventions des personnels et s'est enquis de leurs préoccupations.

APN

La commission des Finances et du Budget introduit plusieurs amendements dans le PLF 2023

La Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a introduit plusieurs amendements dans le Projet de loi de Finances (PLF) de l'exercice 2023, lit-on dans le rapport préliminaire de la Commission rendu public mardi. Les amendements concernent les articles relatifs à la fiscalité et à l'investissement, en vue de mettre en place un système d'informations plus transparent et fiable au niveau des services publics, et de renforcer la coordination entre les différents secteurs en matière de gestion des finances publiques. Ils préconisent aussi l'élaboration d'un système

d'information financier basé sur des données économiques et financières correctes permettant de déterminer les prévisions des projets de lois de finances, note la même source. L'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de loi de finances annuel basé sur les programmes, les objectifs et les indicateurs de performance "exige une mise à niveau du système comptable pour pouvoir fixer le budget de chaque programme". Par ailleurs, la Commission a relevé "l'impératif de renforcer le système de contrôle au niveau des administrations et des services publics, à la lumière d'un système budgétaire par programmes et par objectifs, mais également exploiter et rationaliser les ressources budgétaires, élargir l'assiette fiscale ou encore maîtriser les dépenses publiques". Il est également nécessaire de "prendre en considération la capacité de mobiliser les ressources potentielles pour les besoins socioéconomiques en nette croissance et qui ne peuvent pas être pris en charge dans le cadre des enveloppes financières prévisionnelles", précise-t-on dans le rapport.

Au volet investissement, la Commission a plaidé pour la facilitation des procédures administratives et légales, la mise en place d'un climat

investisseur local et étranger à la lumière du nouveau Code de l'investissement, soulignant l'impératif de s'adapter aux mutations économiques et financières internationales actuelles à travers la mise en place d'une stratégie visant à préserver les intérêts algériens aux plans régional et international.

A noter que les membres de la Commission des Finances et du Budget poursuivent le débat du PLF 2023 en séance plénière, présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence de membres du gouvernement.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Signature d'un contrat pour la fourniture de gaz naturel à la Slovaquie, "premier jalon" de la coopération bilatérale (Arkab)

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a souligné que la signature, mardi à Alger, d'un contrat d'approvisionnement du marché slovaque en gaz naturel entre les compagnies Sonatrach et Geoplin constitue "le premier jalon" de la coopération entre les deux pays dans les secteurs de l'énergie et des mines, précisant que la coopération bilatérale sera élargie dans plusieurs domaines à la faveur d'un programme d'action ministériel conjoint. Dans une allocution prononcée au terme de la signature d'un contrat de trois ans portant fourniture de gaz naturel à la Slovaquie, M. Arkab a précisé que cet accord constitue "le premier jalon de la coopération avec la République de Slovaquie", précisant qu'un programme d'action sera élaboré entre le ministère de l'Énergie et des Mines et le ministère slovaque des Infrastructures, et ce dans le cadre de la coopération dans divers domaines, dont l'exploration et la prospection des hydrocarbures, les mines, l'électricité et les énergies renouvelables. A cet égard, M. Arkab a rappelé que les deux parties "aspirent à conclure d'autres contrats pour développer cette relation historique entre les deux pays et consolider leurs relations économiques dans plusieurs domaines". Pour sa part, le ministre slovaque des Infrastructures, Bojan Kumar a souligné que le contrat signé entre Sonatrach et Geoplin revêt une grande importance pour les deux pays, car contribuant à la réalisation de la sécurité énergétique de la Slovaquie. Le ministre slovaque a fait savoir que les deux parties ont discuté des voies de renforcement de la coopération, de la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux pays, et du développement des échanges économiques dans d'autres domaines.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plan d'orientation numérique pour la numérisation du secteur de l'Enseignement supérieur (ministère)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a dévoilé mardi, son plan d'orientation numérique en vue de développer l'utilisation du numérique dans le secteur, qui consiste dans une première étape à procéder à la numérisation des différentes méthodes d'apprentissage et de gouvernance dans les établissements d'enseignement supérieur, selon un communiqué du ministère.

"Dans le but de réaliser les objectifs du secteur visant à mettre en place une stratégie pour la consécration de l'utilisation des technologies numériques dans les différentes activités d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et de gouvernance, il

sera procédé à la présentation de ce plan, objet d'un examen minutieux et d'un débat au niveau de la Conférence nationale des universités, tenue le 24 octobre dernier", soulignant que le plan consiste, dans un premier temps, à procéder à la numérisation des différentes méthodes d'apprentissage et de gouvernance dans les établissements d'enseignement supérieur, puis sera élargi pour englober les différentes activités de recherche scientifique, de développement technologique et d'œuvres universitaires, précise le communiqué.

Le plan d'orientation numérique se décline en sept (7) axes stratégiques qui s'articulent autour de la numérisation, afin d'ac-

compagner la formation des enseignants, la numérisation au service des offres de formation et la numérisation pour soutenir la réussite des étudiants, ainsi que la numérisation au service des activités de recherche.

Le plan s'articule également autour du rôle de la numérisation dans le soutien des structures de base permanentes, le soutien d'une administration moderne et la place de la numérisation dans le domaine des échanges universitaires nationaux et internationaux. Dans le même contexte, les axes du plan compte seize (16) programmes stratégiques et (102) projets, dont (42) plateformes dont la mise en œuvre s'étalera sur deux (2) ans, la mise en œuvre du plan étant prévue

à partir de novembre 2022 jusqu'à décembre 2024. A cet égard, le ministère de l'Enseignement supérieur a dit avoir donné les instructions "indispensables" relatives au processus opérationnel de mise en œuvre de ce plan, après la fourniture à tous les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur des documents nécessaires relatifs aux mécanismes d'élaboration d'une feuille de route pour sa mise en œuvre.

Cette démarche permettra d'évaluer en permanence et de rationaliser ce processus et de le hisser aux niveaux escomptés, qui sont proches des références et normes internationales en vigueur, conclut le communiqué.

Premier salon des Sciences sociales Oran : un premier pas vers la réhabilitation de ces spécialités (organisateurs)

Le premier salon des sciences sociales devant se tenir samedi à Oran sera une étape vers la réhabilitation de ces spécialités de la connaissance, ont souligné mardi ses organisateurs. L'objectif principal du salon, organisé pour la première fois en Algérie avec la participation d'experts et de chercheurs algériens et étrangers, est de "réhabiliter les sciences sociales en Algérie comme domaine de connaissances qui a un large impact sur le reste des sciences et sur le développement social et économique", ont indiqué les organisateurs de la ma-

nifestation lors d'une conférence de presse tenue au siège du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc). Le président du comité scientifique du salon, Mohamed Mebtoul, a expliqué que cet événement vise également à rapprocher des générations de chercheurs de cette spécialité à leurs confrères d'autres disciplines pour leur permettre de coopérer et d'échanger, dans des équipes pluridisciplinaires, en plus de faire découvrir au public l'importance des sciences sociales et de leurs domaines de travail.

M. Mebtoul a évoqué l'importance des sciences sociales dans la compréhension et l'explication de divers phénomènes sociaux et leur contribution à la prospérité des pays en aidant à définir des politiques de développement et économiques en fonction d'études de terrain et de statistiques couvrant plusieurs domaines tels que le logement, la population, le marché du travail et l'impact des tendances de consommation sur l'économie, entre autres.

Pour sa part, Hind Belkheir, vice-recteur de l'université d'Oran 2 Mo-

hamed Benahmed, a indiqué que l'un des objectifs du salon est également de permettre aux participants d'émettre des recommandations sur les moyens de rétablir le respect des sciences sociales et mettre leurs enseignements et leurs recherches au service du pays et de la société.

Le salon qui se tiendra au campus Taleb Mourad-Salim du 19 au 21 novembre, est organisé par l'Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé de l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed, le Crasc et le Centre d'études maghrébines, avec la parti-

cipation d'environ 140 chercheurs dans 11 disciplines scientifiques d'Algérie, des Etats-Unis d'Amérique, de Tunisie, du Cameroun et de France. Cet événement comprend des conférences, l'organisation de sessions scientifiques, la présentation de documents, en plus de diverses activités culturelles et artistiques. En marge de la manifestation, un salon du livre sera également organisé, auquel 13 maisons d'édition participent pour présenter et vendre leurs différentes publications, notamment celles liées aux sciences sociales.

ASSISES NATIONALES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Poursuite des travaux

Les travaux des Assises nationales de la société civile se poursuivent mercredi à Alger, pour la deuxième et dernière journée, par la présentation de communications sur le rôle de la société civile face aux défis internationaux et sa contribution à la réalisation des objectifs du développement national.

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a affirmé mardi à l'ouverture des travaux de ces assises, que ces dernières étaient "le couronnement d'un long processus élaboré qui a permis à notre pays de consolider son tissu institutionnel pour la première fois de son histoire".

L'Observatoire national de la société civile (ONSC) est "un acquis important et constitue un autre jalon qui vient concrétiser la vision du Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, du rôle et de la place de la société civile dans le cadre de son projet de développement et son engagement pour l'édification d'une société civile libre, active et capable d'assumer ses responsabilités en tant qu'instrument d'évaluation de l'activité publique au service du citoyen", a soutenu le Premier ministre.

Les assises nationales de la société civile se tiennent sous le thème "La société civile, socle de l'édification de l'Algérie nouvelle", avec la participation de 700 représentants d'associations nationales et locales, d'organisations, de syndicats et de la communauté nationale à l'étranger.

Les démarches du Président Tebboune pour la dynamisation du rôle de la communauté saluées (participants)

Les représentants de la communauté nationale à l'étranger participant aux assises nationales de la société civile ont salué, mardi à Alger, les démarches du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune visant à rétablir la place de la communauté et à dynamiser son rôle sur la scène nationale.

Des participants à ces assises, qui se tiennent sous le thème "La société civile, socle de l'édification de l'Algérie nouvelle", ont salué les mesures prises par le Président Tebboune visant l'intégration nationale des membres de la communauté, notamment à travers l'élargissement de leur représentation au niveau des assemblées élues et des conseils consultatifs, à l'instar de l'Observatoire national de la société civile (ONSC).

Les représentants de la communauté ont salué également les rencontres tenues par le président de la République avec les représentants de la communauté nationale à l'étranger en marge de ses visites à l'étranger, "en reconnaissance de leur rôle central sur la scène nationale", de même qu'elles leur offrent l'opportunité de faire part de leurs préoccupations et de leurs ambitions.

Dans ce cadre, le représentant de "Algerian general union aboard", Benrekia Said a appelé à élargir la représentation des membres de la communauté nationale à l'étranger au sein de l'ONSC, pour permettre aux membres de la communauté de contribuer "activement" à la gestion des affaires associatives, en formulant des propositions et en échangeant les expériences pour ériger l'observatoire en force de proposition au service de l'intérêt général.

Pour sa part, Mehadjri Ziâne, président de l'Organisation européenne des centres islamiques (OECI), dont le siège se trouve à Genève, a souligné la nécessité de "renforcer" le rôle de la société civile algérienne sur la scène internationale, en veillant à ce que des associations nationales obtiennent le statut "consultatif" au niveau de l'ONU, à l'instar de plusieurs associations, ce qui est à même de promouvoir la performance de la société civile et d'appuyer la diplomatie.

Les travaux des assises nationales de la société civile se poursuivront, mercredi, par l'organisation d'ateliers et de conférences-débat axées sur la démocratie participative, les voies de promotion de la performance de la société civile, le bénévolat et la moralisation de l'action de la société civile.

ALGÉRIE - SLOVÉNIE

Lamamra s'entretient avec la vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu mardi à Alger, en tête à tête, avec la vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la Slovénie, Tanja Fajon qui effectue une visite de travail à Alger, avant de co-présider avec elle une séance de travail élargie aux membres de deux délégations, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux ministres se sont félicités de la nouvelle dynamique qui marque les relations entre l'Algérie et la Slovénie ainsi que les perspectives prometteuses de leur consolidation et leur élargissement à de nouveaux domaines notamment l'énergie, les mines, l'énergie renouvelable et la digitalisation, précise le communiqué. Les Chefs de la diplomatie des deux pays ont également passé en revue un large éventail de questions d'actualité aux niveaux régional et international ainsi que



divers aspects du partenariat euro-méditerranéen et des relations entre l'Algérie et l'Union européenne, selon la même source. La rencontre entre les deux ministres a été suivie de la cérémonie de signature de l'Accord entre Sonatrach et le Groupe énergétique slovène GEOpln portant renouvellement, à partir de janvier 2023, du contrat d'approvisionnement de la Slovénie en gaz naturel, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et de son homologue slovène, M. Bojan Kumer.

La Slovénie veut ouvrir une ambassade en Algérie pour renforcer les relations bilatérales (Tanja Fajon)

La vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères de Slovénie, Tanja Fajon, a affirmé mardi à Alger la volonté de son pays d'ouvrir une ambassade en Algérie, dans le but de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.

Dans une déclaration à la presse au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, Mme Fajon a indiqué que la République de Slovénie "entend ouvrir une ambassade en Algérie, et travailler avec les autorités algériennes la main dans la main", soulignant avoir évoqué avec le Président Tebboune "la

profondeur du partenariat entre les deux pays".

Elle a précisé, dans ce cadre, que son pays œuvrait pour "le renforcement de la coopération économique et politique avec l'Algérie", se félicitant, par ailleurs, du contrat signé, mardi, par Sonatrach et la compagnie slovène, Geoplín pour la fourniture à la Slovénie du gaz naturel à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie pour une période de trois ans à partir de janvier 2023. La responsable slovène a qualifié la signature de ce contrat d'"historique" pour la République de Slovénie qui aspire à "renforcer ses relations avec l'Algérie en tirant profit de nombreuses opportunités

d'investissement offertes dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables".

Elle a en outre appelé le groupe Sonatrach et la compagnie Geoplín à "travailler ensemble pour notre avenir commun", soulignant que la signature de ce contrat "est une étape importante dans l'histoire du partenariat entre les deux pays".

L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf et du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Arkab s'entretient avec le ministre slovène des Infrastructures

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu mardi à Alger avec le ministre slovène des Infrastructures, Bojan Kumer, avec lequel il a évoqué les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie et des mines et les moyens de les renforcer, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée au siège de la Direction générale du groupe Sonatrach, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, de la vice-première ministre et

ministre des Affaires étrangères de Slovénie, Tanja Fajon, et des délégations des deux pays, a précisé le communiqué. Cette visite intervient au moment où "les relations bilatérales entre les deux pays connaissent une nouvelle dynamique de développement dans tous les domaines", a souligné le ministère, en voulant pour preuve "l'échange de visites entre les deux pays et la signature, en septembre 2022, du premier accord pour la création d'une commission mixte de coopération entre l'Algérie et la Slovénie".

M. Arkab a affirmé que "les relations entre les deux pays

dans le domaine énergétique, notamment dans l'approvisionnement en gaz naturel, remontent aux années 1990, lorsque Sonatrach approvisionnait (jusqu'en 2012) le marché slovène en gaz naturel en vertu de contrats avec Geoplín". En marge de la rencontre, et dans le cadre de la reprise des relations commerciales entre Sonatrach et Geoplín, M. Arkab a présidé la cérémonie de signature d'un nouveau contrat d'approvisionnement du marché slovène en gaz naturel, via le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, pour une durée de trois ans, qui couvrira près d'un tiers de

la consommation annuelle de la Slovénie.

Lors de la cérémonie de signature, le ministre de l'Energie et des Mines a souligné "la nécessité d'élargir les relations de coopération à d'autres domaines, tels que l'exploration et la prospection d'hydrocarbures, de mines, d'électricité et d'énergies renouvelables, à la faveur du climat actuel propice, notamment avec les nouvelles lois sur l'investissement et les hydrocarbures, qui ouvrent des perspectives prometteuses de partenariat et de coopération entre les deux pays dans de nombreux domaines".

TOURISME

La 23^e édition du SIAT du 24 novembre au 2 décembre prochain à Alger

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organisera, du 24 novembre au 2 décembre prochain au Palais des expositions d'Alger, la 23^e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), a indiqué mardi un communiqué du ministère. Cette manifestation internationale se veut une occasion annuelle qui permet "aux artisans de promouvoir leur produits qui expriment l'authenticité, la profondeur et la diversité du patrimoine algérien". Elle est aussi "un espace pour promouvoir, commercialiser et échanger la connaissance et les expertises entre les différents acteurs dans ce domaine". Parmi les objectifs que vise le SIAT,

figurent "la préservation du patrimoine artisanal national et sa valorisation", la vulgarisation de la qualité du produit artisanal algérien", ainsi que "la création d'un cadre d'échange des expertises et des connaissances entre les artisans algériens et étrangers".

Ce salon tend également, ajoute la même source, à "encourager la création et l'innovation artisanale, en rendant les produits artisanaux plus compétitifs et à "promouvoir les produits de l'artisanat, en les faisant contribuer au développement économique". A l'occasion, un site web dédié au Salon a été lancé et consultable via le lien: www.siat-dz.com.

JUSTICE

Tribunal criminel : nécessité d'introduire des modifications appuyant l'orientation de l'Etat vers des tribunaux spécialisés

Le Directeur général du Centre de recherches juridiques et judiciaires près le ministère de la Justice, Farah Rachid a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance d'introduire les modifications adéquates pour le fonctionnement du tribunal criminel de manière à appuyer l'orientation de l'Etat vers des tribunaux spécialisés tout en étant en droite ligne avec les engagements internationaux signés par l'Algérie. Intervenant lors d'une journée d'études organisée au Centre, placée sous le thème "Tribunal criminel: état et perspectives", M. Farah a souligné l'importance de mettre en place des concepts et des modifications adéquates au fonctionnement du tribunal criminel de manière à appuyer l'orientation de l'Etat vers des tribunaux spécialisés en droite ligne avec les engagements inter-

nationaux signés par l'Algérie. Le tribunal criminel qui occupe une place importante parmi les instances judiciaires en la matière a connu, des années durant, diverses évolutions législatives, rappelant qu'"au moment où les systèmes de justice et judiciaires dans le monde ont subi des changements notamment en termes de constitution de tribunaux criminels, l'Algérie s'oriente vers un système judiciaire pénal à même de préserver les droits de tous". Le responsable a mis en avant "le travail de la commission ad-hoc dans le cadre du projet de réforme du tribunal criminel, un projet a été largement débattu et enrichi". Les travaux de la journée d'études ont été axés sur deux principaux points, à savoir "l'état du tribunal criminel" et "vers un tribunal criminel spécialisé".

BECHAR

Une quinzaine d'écoles primaires équipées en appareils à gaz propane

Une quinzaine d'écoles primaires dans la wilaya de Bechar ont été équipées en appareils à gaz propane pour les besoins du chauffage ainsi que ceux de la restauration, dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de l'énergie.

Une enveloppe de plus de 34 millions DA a été consacrée à la réalisation de cette opération retenue en faveur de ces établissements éducatifs implantés notamment dans des zones éloignées et reculées de la wilaya de Bechar, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Abbas Abdelatif Boulouchouour.

Il s'agit des écoles primaires situées dans les localités de Guetrani, Rosf Ettayba, Fendi, Oued Lakhdar, et Boussir, a-t-il précisé.

Ce type d'équipements



énergétiques permet nement en gaz de façon d'assurer l'approvisionnement régulière et constante, en

mettant un terme à l'utilisation de produits inflammables dans le chauffage, comme le mazout dont la combustion dégage des gaz polluants et toxiques qui peuvent porter atteinte à la santé des élèves, a souligné M. Boulouchouour.

L'installation de ces appareils, menée sous la supervision de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal), a aussi permis aux élèves de bénéficier de repas chauds, a ajouté le responsable.

SALON RÉGIONAL MITIDJA POUR LA PRODUCTION ET L'EXPORTATION À BLIDA

80 opérateurs économiques à l'ouverture

La 2ème édition du Salon régional Mitidja pour la production et l'exportation a été ouverte, mardi à Blida, avec la participation de près de 80 opérateurs économiques, pour une durée de trois jours.

Cette manifestation économique se veut une occasion propice pour mettre en évidence la "qualité du produit local, qui concurrence désormais celui de l'importation", a indiqué le secrétaire général du ministère du Commerce, Lhadi Bekir, à l'ouverture du Salon, en compagnie du wali Ahmed Mabed et d'une délégation de représentants diplomatiques accrédités en Algérie.

En effectuant une tournée aux différents pavillons du Salon, M. Bekir a appelé les opérateurs économiques à prendre part au Salon international, prévu à la mi-décembre prochain, au Sénégal, pour "faire la promotion du produit algérien et ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation". "La qualité du produit local, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, les cosmétiques et les matériaux de construction, a facilité son positionnement sur les marchés mondiaux", a-t-il ajouté, notant que le volume des exportations de l'Algérie hors hydrocarbures a atteint près de cinq (5) milliards de dollars, entre janvier et septembre 2022.

A son tour, l'ambassadeur de Sénégal en Algérie, Sirigne Dieye a invité les opérateurs économiques à participer au salon international prévu au Sénégal du 15 au 31 décembre prochain, ceci d'autant que l'Algérie sera l'invité d'honneur. Il a, également, souligné l'attachement des autorités sénégalaises à "relever le volume des échanges commerciaux avec l'Algérie, en raison de la qualité des produits algériens", dont il a fait le constat dans le cadre de ce salon, a-t-il dit, citant notamment les matériaux de construction, les dattes et d'autres produits alimentaires.

Le président du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI), Fethi Amour a assuré, à l'occasion, que de nombreuses entreprises du CEIMI "ont effectivement entamé leurs préparatifs pour participer à cet événement économique mondial, constituant, pour eux, une importante opportunité pour faire la promotion de leurs produits, devenus incontournables sur les marchés africains", a-t-il soutenu.

Des représentants de nombreuses entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire ont affirmé leur détermination à être présents à ce salon international, dont l'Algérie sera l'invitée d'honneur.

A son tour, l'ambassadeur de Bangladesh en Algérie, Muhammad Zulqar Nain a exprimé la volonté de son pays de "consolider les relations commerciales avec l'Algérie", soulignant que sa présence à cette manifestation économique lui a permis de "découvrir de nombreux nouveaux produits de haute qualité, dont l'aluminium, prévu à l'importation à l'avenir", outre l'établissement de relations avec des opérateurs économiques nationaux dans l'optique de conclure des accords commerciaux, a-t-il ajouté.

Il a, également, exprimé son souhait d'établir un partenariat avec la partie algérienne dans le domaine du prêt-à-porter. Le Bangladesh est la 2ème puissance économique mondiale en la matière, réputée pour la qualité de ses produits. Cette nouvelle édition du Salon régional Mitidja s'est distinguée par la participation d'entreprises spécialisées dans la fabrication de machines industrielles et le montage d'appareils électroniques, qui ont capté l'attention de plusieurs entreprises spécialisées dans l'exportation.

Un pavillon spécial a été, en outre, dédié pour l'exposition des réalisations et produits des femmes au foyer, représentés notamment par des habits traditionnels.

Les entreprises spécialisées dans l'industrie de transformation sont, également, très présentes à ce salon régional. Une majorité de leurs représentants ont affirmé leur orientation à l'exportation, suite à l'ouverture de nouveaux marchés, notamment en Afrique, dans certains pays du Golfe et un nombre de pays européens.

Outre différentes entreprises économiques spécialisées dans divers domaines (agroalimentaire, ameublement, machines industrielles, habillement), des banques publiques, des organisations patronales et des entreprises spécialisées en exportation, ont pris part à ce Salon, aux côtés des Douanes algériennes.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Rencontre de sensibilisation sur l'économie de l'eau

Une rencontre de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation de l'eau, placée sous le thème "La conservation de l'eau, une vertu et un devoir religieux", s'est tenue mardi, à Bordj-Bou-Arrieridj, au profit des Imams de la wilaya, invités à consacrer des prêches sur le sujet.

M. Nacer Boukari, directeur de l'agence du bassin hydrographique Alger-Hodna-Soummam a indiqué à l'APS que "cette journée de sensibilisation, a réuni les Imams, compte tenu de leur influence sociale". A ce titre "ils sont conviés à

consacrer une partie de leurs prêches à la sensibilisation des citoyens quant à l'importance de veiller à l'économie de cette ressource vitale", a-t-il ajouté.

De son côté, le directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya Abdelhalim Ferhat a appelé à veiller constamment à l'économie des ressources en eau, en particulier pendant les périodes de sécheresse, soulignant que "l'Islam nous incite à éviter les gaspillages, en particulier le gaspillage de l'eau", faisant en cela référence à des hadiths du prophète (QSSSL). Le

représentant de la direction de wilaya des ressources en eau, Djamel Arras, a indiqué pour sa part, que "le volume des eaux dans la wilaya est en baisse notable dans les nappes, compte tenu de la forte baisse de la pluviométrie".

Cette rencontre de deux jours a été initiée par l'Agence du bassin hydrographique Alger-Hodna-Soummam, et supervisée par l'agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau, en coordination avec la direction des Affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Bordj-Bou-Arrieridj.

KHENCHELA

Rencontre sur l'importance des applications de génie électrique et des systèmes de contrôle pour l'amélioration de la qualité de vie

Les participants à la 5ème conférence internationale sur "le génie électrique et les systèmes de contrôle", ouverte mardi à l'université Abbès-Laghrour de Khenchela, ont affirmé l'importance des applications de cette branche scientifique pour l'amélioration de la qualité de la vie".

Les intervenants venus de plus de 40 universités nationales et étrangères ont porté l'accent sur "la grande importance de la branche du génie électrique et des systèmes de contrôle" devenue telle que "le monde ne peut se passer des technologies modernes développées par cette filière".

Intervenant en ouverture de la rencontre, Pr. Ahmed Chemori de l'université de Montpellier (France) a exposé les technologies d'assistance aux personnes atteintes d'handicaps moteur ou mental qu'il a développées au côté d'autres chercheurs au Centre nationale de recherche scientifique de Montpellier. Le recours, a-t-il ajouté, à ces technologies notamment les nouvelles applications de contrôle des robots a donné des résultats "positifs" dans le domaine de la qualification des handicaps moteurs permettant d'en améliorer la qualité de vie. De son côté, Pr. Belgacem Haba, dans sa

télécommunication présentée depuis les Etats-Unis d'Amérique, a mis l'accent sur les technologies de pointe d'automatisme, les systèmes intégrés et la 5ème révolution industrielle citant plusieurs innovations dans ce domaine touchant à plusieurs aspects de la vie.

Le conférencier qui détient plus de 1.500 brevets d'invention a ajouté que les systèmes intégrés ont aujourd'hui une grande importance dans la gestion des usines, des appareils domestiques, des Smartphones et des appareils militaires dont les systèmes de contrôle des missiles rendant presque impossible le fait

de pouvoir s'en passer.

En marge des communications, des ateliers de formation des étudiants chercheurs sont organisés à la bibliothèque de l'université sur les systèmes de communications, les systèmes intégrés, les énergies renouvelables et le système de contrôle adaptable.

Cette rencontre scientifique de trois jours verra la présentation de 110 communications par des chercheurs des universités algériennes et d'autres étrangères, a indiqué le président de la conférence Pr. Sofiane Bououden de la faculté des sciences et technologies de l'université hôte.

DJELFA

Session de formation pour 44 candidats pour l'habilitation à la chasse

Une session de formation pour l'obtention d'une attestation d'habilitation ouvrant droit au permis de chasse a été lancée, mardi, au profit de 44 personnes, à l'Institut Technique Spécialisé de Formation en Agriculture (ITSPA, anciennement ITMAS) de Djelfa, a-t-on appris auprès de la fédération des chasseurs de la wilaya. Il s'agit de la 6ème opération de formation du genre, organisée par la Conservation des forêts en coordination

avec la Fédération des chasseurs de la wilaya, dans le but d'élargir les connaissances des chasseurs dans six modules de formation portant, entre autres, sur le gibier, sa protection et les méthodes de chasse, a indiqué le président de la Fédération, Ahmed Benchibout.

"Cette formation devenue obligatoire, pour les chasseurs, en vertu de la loi, s'inscrit dans le cadre du développement d'une chasse durable, responsable et respec-

teuse des écosystèmes", a-t-il ajouté.

Les chasseurs sont tenus, à ce titre, de respecter le nombre de gibiers à chasser, les espèces autorisées à la chasse, l'éthique régissant l'activité, tout en préservant les espèces en voie de disparition.

Toujours selon M. Benchibout, cette formation assure, également, aux bénéficiaires des connaissances de base sur la santé animale, afin d'éviter les maladies transmissibles. A cela s'ajoute une forma-

tion, de trois jours, portant sur les premiers secours et les règles de sécurité à respecter par un chasseur en possession d'une arme de chasse. Durant ces quatre (4) dernières années, plus de 500 personnes ont bénéficié d'une formation pour l'obtention d'une attestation d'habilitation ouvrant droit au permis de chasse, dans la wilaya de Djelfa, a souligné le même responsable.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2023

Le taux de croissance économique connaîtra une tendance haussière à l'horizon 2025 (Kassali)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, mardi à Alger, que le taux de croissance économique en Algérie devrait enregistrer une tendance haussière à l'horizon 2025 poussé par les performances de plusieurs secteurs, précisant que le Gouvernement tablait sur un taux de croissance de 4,1% en 2023.

Lors d'une séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, consacrée à la présentation du projet de loi de finances "PLF-2023" à l'Assemblée populaire nationale, M. Kassali a fait savoir que le taux de croissance devrait s'établir à 4,1% au titre de l'année prochaine, puis à 4,4% en 2024 et 4,6% en 2025, du fait des performances de tous les secteurs à l'exception de celui des hydrocarbures qui connaîtra un certaine stabilité en 2023 et 2025. Le ministre a souligné, dans ce sens, que le secteur de l'Agriculture devrait enregistrer un taux de croissance de 6,9% en 2023, 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025, alors que celui de l'Industrie devrait enregistrer un taux de 8,5% en 2023, puis 9,6% en 2024 et 9,3 en 2025.

Le secteur du Bâtiments et Travaux publics (BTP) devrait enregistrer un taux de croissance de 5,6% en 2023, 3,9 en 2024 et 4,5% en 2025. Après avoir affirmé que le projet de loi "consacrera un nouveau mode de gouvernance financière publique reposant sur le budget des programmes et des objectifs", le ministre a rappelé que

l'Etat avait poursuivi, en dépit de la conjoncture internationale difficile, l'opération de relance économique à travers le renforcement de la croissance et la consécration d'une économie durable créatrice de richesse et de postes d'emploi". L'année 2023 sera marquée par la poursuite des efforts et des mesures prises durant l'année en cours visant à préserver et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des salaires et la revalorisation de l'allocation chômage, outre le renforcement du programme d'investissement public et privé pour garantir une croissance globale", a-t-il poursuivi.

Le PLF-2023 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0 en 2025, selon les données du ministre.

Le PLF prévoit pour l'année prochaine une augmentation des recettes budgétaires totales à 7901,9 milliards de DA et les

dépenses à 13.786,8 milliards de DA, réparties sur les dépenses de fonctionnement qui augmenteront à 9.767,6 milliards de DA (+26,9%) et les dépenses d'équipement qui seront en hausse à 4.019,3 milliards de DA (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire de 2022. Sur cette base, poursuit M. Kassali, le déficit budgétaire passera de 4.092,3 milliards de DA (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5.720,0 milliards de DA sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB).

Le déficit global de la trésorerie passera de 4.950,3 milliards de DA (-19,2 % du PIB), selon les prévisions de clôture de 2022, à un déficit moyen d'une valeur de 6,586,3 milliards de DA pour la période 2023-2025 (-23,7 du PIB). Concernant la répartition du budget de fonctionnement, le projet de loi a affecté 3.037,41 milliards de DA à la prise en charge des dépenses de l'augmentation des salaires des fonctionnaires relevant de l'administration centrale et des services centraux (+23,55 % par rapport à 2022). Cette augmentation s'explique principale-



ment par l'augmentation de l'impact financier résultant de la prise en charge de la révision de la grille indiciaire des salaires et des systèmes des salaires des fonctionnaires, inclus en avril 2022, ainsi que de la prise en charge de l'impact financier de l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et le changement des contrats d'activités d'insertion sociale en contrats à durée indéterminée (CDI).

Le ministre des Finances a indiqué, à cet égard, que la masse salariale prévue devrait atteindre 4.629 milliards DA l'année prochaine, ce qui représente 47,39% du budget de fonctionnement, tandis que l'impact financier de l'intervention économique de l'Etat passera à 1.927,20 milliards DA (+ 40,67 %

par rapport à 2022), qui seront répartis essentiellement sur la contribution au Fonds national du logement, l'augmentation des affectations allouées à l'assurance chômage et l'augmentation de la contribution de l'Etat à l'Office national des céréales. Evoquant le budget d'équipement (4.019,28 milliards DA), M. Kassali a indiqué qu'il s'agira en 2023, principalement de l'achèvement des projets en cours de réalisation et de l'inscription de projets stratégiques et urgents, soulignant qu'en 2022, "il a été procédé au dégel d'un programme estimé à plus de 110 milliards de DA destinés à 217 projets d'investissement à valeur ajoutée". Environ 250 interventions ont été programmées dans le cadre du débat du PLF-2023, selon le programme élaboré par l'APN.

Les députés saluent la non introduction de nouveaux impôts

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, mardi, le contenu du projet de Loi de finances (PLF) 2023, notamment sa consécration du caractère social de l'Etat et à la préservation du pouvoir d'achat, sans nouveaux impôts qui pèseraient sur le citoyen. Lors de la séance de l'après-midi consacrée au débat général du PLF 2023, qui s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de membres du gouvernement, les députés ont mis l'accent sur la nécessité de consacrer un nouveau mode de gouvernance de la finance publique "basé sur des objectifs et des programmes et non pas sur des moyens". Dans ce cadre, le représentant Ali Rabidji du parti Front de libération nationale (FLN) a salué la non introduction par le

gouvernement, à travers ce projet de loi, de nouveaux impôts, soulignant qu'il prévoit également une revalorisation des salaires et de l'allocation chômage, tout en préservant les équilibres financiers.

Dans ce sens, il a salué "la volonte politique de réduire la charge fiscale sur les familles et les startups". Le député Bachir Bahri (Indépendants) a estimé, de son côté, que le gouvernement poursuivait sa politique sociale "judicieuse", en dépit de la conjoncture mondiale actuelle.

Le député Madjed Cherrid, du même groupe parlementaire, a précisé que "les revalorisations des salaires et de l'allocation chômage consacrent le caractère social de l'Etat, saluant les décisions prises par le président de la République dans ce sens".

Pour sa part, le député Hicham Benheddad (MSP) a salué le fait que le PLF ne prévoyait pas de nouveaux impôts et consacrait plus de "47% du budget de fonctionnement à la revalorisation des salaires". Mettant en avant la stabilité fiscale favorable à l'attractivité des investissements étrangers, le député a rappelé que le Gouvernement s'orientait vers la gestion sur la base des objectifs, ce qui renforce le contrôle parlementaire sur la réalisation des différents projets et programmes arrêtés. Intervenant à l'occasion, le député du FLN, Benyattou Salem a dit que pour la première fois, le PLF est élaboré sur la base de la loi organique 18-15 relative aux lois des finances. Le PLF 2023 consacre "un nouveau mode de gouvernance financière publique basé sur le budget des pro-

grammes et des objectifs", a-t-il encore dit. Pour le député Meftah Hassan (RND), le PLF favorise la relance économique et la préservation du caractère social de l'Etat selon un nouveau mode de gouvernance financière. Le projet de loi des finances (PLF 2023) a été présenté ce matin par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et plusieurs membres du gouvernement. L'examen du PLF 2023 se poursuivra mercredi et jeudi matin avant la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations des députés prévue jeudi après-midi. Le projet de loi en question sera soumis au vote mardi prochain.

ORAN

Ouverture du salon international de l'agriculture

Le Salon international de l'agriculture (West Agro-Events 2022) a ouvert ses portes, mardi, à Oran avec la participation de quelque 50 exposants actant dans divers métiers agricoles. Organisée sous le slogan "l'agriculture au service de la souveraineté nationale", cette manifestation enregistre la présence d'entreprises nationales publiques et privées et ceux de la Chine, outre des représentations de sociétés étrangères actant en Algérie et des organismes nationaux versés dans la santé végétale et animale, des compagnies financières et des associations professionnelles.

Les stands de ce salon, qui se tiennent à l'intérieur d'une tente géante dans le parc d'attractions "Djanattu El Ahlam", comprennent divers types de filières agricoles notamment des variétés de semences de légumes, de céréales, de légumineuses et d'arbres fruitiers à l'instar des agrumes, en particulier la variété "Clémentine", cultivée à Misserghine et Bouldélis, dans la wilaya d'Oran. La manifestation permettra de mettre en lumière le produit agricole national et les potentialités que recèle l'Algérie dans ce secteur, tout en mettant en exergue les compétences des agriculteurs dans le développement de certaines filières, dans l'élevage du bétail et la production de lait, selon le chef du service de la Production et de l'appui technique à la Direction des services agricoles d'Oran, Mohamed Amine Messabih. Le Salon constitue également une opportunité pour les agriculteurs de s'enquérir des dernières évolutions des équipements agricoles utilisés dans divers secteurs, tels que les céréales, l'aviculture et élevage bovin, la production laitière, les équipements d'irrigation agricole, en particulier l'aspersion à pivot et le goutte à goutte, ainsi que les produits phytosanitaires, matériel de stockage et de froid. Le salon dont l'ouverture a été présidée par les autorités locales est organisé par la société d'expositions et de salons "OFS Expo", en partenariat avec la DSA et la Chambre d'agriculture d'Oran et sous l'égide de la wilaya d'Oran.

APS

GHARDAÏA

Nécessité d'accompagner les véritables investisseurs et promouvoir leurs produits (ministre)

La nécessité d'accompagner les véritables investisseurs et de promouvoir leurs produits afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le tissu économique local et national, a été soulignée mardi à Gharadaïa par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar. "Les pouvoirs publics accordent une grande priorité au lancement de projets industriels qui renforcent le tissu industriel national, créateur de richesses et d'emplois pour les jeunes", a soutenu le ministre de l'Industrie lors d'une visite de travail dans la région. "L'offre du foncier pour l'émergence d'une véritable industrie ambitionne de répondre aux défis des investisseurs à travers le soutien aux porteurs de projets et aux véritables entrepreneurs qui désirent créer des unités de production créatrices d'emplois et de richesses", a-t-il précisé, ajoutant que le travail d'assainissement du foncier industriel octroyé les dernières années a "permis de restituer quelques

2.300 hectares à l'échelle nationale". En visitant la zone industrielle de Bounoura (Gharadaïa) créée en 1969, le ministre a affirmé que la wilaya de "Gharadaïa constitue une référence en matière d'investissement industriel avec ses 4.500 unités de production, des potentialités économiques et un vivier d'atouts et d'opportunités pour la création de nouvelles unités de production de richesses". Lors d'une rencontre avec des responsables et travailleurs de l'unité ALFAPIPE, spécialisée dans la fabrication des tubes en acier, le ministre a appelé à "préservé et renforcer notre tissu industriel existant et à poursuivre les efforts visant le développement de projets industriels en accordant une priorité à l'intégration, à la sous-traitance et à l'émergence de nouvelles filières industrielles ainsi que la promotion et la protection du produit national contre l'importation anarchique". Dans un point de presse, le ministre de l'Industrie a relevé que cette visite

sur le terrain lui a permis de prendre connaissance des contraintes qui entravent le développement de l'économie locale notamment pour la création de nouvelles entreprises. Il a exhorté les responsables des zones industrielles à prendre en charge les doléances des industriels et plus particulièrement les nouveaux investisseurs afin de transformer l'opération de création d'entreprises en une réalité et de favoriser la création de nouveaux emplois durables. Accompagné du wali de Gharadaïa, Abdallah Abinour, M. Zeghdar a visité quelques unités de production d'équipements énergétiques (Energal) et l'unité de production de pots d'échappement et radiateurs pour différents véhicules (SONERAC) avant d'achever sa visite de travail par l'inspection des travaux d'aménagement de la nouvelle zone industrielle de Qued N'Chou (à une vingtaine de kilomètres au nord de Gharadaïa) d'une superficie de cent hectares en cours d'achèvement.

PÉTROLE Le Brent à plus de 94 dollars

Les prix du pétrole étaient en légère hausse mercredi.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier prenait 0,60% à 94,42 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en décembre gagnait 0,21% à 87,10 dollars.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont diminué, cette semaine, leurs prévisions de croissance de la demande pour 2023, invoquant l'incertitude économique mondiale.



BOURSE DE WALL STREET Clôture en hausse grâce au ralentissement de l'inflation, mais l'élan manque

La Bourse de New York a terminé en hausse mardi, aidée par la confirmation d'un ralentissement de l'inflation, mais l'élan s'est essouffé en fin de séance, faute de conviction.

Le Dow Jones a gagné 0,17%, l'indice Nasdaq a pris 1,45% et l'indice élargi S&P 500 a avancé de 0,87%. Wall Street avait démarré la séance sur les chapeaux de roue, le S&P 500 gagnant jusqu'à 1,80%, porté par une volée de bons indicateurs macroéconomiques et de résultats de sociétés jugés satisfaisants.

D'une part, l'indice d'activité manufacturière dans la région de New York est repassé en positif en novembre, à 4,5 points, contre -9,1 points en octobre, et -6,0 points attendus par les économistes. Quant à l'indice des prix à la production, il n'a progressé que de 0,2 point de pourcentage sur un mois en octobre, contre 0,4 point anticipé. Sur un an, l'inflation atteint 8,0%, au plus bas depuis juillet 2021.

Ces données valident le plan de la Réserve fédérale (Fed), soit un ralentissement du rythme des hausses de taux", a commenté Jeffrey Roach, chef économiste de LPL Financial. Après ces publications, les opérateurs accordaient une probabilité de près de 60% à l'hypothèse d'un taux directeur arrêtant sa course à une fourchette de 4,75% à 5% d'ici juin, alors qu'ils le voyaient majoritairement dépasser 5% la semaine dernière. La possibilité d'une respiration de la Fed a mis les taux obligataires sous pression. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est descendu jusqu'à 3,75%, pour la

première fois depuis près d'un mois et demi, avant de se reprendre légèrement, à 3,76%.

La place new-yorkaise avait également accueilli favorablement plusieurs bons résultats de la grande distribution. Walmart, en particulier, a été plébiscité (+6,54% à 147,44 dollars), après la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel très supérieur aux attentes, dopé par le marché américain et les produits alimentaires, marché sur lequel le groupe de Bentonville (Arkansas) gagne des parts de marché avec ses prix bas.

Les investisseurs n'ont pas tenu rigueur au géant de la grande distribution de sa lourde perte de près de 1,8 milliard de dollars, entièrement attribuable à une charge exceptionnelle de 3,3 milliards liée à un accord amiable dans le dossier des médicaments opiacés.

La vigueur de Walmart a profité au reste du secteur, qu'il s'agisse de Target (+3,95%), dont les résultats sont attendus mercredi, ou de l'enseigne de demi-gros Costco (+3,29%). La chaîne de magasins de bricolage Home Depot ne profitait que marginalement de cet élan (+1,63% à 311,93 dollars), malgré des résultats supérieurs aux attentes. L'analyste de GlobalData, Neil Saunders, s'inquiète de voir les Américains économiser sur leurs travaux d'aménagement et des effets du ralentissement du marché immobilier sur les ventes du groupe.

Pour autant, les indices se sont essouffés en fin de séance et le Dow Jones est même, brièvement, passé

dans le rouge, avant de finir sur une modeste progression.

"C'est un scénario que nous avons vu ces dernières séances, avec des gains en début de séance et une perte d'influx à la fin", a souligné Jack Ablin de Cresset Capital.

Pour lui, ce mouvement récurrent est dû au fait que les particuliers tendent à intervenir sur le marché en début de journée, alors que les investisseurs institutionnels le font plutôt en fin de séance. Ce qui s'est passé mardi montre ainsi, selon lui, que les institutionnels font preuve de prudence, "et ce n'est généralement pas bon signe". Pour l'analyste, "nous nous sommes emballés" après la publication, jeudi dernier, de l'indice des prix à la consommation CPI, qui était ressorti moins élevé que prévu.

Reprenant leur mouvement de yoyo dicté par les oscillations du marché obligataire, indicateur du coût de financement de leur croissance, les valeurs technologiques ont eu le vent en poupe, d'Apple (+1,19%) à Tesla (+1,82%) et Alphabet (+2,80%).

Plusieurs sociétés chinoises cotées à New York ont bondi, les investisseurs espérant, selon Patrick O'Hare, de Briefing.com, un soutien plus marqué du gouvernement chinois à l'économie après la publication, mardi, de mauvais chiffres de ventes de détail, en baisse en octobre sur un an.

Le géant du commerce en ligne Alibaba (+11,17%) et le constructeur de véhicules électriques XPeng (+4,40%) étaient particulièrement recherchés.

L'INFLATION AUX USA Les prêts augmentent, les impayés aussi

Les ménages américains ont continué à emprunter au troisième trimestre, à un niveau bien plus élevé que l'an passé afin de financer leurs achats, malgré une inflation au plus haut depuis 40 ans, mais les impayés sont également en hausse.

La dette totale des ménages américains s'est élevée à 1.651 milliards de dollars au troisième trimestre, soit une hausse de 351 milliards de dollars ou 2,2% par rapport à la même période l'an passé, selon un rapport publié mardi par la Fed de New York. C'est 2,36 milliards de plus que fin 2019, avant la pandémie de Covid-19, précise cette antenne régionale de la banque centrale américaine, dans un communiqué de presse. "Les soldes des cartes de crédit, des prêts immobiliers et des prêts automobiles ont continué d'augmenter au troisième trimestre 2022, reflétant la combinaison d'une demande de consommation robuste et de prix plus élevés", a expliqué Donghoon Lee, économiste à la Fed de New York. Il a cependant précisé que "les nouveaux prêts immobiliers ont ralenti pour atteindre les niveaux d'avant la pandémie dans un contexte de hausse des taux d'intérêt".

Quant au solde des cartes de crédit, très utilisées aux Etats-Unis pour les achats courants, il a connu sa plus forte hausse d'une année sur l'autre depuis 20 ans, grimpa de 15%. Seule exception: les prêts étudiants, après l'annonce fin août par le président Joe Biden de l'annulation d'une partie du fardeau pour les emprunteurs. Mais face à cette accumulation de dette, il devient difficile pour certains ménages de rembourser leurs échéances, et "la part de la dette impayée a augmenté pour presque tous les types" de crédits, signale la Fed de New York. L'inflation a atteint cette année aux Etats-Unis son plus haut niveau depuis 1981. Après un pic à 9,1% sur un an en juin, la hausse des prix a ralenti, mais elle est restée très forte en juillet, août et septembre, respectivement à 8,5%, 8,3% et 8,2%, selon l'indice CPI, qui fait référence.

Face à cela, la Fed relève son taux directeur depuis mars, pour que les banques augmentent elles aussi les taux d'intérêt des prêts qu'elles accordent aux ménages et entreprises. Le but est, in fine, de faire ralentir la consommation pour desserrer la pression. Les taux des prêts immobiliers, restés pendant plus d'un an à des plus bas historiques, grimpent ainsi depuis début 2022, désormais supérieurs à 7% pour un prêt sur 30 ans.

CHINE Chute inédite des prix des logements neufs

Les prix des logements neufs en Chine ont reculé en octobre, le plus important repli depuis sept ans, selon des chiffres officiels publiés mercredi, sur fond de ralentissement économique et de crise de l'immobilier. Les prix des logements neufs se sont contractés en octobre de 1,6% sur un an, selon des calculs réalisés à partir des chiffres du Bureau national des statistiques (BNS).

Il s'agit du repli le plus important depuis août 2015 de cet indicateur qui agrège la moyenne des

prix dans 70 villes de Chine. Signe d'une conjoncture difficile en octobre, les prix dans l'immobilier s'affaissaient en baisse dans 58 villes sur 70 par rapport au mois précédent, contre 54 en septembre.

Les grandes métropoles de Pékin et Shanghai font figure d'exception et ont encore vu leur prix progresser le mois dernier. Face à cette crise de l'immobilier, les autorités ont pris la semaine dernière des mesures de soutien. Elles comprennent un soutien au

crédit pour les promoteurs en bonne santé financière. Elles prévoient par ailleurs pour les groupes endettés un prolongement des échéances pour le remboursement de leurs prêts.

L'immobilier et la construction, qui avaient servi de moteur à la reprise post-pandémie en 2020, pèsent plus du quart du PIB de la Chine. Pour réduire l'endettement du secteur, Pékin avait durci depuis 2020 les conditions d'accès au crédit pour les promoteurs.

ROYAUME-UNI L'inflation au plus haut depuis 40 ans

L'inflation a encore accéléré en octobre au Royaume-Uni, à 11,1% sur un an, au plus haut depuis 40 ans, propulsée surtout par la hausse des factures d'énergie, a annoncé mercredi l'Office britannique des statistiques (ONS). Selon l'institut des statistiques, les prix du gaz ont bondi de près de 130% au cours de l'année écoulée, et l'électricité s'est envolée de 66%. Mais les hausses de prix de l'alimentation ont aussi contribué à tirer l'inflation à ce sommet depuis 1981. L'inflation avait accéléré le mois précédent à 10,1%, ce qui constituait un plus haut depuis 1982. Les hausses de prix ont grimpé au-delà des attentes des économistes et de la banque d'Angleterre, qui s'attendaient à une inflation qui frôlerait sans le dépasser, le taux de 11% avant d'amorcer sa descente. "La hausse des prix du gaz et de l'électricité a poussé l'inflation à son plus haut niveau depuis plus de 40 ans" malgré le plafonnement des prix mis en place par le gouvernement, a relevé un économiste.

ARGENTINE Le taux d'inflation franchit le cap de 88% en 12 mois

Le taux d'inflation a atteint 6,3% en octobre dernier, portant la hausse de l'indice des prix à la consommation à 88% au cours des 12 derniers mois. L'Institut des statistiques (INDEC) a souligné que l'augmentation cumulée des prix entre janvier et fin octobre a atteint 76,6%, un taux sur lequel le poids du groupe "alimentation et boissons" influe lourdement. Les chiffres révélés par l'INDEC tendent à confirmer les projections des principaux cabinets de consulting qui estiment que l'inflation cette année se rapproche de 100%. Cette accélération de la hausse des prix a amené cette semaine le gouvernement à décréter un "gel" des prix de 1700 produits au cours des 120 prochains jours, en accord avec les 100 plus grands distributeurs du pays. Mercredi dernier, le ministre de l'Economie, Sergio Massa, avait prévenu que la situation était toujours "critique" et qu'il s'attendait à un ralentissement de l'inflation en 2023. Ce ralentissement serait toutefois conditionné par le respect des objectifs budgétaires, monétaires et de change convenus avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre d'un accord de restructuration de la dette.

ITALIE L'inflation au plus haut niveau depuis 38 ans

La hausse des prix s'est accélérée en Italie en octobre, passant à 11,8% sur un an, au plus haut depuis mars 1984, selon des données définitives publiées mercredi par l'Institut italien de la statistique (Istat). L'inflation, tirée principalement par l'envolée des prix de l'énergie, a été cependant revue à la baisse par l'institut qui l'avait estimée auparavant à 11,9%. En septembre, l'inflation s'était élevée à 8,9% sur un an,

sous l'effet de l'augmentation accrue des prix alimentaires. L'indice d'inflation calculé selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) progresse en octobre de 12,6% sur un an, après une hausse de 9,4% en septembre. En octobre, l'inflation a été alimentée principalement par la flambée des prix de l'énergie qui ont bondi de 71,1%, après une progression de 44,5% le mois précédent, a détaillé l'Istat. Les

produits alimentaires, qui ont augmenté de 13,1%, après 11,4% en septembre, ont également contribué à l'accélération de l'inflation. Sur un mois, les prix à la consommation ont progressé de 3,4% en octobre, précise l'Istat. Le nouveau gouvernement italien avait débloqué, jeudi dernier, 9,1 milliards d'euros supplémentaires pour atténuer l'impact de la flambée des prix de l'énergie pour les entreprises et les ménages.

SALON DU DROMADAIRE À OUARGLA Accorder plus d'intérêt à la protection et la valorisation de la richesse cameline

Des participants au 1er salon international du "Dromadaire... pathologie et prévention", ouvert mardi à Ouargla ont insisté sur l'impératif d'accorder plus d'intérêt à la protection et la valorisation de la richesse cameline susceptible, selon eux, de jouer un rôle "primordial" dans le développement économique et social.

Les intervenants à l'ouverture du Salon ont mis en avant la nécessité d'accorder plus d'intérêt au développement de la filière cameline, notamment à travers la préservation du cheptel des zoonoses, la valorisation des races locales ainsi que la promotion des activités liées à la confection de produits dérivés.

La tenue de ce salon dénote de l'intérêt qu'accorde le secteur de l'agriculture à l'élevage camelin, à travers notamment la création de la sous-direction de la protection cameline et équine au ministère de tutelle, a indiqué une représentante de ce département, Dr Fatima Lila Baouche.

"Cette initiative intervient en application de la feuille de route du secteur pour développer cette filière agricole", a-t-elle fait savoir, souhaitant que les recommandations devant sanctionner ce salon auquel prennent part plusieurs acteurs nationaux et étrangers, soient dans l'intérêt de la protection et la préservation de la richesse cameline.

La filière camelin, poursuit-elle, est devenue aujourd'hui une activité principale non seulement par rapport à la consommation, mais aussi du point de vue du développement socio-économique, en général.

Intervenant à cette occasion, Pr Bernard Faye, spécialiste en élevage et médecine vétérinaire (France), a mis en exergue, dans son intervention intitulée "la santé du dromadaire face à l'intensification des productions", les changements de profils sanitaires chez les dromadaires.

"On a observé, depuis une vingtaine d'années, une augmentation en termes de production cameline avec une diminution de la mobilité des troupeaux et une alimentation beaucoup plus riche, ceci a des impacts négatifs sur la santé du camelin", a relevé l'intervenant.

Pour sa part, Gaukhar Konuspayeva, biochimiste et enseignante universitaire au Kazakhstan, a souligné l'importance de promouvoir la filière lait de chamelle en Algérie et ce, à travers le développement de l'élevage de bétails laitiers, en plus de l'amélioration de la production et de la commercialisation du lait de chamelle.

Le 1er Salon international du dromadaire, organisé du 15 au 17 novembre courant à Ouargla, a pour objectif de réunir les parties prenantes afin de débattre les questions relatives à la persévérance et la valorisation du cheptel camelin, la promotion de la santé animale, en plus d'analyser la relation entre la santé du dromadaire, les pratiques vétérinaires et les programmes retenus en matière d'élevage camelin, selon les organisateurs.

Il s'agit d'une rencontre rassemblant une pléiade d'académiciens et d'enseignants-chercheurs, avec les concours des principaux acteurs de l'élevage camelin, notamment des organismes relevant du secteur de l'agriculture, ainsi que des médecins vétérinaires, a-t-on fait savoir.

Cette rencontre s'articule autour de trois thèmes principaux, à savoir "la Sociologie de la santé animale et la profession vétérinaire", "l'Analyse des politiques de développement de l'élevage de dromadaire" et "l'Etude des politiques de santé publique vétérinaire".

Outre deux ateliers sur la chirurgie vétérinaire et la préparation du fromage à base de lait de chamelle, plusieurs conférences notamment sur "le diagnostic des maladies à prion animal et la surveillance en Europe", "la sélection génétique comme instrument de gestion des maladies à prion dans les animaux" et "le développement d'outils génomiques pour les dromadaires : entre amélioration génétique et prophylaxie" sont au programme de cette manifestation.

Initiée par le bureau local de l'Association nationale des médecins vétérinaires algériens (ANMV) en collaboration avec l'Université de Ouargla et l'Ecole normale supérieure d'Ouargla (ENS), cette manifestation scientifique à vocation économique, sociale et culturelle, se propose d'offrir également une opportunité aux exposants pour présenter leurs produits et savoir-faire, lors d'une exposition de produits de l'artisanat traditionnel mise sur pied à la Faculté des Sciences de la nature et de la vie.

HABITAT

Distribution de plus de 1.900 logements dans des wilayas du Sud

Pas moins de 1.925 titres d'attribution de logements, toutes formules de construction confondues, ont été remis mardi aux bénéficiaires de certaines wilayas du Sud du pays dans le cadre de la commémoration des 68ème et 60 anniversaires, respectivement du déclenchement de la Guerre de libération, 1^{er} Novembre 1954, et du recouvrement de la souveraineté nationale, le 5 juillet.

Dans la wilaya de Ouargla, un quota de 1.239 unités, dont 704 logements ruraux, 309 lots de terrain et 126 logements publics locatifs (LPL), ont été ainsi attribués aux bénéficiaires des communes de Ouargla, Rouissat, Ain El-Beïda, Hassi-Benabdallah, Sidi-Khouiled, N'goussa et celle frontalière d'El-Borma, a affirmé le wali de Ouargla, Mustapha Aghamir, lors de la cérémonie de remise des titres, organisée à la maison de la culture "Moufidi Zakaria".

Outre une tranche de 150 aides à l'habitat rural et 50 lots de terrain attribués aux bénéficiaires de la wilaya de



Tindouf, l'on relève la remise, dans la wilaya de Béchar, des clés de 227 LPL aux bénéficiaires par souci

d'améliorer les conditions de vie de la population locale et répondre à leurs attentes en termes d'habi-

tat. A l'extrême Sud du pays, la wilaya de Tamanrasset qui s'est vue accorder dernièrement, une tranche de plus de 600 logements ruraux, a enregistré, mardi, la remise de 150 titres de pareilles unités aux bénéficiaires. Le parc immobilier de Tamanrasset sera également renforcé de 400 logements promotionnels aidés (LPA) et de 1.086 lots de terrain à bâtir, dont a bénéficié dernièrement la wilaya.

L'occasion a été mise à profit dans la wilaya d'Adrar pour la remise de 109 titres d'attribution de logements ruraux au profit des bénéficiaires de différentes régions de la wilaya.

Attribution de près de 5.000 logements et aides à l'habitat rural dans les wilayas du centre

Un total de 4788 logements, tous segments confondus, doté des toutes les commodités nécessaires et des décisions d'aide à l'habitat rural ont été attribués mardi à leurs bénéficiaires à travers certaines wilayas du centre du pays lors de cérémonies organisées dans le cadre des activités marquant la célébration du 68ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale (1er novembre 1954).

Aussi 1.473 familles de la wilaya de Tipasa issues de 12 communes ont reçu les clés de leurs nouvelles habitations et des aides à l'auto-construction. L'opération de distribution, la 7ème du genre depuis le début de l'année, a porté sur la remise des clés de 757 logements location-vente (AADL), de 438 logements promotionnels aidés (LPA) et la distribution de 278 aides à l'habitat rural.

Avec cette 7e opération, un total de 12.000 logements ont été attribués à Tipasa, depuis le début de l'année, dont

8.160 logements publics locatifs (logements sociaux), selon les chiffres communiqués à l'occasion.

A Chlef quelque 220 logements et décisions d'aide à l'habitat rural ont été attribués à leurs bénéficiaires.

Il s'agit de 60 logements publics locatifs et de 160 aides à l'habitat rural répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya. Cette opération s'ajoute à celle organisée le 5 juillet dernier à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance nationale et ayant porté sur la remise de clés et la distribution d'aides à l'habitat rural au profit de 3.709 bénéficiaires, dont 2.006 ayant reçu leurs clés de logements sociaux (LPL).

A Tizi-Ouzou, il a été procédé à la remise des clés de 221 unités LPL réalisées dans neuf communes qui sont Ain Zaouia, Yattafen, Boghni, Ait Toudert, Irdjen, Iferhoune, Ath Yenni, Tizi Gheniff et Mkira et de 404 aides à l'habitat rural répartis entre 59 communes. Par

ailleurs, selon les chiffres de la Direction locale du logement, 7625 logements, tous segments confondus, réalisés à travers les 67 communes de la wilaya de Tizi Ouzou, ont été distribués depuis le début de l'année en cours, alors qu'il est projeté l'attribution de 5.213 autres unités ventilées sur plus d'une trentaine de communes au cours du 1er trimestre 2023.

Dans la wilaya de Médéa l'opération de distribution a porté sur la remise des clés d'un quota de 1.770 unités dont 980 logements AADL, 180 logements sociaux (LPL) en plus de la remise de 500 aides à l'habitat rural et de 110 décisions d'attribution de lots de terrains constructibles.

A Bejaia, un total de 699 logements et décisions d'aide à l'auto-construction (dans le cadre du programme de l'habitat rural) a été distribué.

Il s'agit notamment de 163 logements publics locatifs, 156 LPA, 150 logements location vente (AADL) et de 230 décisions d'aide à l'habitat rural.

BOUMERDES

Programme de raccordement de près de 35.000 foyers au réseau de gaz naturel à Khemis El Khechna

Un programme de raccordement de près de 35.000 foyers au réseau de gaz naturel au travers les communes de la daïra de Khemis El Khechna (Ouest de Boumerdes) a été élaboré par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Boumerdes, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de wilaya de l'énergie et des

mines. Ce programme, a été lancé l'année dernière au profit des communes de Khemis El Khechna (chef-lieu de daïra), Ouled Haddadj, Larbaâteche et Ouled Moussa, selon les explications fournies par le directeur de l'énergie et des mines, Moussa Bibi, au wali Yahia Yahiatene, lors d'une visite d'inspection d'un nombre de projets de dévelop-

pement au niveau des communes de cette même daïra.

La commune de Khemis El Khechna se taille la part du lion de ce programme avec un total de 17.000 foyers à raccorder, a ajouté M. Bibi, signalant que la réception du programme se fera progressivement. "Une fois les raccordements achevés, le taux de couverts en gaz naturel de la

wilaya sera porté à près de 98%", a-t-il souligné.

Le wali a inspecté, à l'occasion de cette visite, le chantier de raccordement de 1.000 foyers au gaz naturel dans la commune de Khemis El Khechna.

"La mise en service de ce projet interviendra prochainement", selon les explications fournies sur place.

LUTTE CONTRE LE CRIME

Arrestation de sept individus et saisie de 5,5 kg d'héroïne et de cocaïne

Le Service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (SCLTIS) relevant de la Sûreté nationale a démantelé une bande composée de (7) sept individus, et saisi plus de 5,5 kg d'héroïne et de cocaïne, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, la SCLTIS relevant de la DGSN a fait tomber au cours

de cette semaine, une bande composée de (7) sept individus dont (6) six résidents illégaux de nationalités africaines, activant dans un réseau international spécialisé dans la contrebande et le trafic de drogues dures (héroïne et cocaïne)" a précisé le communiqué. L'opération, menée sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, a abouti à la saisie de 5 kg d'héroïne, 550 gr de cocaïne, 108 gr de

substance stupéfiante, un véhicule et une motocyclette utilisés dans le transport de ces drogues, en plus de matériel utilisé dans la préparation de cette substance, a ajouté la même source.

Les mis en cause ont été présentés devant les juridictions pour constitution d'un groupe criminel organisé transnational, contrebande, importation, transport, stockage et trafic de drogues dures de manière illicite.

EGYPTE

14 morts dans un accident de la route dans le sud-ouest

Au moins 14 personnes sont mortes dans un accident de la route survenu mardi dans le sud-ouest de l'Égypte, rapportent mercredi des médias, citant les autorités sanitaires locales.

"Un minibus transportant 14 personnes, dont le chauffeur, a percuté un pickup près d'Abou Minqar, une oasis de la province de la Nouvelle-Vallée" (sud-ouest), faisant 14 morts, ont précisé les mêmes sources dans un communiqué.

Les corps ont été transférés à la morgue d'un hôpital voisin, ont-elles ajouté, notant que cinq corps n'avaient pas encore été identifiés. Une enquête préliminaire a mis en cause le conducteur du minibus pour excès de vitesse, sans donner davantage de précisions.



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Guterres appelle à rendre les routes plus sûres

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé, mardi, à rendre les routes plus sûres, dans son message pour la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route.

Notant que chaque année, 1,3 million de personnes meurent dans des accidents de la route et 50 millions d'autres sont blessées, M. Guterres a appelé à unir les forces "pour rendre les routes plus sûres et atteindre l'objectif mondial de

réduire de moitié le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici 2030".

"L'une des meilleures façons de se souvenir et d'honorer les victimes est de faire notre part pour rendre les routes plus sûres dans le monde entier", a souligné le chef de l'ONU. Selon lui, les accidents de la route sont liés au développement. "Neuf victimes sur dix se trouvent dans des pays à revenu moyen ou faible." "Pour sauver davantage

de vies, il faut garantir un financement plus important pour une mobilité sûre et durable, des plans d'action à l'échelle de la société et une approche de prévention solide", a-t-il ajouté. "J'exhorte les États membres et les donateurs à soutenir ces efforts et à prévenir de nouvelles tragédies", a déclaré le chef de l'ONU. La Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route est commémorée chaque année le

troisième dimanche de novembre. Il s'agit d'un événement mondial très médiatisé visant à rappeler les millions de personnes qui ont été tuées ou gravement blessées sur les routes du monde et à reconnaître la souffrance de toutes les victimes, familles et communautés touchées - des millions qui s'ajoutent chaque année aux innombrables millions de personnes qui souffrent déjà : un bilan cumulatif vraiment énorme.

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À NAIROBI

4 personnes secourues, 8 autres toujours piégées (médias)

Un immeuble de plusieurs étages en construction s'est effondré mardi dans la capitale kényane, Nairobi, piégeant plusieurs ouvriers, rapportent les médias locaux. Aucun communiqué officiel n'a été publié sur le nombre de victimes présumées, mais des témoins ont déclaré que 4 personnes ont été secourues, alors que 8

autres sont encore piégées dans les débris.

Citant les habitants de la banlieue de Kasarani, les médias locaux ont souligné que le responsable du chantier incitait les ouvriers à poursuivre les travaux bien que le bâtiment présentait des fissures.

En 2015, l'effondrement de 8 bâtiments a causé la mort de 15 personnes à travers le

pays, poussant la présidence à ordonner un audit de l'ensemble des bâtiments du pays pour vérifier leur conformité aux réglementations en vigueur en matière de sécurité. Suite à cet audit, l'Autorité kényane de construction avait constaté que 58% des bâtiments de Nairobi étaient non conformes à l'habitation.

INONDATIONS AUSTRALIE

Des bâtiments entiers emportés dans une petite ville

Des bâtiments entiers ont été emportés par des inondations soudaines dans une petite ville de la côte est de l'Australie sur laquelle s'est abattu un "mur d'eau" destructeur, ont indiqué mercredi les autorités. La ville d'Eugowra, située à environ 350 kilomètres à l'ouest de Sydney, a été submergée par les flots lundi, mais l'évaluation difficile des dégâts n'a pas été immédiatement possible en raison des eaux boueuses. La côte est de l'Australie a été frappée à plusieurs reprises par des pluies diluviennes au cours des deux

dernières années, sous l'effet des cycles consécutifs du phénomène de La Nina. Le porte-parole des services d'urgence de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud, Steve Hall, a affirmé qu'un tableau désastreux se dessinait à mesure que les secours interviennent dans cette ville de quelque 800 habitants. "Tout ce qui leur est cher a été emporté par un mur d'eau", a-t-il déclaré.

Les habitants se sont réfugiés sur les toits lundi soir, avant d'être hélitreillés par les secours. Selon le député de cette circonscription, Andrew

Gee, Eugowra est "jonché" de voitures emportées par les flots et certains bâtiments ont été "arrachés de leurs fondations et emportés dans les rues". "Les habitants parlent d'un tsunami qui leur (est) arrivé dessus", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision australienne ABC. Le barrage de Wyangala est sorti de son lit dans la nuit de dimanche à lundi à la suite des fortes pluies, déversant quelque 230.000 mégalitres dans les bassins versants près d'Eugowra. La ville de Forbes, située à environ 40 kilomètres

(25 miles) à l'ouest d'Eugowra, a été évacuée en raison de la montée des eaux. En mars, déjà, des inondations catastrophiques sur la côte est avaient fait plus d'une vingtaine de morts. Des dizaines de milliers d'habitants de Sydney avaient reçu l'ordre d'évacuer en juillet lorsque des inondations ont de nouveau frappé la périphérie de la ville.

Les scientifiques estiment que le changement climatique pourrait rendre les périodes d'inondation plus extrêmes, car l'air plus chaud retient davantage d'humidité.

MIGRATIONS

Nouvelle réunion entre Cuba et les Etats Unis à La Havane

Une délégation du département d'Etat américain a rencontré mardi à La Havane les autorités cubaines pour évoquer la question migratoire et la réactivation d'accords bilatéraux en la matière, au moment où Cuba connaît un exode record. "La délégation américaine a souligné les domaines de coopération fructueuse en matière de migration, tout en identifiant les questions qui ont constitué des obstacles à la réalisation des objectifs des accords", a fait savoir le département d'Etat dans un communiqué. "Assurer une migration sûre, régulière et humaine entre Cuba et les Etats-Unis demeure un intérêt mutuel des deux pays et est conforme aux intérêts des Etats-Unis de favoriser la réunification des familles et de promouvoir un plus grand respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à Cuba", ajoute le texte.

Cette rencontre fait suite à l'annonce la

semaine dernière par les Etats-Unis de la reprise complète de la délivrance de visas à partir du 4 janvier au consulat américain de La Havane pour les Cubains désirant émigrer. "La tenue à La Havane de discussions sur le thème migratoire entre Cuba et les Etats-Unis correspond à un engagement mutuel de promouvoir une migration ordonnée, légale et sûre", avait déclaré peu avant la réunion le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez sur Twitter.

La délégation américaine était menée par Emily Mendrala, sous-Secrétaire adjointe au Bureau des Affaires de l'hémisphère occidental et des migrations du Département d'Etat. Les discussions se tenues avec le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernandez de Cossio. Le consulat américain de La Havane avait été fermé en 2017 en raison de supposées "attaques acoustiques" ayant

provoqué des problèmes de santé chez des diplomates.

Il avait repris la délivrance de visas en mai, mais au compte-goutte. Au même moment, La Havane et Washington avaient également relancé leurs discussions annuelles sur la question migratoire, après une suspension de quatre ans sous le mandat de Donald Trump. Un record de 224.000 Cubains sont rentrés illégalement aux Etats-Unis au cours des douze derniers mois, selon les chiffres datant d'octobre de la police américaine des frontières. En 2021, ce chiffre s'élevait à 39.000. Les deux précédentes crises migratoires avaient vu fuir plus de 100.000 Cubains en 1980 et environ 45.000 autres en 1994.

Cuba réclame notamment la délivrance de 20.000 visas annuels par Washington en vertu d'accords migratoires bilatéraux signés en 1994.

ETATS UNIS

Un juge fédéral rejette une mesure sanitaire permettant de bloquer l'entrée des migrants

Un juge fédéral de Washington a rejeté mardi une mesure sanitaire qui permet d'expulser sans délai les migrants franchissant sans visa les frontières terrestres des Etats-Unis.

La mesure, appelée "Title 42", est "arbitraire" et ne respecte pas les règles fédérales, a déclaré le juge Emmet Sullivan. Elle avait été mise en oeuvre par le gouvernement Trump en mars 2020, au début de la pandémie de Covid-19. La situation à la frontière mexicaine est devenue aux Etats-Unis un sujet politique explosif, sur lequel le président démocrate Joe Biden est inlassablement attaqué. Son administration avait dans un premier temps continué d'utiliser ce dispositif controversé, avant de chercher à le lever. Les gouverneurs républicains d'une vingtaine d'Etats avaient alors saisi la justice pour l'en empêcher. En mai, un juge de Louisiane avait statué que la mesure devait continuer à être appliquée. Les Etats plaignants affirmaient notamment que la levée de cette mesure provoquerait une recrudescence des passages aux frontières et par conséquent une hausse du nombre de migrants résidant clandestinement sur leur sol. Le "Title 42" est une mesure de santé publique qui a été adoptée en 1893 pour protéger les Etats-Unis contre les nombreuses épidémies de choléra et de fièvre jaune qui survenaient à l'époque. Elle n'a été que très rarement mise en oeuvre depuis lors.

Six compagnies aériennes contraintes de rembourser 600 millions USD à des passagers

Six compagnies aériennes ont été poussées par les autorités américaines à rembourser plus de 600 millions de dollars à des centaines de milliers de passagers pour des vols annulés ou modifiés, a annoncé le ministère américain du Transport. Pour avoir entraîné des pieds, Frontier, Air India, TAP Portugal, Aeromexico, El Al et Avianca ont été parallèlement soumises à des amendes pour un montant total de 7,25 millions de dollars, a ajouté le ministère dans un communiqué publié lundi soir. "Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le ministère a reçu un flot de plaintes de voyageurs liées au refus des compagnies aériennes de fournir des remboursements en temps opportun après l'annulation ou la modification significative de leurs vols", y est-il souligné.

Or pour tout vol au départ ou à destination des Etats-Unis annulé ou modifié de façon importante, la loi américaine oblige les compagnies aériennes à rembourser les passagers s'ils ne souhaitent pas un bon ou un avoir pour des vols futurs. "Une annulation de vol est suffisamment frustrante, personne ne devrait avoir en plus à mar chander ou à attendre des mois pour obtenir son remboursement", a commenté le ministre des Transports Pete Buttigieg, dans le communiqué.

Washington enfin reliée par rail à son principal aéroport international

Une ligne de métro reliant la capitale fédérale américaine à son principal aéroport international a été inaugurée mardi, l'aboutissement d'un laborieux projet étalé sur des décennies et conclu par un chantier ayant accumulé des années de retard.

L'ouverture au public de la "Silver Line" dans sa section allant jusqu'à l'aéroport de Dulles a été réalisée en présence du ministre américain des Transports Pete Buttigieg, de la maire de Washington Muriel Bowser et de responsables des deux Etats limitrophes sur lesquels s'étend le réseau, le Maryland et la Virginie. Il faudra désormais quelque 50 minutes pour atteindre, depuis le centre de Washington, cet aéroport qui fut mis en service en 1962. Déjà à l'époque il était prévu de réaliser une liaison par rail. La livraison de la dernière section de la "Silver Line", d'une longueur de 18,5 kilomètres, était prévue en 2018 mais le chantier a connu des retards et des dépassements de budget, le coût final de cette portion dépassant les 3 milliards de dollars, selon le Washington Post. Décrié pour ses retards et dysfonctionnements chroniques, le métro de Washington est souvent cité comme un exemple emblématique des sous-investissements affectant le secteur des infrastructures aux Etats-Unis. Ce réseau est pourtant le plus fréquenté du pays après celui de New York.

AIN DEFLA

Importance d'une alimentation saine et l'activité physique chez les personnes diabétiques (rencontre)

L'importance d'une alimentation saine, la pratique d'une activité physique régulière et le respect des consignes médicales pour une bonne hygiène de vie de la personne diabétique a été mise en exergue mardi par des médecins lors d'une journée scientifique organisée à Miliana dans la wilaya de Ain Defla.

Dans une déclaration à l'APS, à l'issue de la journée scientifique sur le diabète, organisée dans l'après-midi par l'établissement public hospitalier (EPH) Yahia Fares de Miliana à l'occasion de la journée mondiale du diabète, la spécialiste en médecine interne, Dr. Lahiani Samira a mis l'accent sur "l'importance de l'alimentation", indiquant qu'"il faut changer notre façon de nous nourrir". L'activité physique, a ajouté Dr. Lahiani, est "très importante pour se maintenir en bonne santé.

Il faut également surveiller son poids pour éviter l'obésité, notamment abdominale", a-t-elle ajouté, insistant sur le respect "strict" du régime alimentaire, le sport et la consultation régulière médicale.

Dr. Lylia Ilmaine, pédiatre à l'EPH de Miliana, qui a présenté une communication sur "le diabète type 1 chez les jeunes", a souligné qu'"il faut savoir "détecter la maladie chez l'enfant et connaître ses symptômes afin de l'orienter", mettant l'accent sur la prise en charge de l'enfant diabétique scolarisé qui doit être "bien encadré à l'école".

De son côté, Kharachi Mohamed, inspecteur pédagogique au niveau de l'Institut national de formation supérieure paramédicale de Khemis Miliana, a axé son intervention sur l'intérêt de l'éducation thérapeutique du patient, insistant sur la formation dans les axes de "la prise en charge des diabétiques, à savoir l'activité physique, l'alimentation, les traitements anti diabètes oraux, l'insulinothérapie".

Il a estimé également que cette démarche, "nous éviterait d'avoir des cas d'urgences tout le temps au niveau de l'hôpital et réduirait le nombre des hospitalisations", ajoutant que "tout le monde doit s'impliquer, l'administration de l'hôpital et l'ensemble du personnel soignant".

Lors de son intervention sur "les pratiques alimentaires et gestion du diabète chez une personne diabétique", Sarah Benmerad, diététicienne à la maison des diabétiques de Khemis Miliana, a souligné, quant à elle, "l'importance de l'alimentation saine et de l'activité physique".

Par ailleurs, un mini-village diabétique a été organisé dans la matinée au niveau du jardin de l'hôpital où des médecins spécialistes ont mené une campagne de dépistage et de sensibilisation au profit des personnes diabétiques, a relevé Hadj Djilani Mohamed, responsable de la cellule de la formation continue du même EPH.

NÂAMA

Premières interventions chirurgicales de la pose d'une prothèse totale de la hanche à l'hôpital d'Ain Sefra

Les premières interventions chirurgicales entreprises par les praticiens du service orthopédie de l'hôpital d'Ain Sefra (Nâama) pour la pose, à plusieurs malades, d'une prothèse totale de l'articulation de la hanche ont été couronnées de succès, a-t-on appris auprès de la Direction de cet établissement de santé publique.

Cinq patients, âgés de 55 à 82 ans, ont bénéficié de ces interventions chirurgicales menées par une équipe médicale sous la supervision du médecin-spécialiste Kharrarba Adel, ce qui a permis à ces malades d'éviter les

déplacements pénibles vers des hôpitaux et cliniques spécialisés hors wilaya, a indiqué le directeur de l'hôpital Sofiane Kada Benaïssa.

Les interventions chirurgicales ayant trait à la pose d'une prothèse totale de l'articulation de la hanche aident les patients à rétablir les fonctions motrices après avoir souffert d'érosion et de lésions du cartilage articulaire du genou ou de fractures du col du fémur ou du bassin ayant entraîné une courbure interne et des douleurs chroniques, a expliqué le médecin spécialiste en orthopédie et chirurgie articulaire de l'hôpital

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

12 nouveaux cas et aucun décès

Douze (12) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 8 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270.981 cas, celui des décès reste inchangé (6.881), alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.501 cas.

Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, a noté la même source.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

SANTÉ SCOLAIRE

Nécessité de conjuguer les efforts pour une meilleure prise en charge de la santé bucco-dentaire

Les participants à la Conférence régionale -centre- sur la santé scolaire ont mis en avant, mardi à Alger, la nécessité de conjuguer les efforts de tous les secteurs pour une prise en charge optimale de la santé scolaire, notamment la santé bucco-dentaire.

Il sera question lors de cette rencontre régionale de deux jours, de l'évaluation des réalisations dans ce domaine ainsi qu'un état des lieux sur les insuffisances enregistrées particulièrement en matière de santé bucco-dentaire, outre la définition du rôle des unités de dépistage et de suivi de la santé en milieu scolaire.

Représentant le ministère de la Santé, le DG de la prévention et de la promotion de la santé publique, Djamel Fourar a relevé l'impératif de fusionner les efforts de l'ensemble des secteurs et de mettre à disposition les moyens nécessaires au dépistage pré-



coce ainsi qu'à la prévention et à la lutte contre les maladies transmissibles en milieu scolaire.

Il a également relevé l'importance de consacrer la culture sanitaire et de démontrer aux élèves l'importance de s'implémenter d'un comportement sain et sûr.

De son côté, la représen-

tante du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a mis en exergue l'importance accordée par son département à cette question, notamment du point de vue organisationnel et pratique, le but étant de promouvoir la santé publique en milieu scolaire, passant en revue les

mesures prises pour assurer un environnement sain au sein des établissements scolaires.

Elle a mis en avant, à ce propos, le rôle de la Commission nationale de prévention des maladies transmissibles dans la lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH), en particulier en milieu scolaire.

La représentante du ministère de l'Intérieur a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de contrôler les cantines scolaires, l'hygiène et le transport scolaire.

Intervenant à cette occasion, le représentant du ministère de l'Éducation nationale a jugé impératif de généraliser les unités de dépistage et de suivi (UDS) en milieu scolaire.

Il a fait état de 1440 unités de dépistage mises à disposition des 28.799 établissements d'enseignement à l'échelle nationale.

CANCÉROLOGIE

Remise en service de 3 accélérateurs de radiothérapie après une opération de maintenance (ministère)

Le ministère de la Santé a annoncé, mardi dans un communiqué, l'achèvement de l'opération de maintenance de trois (3) accélérateurs de radiothérapie destinés aux cancéreux au niveau du Centre de cancérologie Pierre et Marie Curie (CPMC) de l'Hôpital Mustapha Pacha et des CHU d'Oran et de Constantine.

Le ministère a précisé que la société chargée de cette opération a

achevé la maintenance de trois accélérateurs de radiothérapie, pour une meilleure prise en charge des cancéreux. Il s'agit d'un accélérateur de radiothérapie au niveau du CPMC (Alger) et de deux autres au niveau des CHU d'Oran et de Constantine, souligne-t-on.

Le ministère de la Santé avait tracé un programme spécial s'étendant jusqu'au 24 novembre, pour la main-

tenance de 13 accélérateurs. "Les premières opérations de maintenance ont été lancées dimanche dernier pour l'entretien de 4 accélérateurs sur un total de 13", rappelle la même source.

L'opération de maintenance est confiée à "une société créée à cet effet pour l'entretien des accélérateurs destinés à la radiothérapie".

Les cas urgents accueillis en H24 au service de chimiothérapie de Sidi Bel-Abbes

L'établissement hospitalier spécialisé dans la lutte

contre le cancer "Tidjani Haddam" de Sidi Bel-Abbes

a lancé la formule d'accueil des cas urgents au niveau du service de chimiothérapie en H24 et ce, dans le cadre du service permanent, a-t-on appris, mardi, de la cheffe de service, le Pr Yakrou Djamilia. Cette spécialiste a expliqué que cet établissement hospitalier a accueilli de dizaines de cas d'urgence dans le cadre de la permanence de nuit.

Elle a relevé que les malades qui affluent de différentes wilayas voisines sont accueillis et pris en charge, soit immédiatement ou en leur prodiguant des séances de traitement pour une durée variant entre 3 et 4 jours.

Pour assurer une meilleure prise en charge des malades, une équipe médicale et paramédicale qui travaille en H24 et durant

les jours de semaine a été désignée à cet effet.

Les malades subissant des complications en raison du traitement chimique sont accueillis pour bénéficier d'un traitement et d'une hospitalisation jusqu'à la stabilité de leur cas, a ajouté la même responsable. Les malades et leurs accompagnateurs qui afflu ent vers le service de chimiothérapie ont salué cette initiative, indiquant à l'APS que le service de la permanence a contribué énormément à atténuer la tension en assurant des soins spécifiques à leur cas, c'est-à-dire à suivre des séances de traitement à n'importe quel moment et sous l'encadrement d'une équipe médicale spécialisée.

PANDEMIE DE COVID-19

La partie continentale de la Chine signale 1.568 nouveaux cas confirmés locaux

La partie continentale de la Chine a signalé mardi 1.568 cas confirmés de COVID-19 transmis localement, a déclaré mercredi la Commission nationale de la santé.

Un total de 18.491 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés. En tout, 751 patients atteints de la COVID-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale de la Chine mardi, a indiqué la commission dans son rapport quotidien. Le nombre total de patients de la COVID-19 ayant quitté l'hôpital après leur rétablissement sur la partie conti-



La partie continentale de la Chine a atteint 256.472. Mardi, aucun nouveau décès lié à la COVID-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5.226 décès.

Italie: le vice-ministre de la Santé remet en cause le vaccin anti-Covid puis se rétracte

Le numéro deux du ministère italien de la Santé a provoqué une vive controverse mardi en affirmant qu'il n'existait aucune preuve de l'efficacité des vaccins contre le Covid-19, avant de revenir sur ses propos face au tollé.

Interrogé lundi lors d'une émission de la télévision publique Rai sur le fait de savoir si l'Italie aurait enregistré un bilan encore "plus grave" sans les vaccins, Marcello Gemmato a répondu: "c'est vous qui le dites.

Nous n'avons pas la charge de la preuve inverse".

"Je ne tombe pas dans le piège de me positionner pour ou contre les vaccins", a ajouté le sous-secrétaire à la Santé dans le nouveau gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni, dénon-

çant "une approche idéologique dans la gestion de la pandémie" par l'exécutif précédent. Pharmacien de profession, ce proche de Mme Meloni, député sortant de son parti post-fasciste Fratelli d'Italia, s'est opposé à la chambre au pass sanitaire et à l'obligation vaccinale.

Ses déclarations ont déclenché de vives réactions.

"Mais comment peut-on dire qu'il n'existe pas de preuve scientifique que les vaccins aient servi à sauver la vie de millions de personnes? Il suffit de savoir lire la littérature scientifique", a réagi sur Twitter l'infectiologue Matteo Bassetti.

Le chef d'Azione (centre), Carlo Calenda, a appelé Marcello Gemmato à la démission. "Un sous-secrétaire à la

Santé qui ne prend pas ses distances avec les no vax n'est pas à sa place", a-t-il estimé. Le patron du Parti démocrate, Enrico Letta, l'a également exhorté à quitter ses fonctions dans les mêmes termes. Le député d'extrême droite a assuré mardi dans un communiqué que ses propos avaient été sortis de leur contexte.

"Les vaccins sont des armes précieuses contre le Covid, mes paroles ont été sorties de leur contexte et sont instrumentalisées", a-t-il plaidé.

L'Italie a été le premier pays européen touché par l'épidémie de coronavirus début 2020.

Le bilan humain au 10 novembre était de 179.985 morts, selon le ministère de la Santé.

HAÏTI

Un besoin de 145,6 millions de dollars pour lutter contre le choléra

Le gouvernement d'Haïti et le bureau de l'ONU à Port-au-Prince ont lancé mardi un appel à lever 145,6 millions de dollars pour faire face à une épidémie récurrente de choléra, qui a déjà provoqué la mort de 161 personnes dans le pays.

Le très pauvre pays des Caraïbes, déjà frappé par une grave crise humanitaire et sécuritaire, fait face depuis début octobre à un retour de cette maladie qui avait fait plus de 10.000 morts entre 2010 et 2019.

Le ministère de la Santé publique a rapporté 8.708

cas suspects, 7.623 cas hospitalisés et 802 cas confirmés dans son bulletin épidémiologique de lundi.

L'épidémie évolue dans 7 des 10 départements du pays. "Le choléra est une maladie évitable et traitable, et, fortes de leur expérience et de leur savoir-faire, les institutions nationales ont rapidement mis sur pied une stratégie de réponse avec l'appui indéfectible de l'ensemble de la communauté humanitaire locale et internationale", a déclaré la coordinatrice humanitaire de l'ONU dans le pays, Ulrika Richardson,

dans un communiqué. Le compte Twitter de la Primature en Haïti a indiqué que le chef du gouvernement, Ariel Henry, avait pris part à la cérémonie de l'appel au financement.

Les fonds levés à la suite de cet appel devraient "apporter une aide vitale à 1,4 million de personnes vivant dans les zones les plus affectées", ajoute le communiqué de l'ONU.

"La crise du choléra frappe de plein fouet des populations déjà vulnérables", note l'ONU, citant le récent rapport du

Programme alimentaire mondial (PAM) qui rapporte que, pour la première fois en Haïti, quelque 19.000 personnes ont basculé dans l'urgence alimentaire la plus aiguë, devant se contenter d'un seul repas par jour composé d'aliments de mauvaise qualité.

S'ajoute à cette insécurité alimentaire une insécurité globale: depuis juin 2021, près de 100.000 personnes ont dû fuir leurs quartiers pour échapper aux violences des bandes armées, relève encore le communiqué du bureau des Nations unies.

NÉONATOLOGIE

Le contact peau à peau préférable à l'incubateur pour les prématurés (OMS)

Un contact peau à peau immédiat est préférable à un passage dans un incubateur pour les bébés nés prématurés ou trop petits, recommande désormais l'OMS.

L'Organisation mondiale de la santé a appelé à un changement radical dans la manière dont les soins intensifs néonataux sont dispensés aux tout-petits.

L'agence a déterminé que permettre aux mères ou aux autres soignants et aux bébés prématurés de rester proches dès la naissance, sans séparation, offre des "avantages majeurs pour la santé", a déclaré Karen Edmond, médecin et pédiatre de l'OMS, lors d'un point de presse à Genève.

"J'aime à voir la chose de cette façon: la première étreinte avec un parent est non seulement importante sur le plan émotionnel, mais aussi absolument essentielle pour améliorer les chances de survie et la santé des bébés trop petits et prématurés", a-t-elle souligné.

Cette nouvelle recommandation sur la façon de traiter les bébés nés avant 37 semaines de grossesse ou pesant moins de 2,5 kilogrammes s'applique dans tous les contextes, souligne l'OMS.

Un contact peau à peau immédiat doit être assuré "même pour les bébés souffrant de difficultés respiratoires", estime l'agence onusienne, qui insiste: "Eux aussi ont besoin d'un contact étroit avec leur mère dès la naissance".

Pour l'OMS les naissances prématurées sont un "problème de santé publique urgent" qui touche 15 millions de bébés chaque année, soit une naissance sur 10.

Dans la mise à jour de ses recommandations, l'OMS fait 25 recommandations sur la prise en charge des bébés prématurés, dont 11 nouvelles depuis la dernière mise à jour en 2015.

Ces recommandations couvrent tous les domaines et soulignent l'importance d'allaiter les bébés prématurés.

Et pour la toute première fois, les directives incluent également des recommandations sur la participation de la famille, y compris un appel aux unités de soins intensifs pour qu'elles se réorganisent afin que la mère et le bébé puissent rester ensemble.

Il est important, a déclaré la docteure Edmond, de garder "le bébé en contact peau à peau 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, même s'il doit être en soins intensifs". Les directives proposent également pour la première fois qu'un soutien psychologique et financier accru soit accordé aux proches des bébés prématurés. "Le congé parental est indispensable pour aider les familles à s'occuper du nourrisson", a déclaré Karen Edmond, ajoutant que les parents des bébés prématurés devraient bénéficier d'un soutien financier et professionnel suffisant, ainsi que de visites à domicile après la sortie de l'hôpital.

ETHIOPIE

Arrivée dans le Tigré d'un convoi d'aide médicale, le premier depuis fin août

Un convoi d'aide médicale, le premier depuis fin août, est arrivé mardi dans la capitale du Tigré, dans la foulée de l'accord de paix conclu début novembre pour mettre fin à deux ans de guerre dans cette région du nord de l'Ethiopie, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

"Les premières fournitures médicales du CICR viennent d'arriver à Mekele (...) par la route", a déclaré Jude Fuhnwi, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge en Ethiopie. Les autorités

fédérales éthiopiennes et les rebelles ont accepté samedi un "accès humanitaire à tous ceux dans le besoin" au Tigré.

Cette annonce fait suite à l'accord de paix signé le 2 novembre à Pretoria (Afrique du Sud), qui prévoit notamment le désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au Tigré et l'acheminement de l'aide. Le 9 novembre, le chef de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, avait demandé l'envoi d'une aide alimentaire et médicale "immédiate" dans la région du Tigré.

AFRIQUE DU SUD

Le paludisme risque de se propager à cause du changement climatique

Des maladies infectieuses comme le paludisme risquent de se propager partout en Afrique du Sud en raison des conséquences néfastes du changement climatique, a estimé lundi l'expert sud-africain Aslam Dasoo.

"En Afrique australe, il y a d'énormes changements dans les régimes de précipitations qui affectent la reproduction des moustiques et menacent d'augmenter le risque de propagation du paludisme", a déclaré M. Dasoo, expert médical et président du "Forum progressif de la santé".

Alors que l'Afrique du Sud a intensifié ses campagnes de sensibilisation dans le cadre de la Semaine annuelle de lutte contre le paludisme, le Département de la santé de la province de Gauteng, qui

englobe les villes de Pretoria et Johannesburg, s'est dit préoccupé par le nombre de cas enregistrés cette année.

La métropole de Tshwane (Pretoria) a également tiré la sonnette d'alarme sur le nombre de contaminations en hausse, mettant en garde que la région a connu un pic d'infections au paludisme en juillet dernier.

Cette maladie est courante le long des zones frontalières de l'Afrique du Sud, notamment dans les provinces du Limpopo, Mpumalanga et le KwaZulu-Nata.

Elle a toutefois commencé à se propager davantage à l'intérieur du pays, faisant 11 morts dans le Gauteng.

BÉGAÏEMENT : COMMENT L'AIDER ?

Le bégaiement concerne près de 5 % des enfants. Si ce trouble est le plus souvent transitoire, l'erreur serait de le négliger. Car il est souvent le signe de difficultés rencontrées par l'enfant.

Quand s'agit-il vraiment de bégaiement ?

Lorsque l'enfant donne le sentiment de lutter contre les mots, de faire des efforts pour parler. Il répète de façon très marquée les sons (ggg... gâteau) ou la première syllabe d'un mot (mamama... maman), allonge anormalement les sons (ééééécole). Il évite le regard de son interlocuteur, parfois fronce les sourcils, tape du pied. Dans 70 % des cas, ce trouble apparaît entre 2 et 3 ans. Mais il peut se manifester chez des enfants plus grands qui jusque-là parlaient très bien, et plus rarement à l'adolescence.

À quel moment consulter ?

Dans 3 cas sur 4, le bégaiement est transitoire et disparaît au bout de quelques mois. Mais c'est aussi le signe de difficultés passagères rencontrées par l'enfant : on lui en demande trop lors de ses apprentissages, son rythme devie est trop rapide, l'entourage est moins disponible après l'arrivée d'un bébé... Si aucune aide ne lui est proposée, il risque de se replier sur lui-même. Et le bégaiement, de s'intensifier durablement. Plus le trouble sera repéré tôt, avant 6 ans, plus il sera facile de le corriger, en raison de la grande plasticité du cerveau

à cet âge.

Vers qui se tourner ?

Lorsque ces accidents de la parole se répètent depuis plusieurs semaines, à la maison ou à l'école, il ne faut pas hésiter à en parler au médecin traitant ou au pédiatre. Si nécessaire, il pourra prescrire un bilan orthophonique. Attention, tous les orthophonistes ne sont pas spécifiquement formés à ce type de trouble. On peut poser la question à un praticien proche de chez soi ou contacter l'association Parole Bégaiement.

Est-il facile de corriger ce trouble ?

Selon l'âge et la durée du bégaiement, différentes approches sont proposées : programmes Lidcombe, PCI (Parent Child Intervention)... Dans un premier temps, l'orthophoniste travaille avec la famille sur les facteurs susceptibles d'intervenir dans le bégaiement. Il suffit parfois d'accorder plus de temps à l'enfant pour que tout rentre dans l'ordre. Si les troubles persistent, un suivi régulier (chaque semaine) est nécessaire. Le travail est alors centré sur l'analyse de la parole, sur le contrôle de sa vitesse et de la fluidité. On lui apprend aussi à dédramatiser.



Comment le soutenir au quotidien ?

Il faut avant tout relâcher toute pression autour de lui et prendre le temps de l'écouter. S'il bloque sur un mot ou la fin d'une phrase, on lui fait une proposition pour l'aider. On essaie de reformuler sa pensée en lui demandant : « Est-ce bien cela que tu voulais dire ? » Il aura alors le sentiment d'avoir été compris. Au quotidien, on lui pose des questions précises, et une seule à la fois, qui l'aideront à

structurer sa pensée. Et on en parle aussi à sa maîtresse pour qu'elle en tienne compte.

À quel âge les enfants parlent-ils bien ?

Tous les enfants apprennent à leur rythme, mais le plus souvent par étapes...

Entre 6 et 8 mois, ils commencent à babiller (mamama, dada...).

Entre 12 et 16 mois, ils forment leurs premiers mots (dodo).

Puis, entre 20 et 26 mois, leurs premières phrases (papa pat).

Durant la 3^e année, ils doivent maîtriser les mouvements de la langue, des lèvres et de la mâchoire. Les sons « r », « ch » et le « s » étant les plus difficiles à acquérir.

À 5 ans, la plupart sont capables de prononcer correctement les mots.

Notre expert : Elisabeth Vincent, orthophoniste à Paris, membre de l'association Parole bégaiement

D'OÙ ÇA VIENT ET COMMENT LE SOIGNER ?

Le bégaiement toucherait 600 000 personnes en France, principalement des hommes. Véritable handicap social au quotidien, il peut heureusement être soigné. Voyons comment avec ce sujet.

Le bégaiement, qu'est-ce que c'est ?

Le bégaiement est lié à un problème d'élocution et de langage mais aussi de communication. Il se caractérise par l'interruption de la parole ou la répétition de syllabes empêchant de dire ce que l'on souhaite exprimer : une phrase, un mot ou une partie de celui-ci. La parole est ainsi bloquée avant d'être finalement expulsée. Parce qu'il est souvent handicapant et facteur de honte pour la personne qui en souffre, le bégaiement est souvent difficile à vivre et à accepter. Selon les jours, les périodes et l'environnement, il se manifeste de façon plus ou moins visible. La manifestation de ce trouble est ainsi variable selon les individus.

Quelles sont les causes du bégaiement ?

Le plus souvent, le bégaiement apparaît dans l'enfance, entre l'âge de 3 et 7 ans. Ses causes sont encore relativement mal connues bien que l'on considère que différents facteurs puissent en être à l'origine : parmi eux, des problèmes neuromusculaires sont évoqués. Des facteurs psychologiques comme l'anxiété ou l'hypermotivité peuvent également être à l'origine du bégaiement. Un climat tendu ou un choc émotionnel peuvent provoquer un bégaiement. Des adultes peuvent ainsi en souffrir après un accident ou un événement traumatisant, alors qu'ils n'avaient jamais bégayés auparavant. Il semblerait enfin que le facteur génétique puisse également être lié au développement du bégaiement.

Comment soigner le bégaiement ?

Malheureusement ni les médicaments ni la chirurgie ne per-

mettent de soigner le bégaiement. Les traitements qui existent permettent néanmoins de le traiter. Pour autant, on ne devient pas non-bégaie, mais il est possible de parler sans bégayer. Pour cela, différentes méthodes peuvent être utilisées : dès lors que vous vous inquiétez des facultés de communication de votre enfant, n'hésitez pas à consulter un orthophoniste, thérapeute habilité à traiter ce handicap. Plusieurs exercices, basés par exemple sur la respiration, l'élocution, la prise de parole, etc., permettront ainsi, séance après séance, de faire diminuer le bégaiement. Si besoin, les séances chez l'orthophoniste peuvent être complétées par des psychothérapies tel que les thérapies cognitivo-comportementales, qui donnent également de bons résultats. Les activités qui font disparaître temporairement le bégaiement comme le théâtre, le chant ou encore la lecture à voix haute sont également à privilégier. Il est en effet intéressant de noter que la plupart du temps, une personne qui bégaie le fait rarement lorsqu'elle chante, murmure, lit, etc...



Je vais voir qui ?

Le film "Le discours d'un roi", inspiré de l'histoire vraie du roi Georges VI, qui réussit à surmonter son bégaiement grâce à l'indéfectible soutien de son orthophoniste, évoque la relation thérapeutique nécessaire au traitement du bégaiement. Aujourd'hui, si je bégaié, je vais voir qui ?

Quelles sont les causes ?

Le bégaiement est un trouble dans la séquence et le déroulement de la parole. Il n'a pas d'origine vraiment définie et chaque cas est particulier. Comme le souligne l'Association Valneire le bégaiement, "son origine serait d'ordre psychique bien que des facteurs génétiques peuvent être avancés."

Partout dans le monde on bégaié. En France, on estime à 650 000 le nombre de personnes concernées.

Souvent, le père et la mère le remarquent très tôt, mais ils sont en plein désarroi. Car cette "lutte avec les mots" est fréquemment perçue comme liée à un manque d'intelligence, combiné à une extrême timidité ou à des problèmes psychologiques. Il est donc essentiel d'amener la famille à parler et à briser le tabou que représente ce trouble de la parole.

Comment le surmonter ?

Il est possible de traiter le bégaiement en prenant rendez-vous chez l'orthophoniste. Lors de votre première visite assurez-vous qu'il a une bonne expérience du traitement du bégaiement et qu'il utilisera une approche globale. L'orthophoniste va vous amener à identifier vos symptômes : répétitions, blocages, voix monotone, paroles à minima, réponses imprécises, perte du contact visuel... et va proposer des exercices visant à faciliter la "fluence" de la parole.

Des stages dans un centre spécialisé

Aller chez l'orthophoniste peut être long. Aussi, plusieurs centres spécialisés proposent des stages intensifs de thérapie du bégaiement.

Les stages portent sur le comportement (éviter de mots ou de situations), mais aussi sur les sentiments et les croyances. Diverses approches thérapeutiques sont proposées : jeux de rôle, discussions sur le comportement et les sentiments, partage d'expérience... Pour en finir avec sa peur, la personne qui bégaié va reconstruire sa relation à l'autre.

Mais d'autres méthodes peuvent aussi avoir leur utilité : relaxation, psychothérapie, sophrologie...

SOMMEIL : POUR FAIRE DORMIR VOTRE ENFANT, DORMEZ !

Coucher ses enfants est souvent un vrai cauchemar pour les parents. Pourtant le sommeil est nécessaire à leur développement - et à votre propre tranquillité. La solution : ne perdez pas confiance, et montrez-leur l'exemple.

Que ce soit quand ils jouent à faire les grands, ou quand ils apprennent les règles sociales, les enfants imitent souvent les adultes. Et la manière dont ils dorment n'échappe pas à la règle. Le comportement des parents en matière de sommeil influence celui de leurs enfants. C'est ce que suggère une étude parue dans *Journal of Clinical Sleep Medicine*.

Les chercheurs américains ont interrogé 790 parents d'enfants âgés de 6 à 12 ans sur la durée de leur sommeil et de celui de leurs enfants.

Les parents devaient aussi évaluer leur confiance dans leur capacité à faire dormir leurs enfants suffisamment. 57% d'entre eux ont notifié qu'ils étaient très ou extrêmement confiants vis-à-vis de cette tâche.

Un parent qui dort, c'est un enfant qui dort

En moyenne, les parents sondés dormaient 6,9 heures et leurs enfants 9,2 heures chaque nuit. Mais les différences individuelles révèlent l'impact des parents sur le sommeil de leur progéniture. Les enfants de parents confiants dorment 0,67 heures de plus que les autres, soit 40 minutes de gagnées.

Et plus les parents dorment, plus leurs enfants sont susceptibles de faire de longues nuits : chaque heure de sommeil parental supplémentaire fait ronfler les enfants un quart d'heure de plus.

Pour s'assurer que ces résultats ne proviennent pas d'autres causes, les chercheurs ont pris en compte l'âge et le genre des enfants, et l'éducation des parents. Ils ont aussi analysé les comportements des adultes en matière de consommation d'écran, d'activité physique et de restriction d'accès à la télévision imposée aux enfants. Tous ces facteurs



n'ont pas montré d'influence significative sur la durée de sommeil des fils et filles.

Inclure la famille dans le traitement des troubles du sommeil

L'Académie Américaine de Médecine du Sommeil recommande 9 à 12 heures de repos chaque nuit pour les enfants de 6 à 12 ans. Elle rappelle que le manque de

sommeil peut mener à des problèmes d'attention, d'apprentissage et de comportements, et accroît les risques pour la santé. Ces résultats pourraient aider à orienter la prise en charge des troubles du sommeil chez les plus jeunes. Selon les auteurs de l'étude, il faudrait inclure toute la famille et renforcer la confiance des parents dans leur capacité à accompagner leurs enfants vers des habitudes saines en matière de sommeil.

Bien dormir : 2 heures de sommeil en moins, ça se voit vraiment !

Oui, il existe bel et bien une différence entre une (belle) nuit de 8 heures et une (petite) nuit de 6 heures : d'après une récente étude britannique, 2 heures de sommeil en moins se verraient très nettement au niveau de la qualité de la peau. On le sait : bien dormir, c'est absolument essentiel pour rester en bonne santé. Des études menées dans le monde entier ont déjà montré qu'il existait un lien entre le manque de sommeil et la maladie d'Alzheimer, mais aussi avec l'obésité et le surpoids, le diabète de type 2, le vieillissement cutané, la mémoire et même l'hypertension ou l'addiction aux réseaux sociaux.

Cette fois, une étude britannique (commandée par la marque de literie Benson for beds, implantée au Royaume-Uni) s'est intéressée aux effets du manque de sommeil sur la qualité de la peau. Pour ce faire, des chercheurs de la Sleep School ont travaillé avec 30 participantes - des femmes britanniques aux âges et aux

profils variés. Le principe de l'expérience était simple : la première nuit, les volontaires pouvaient dormir 8 heures d'affilée. La seconde, leur temps de sommeil était amputé de 2 heures : 6 heures de sommeil, pas une de plus. Les chercheurs ont pris des photos des femmes après chaque nuit, afin de comparer l'état de leur peau. Sur la photo : à gauche, une femme après 8 heures de sommeil ; à droite, après 6 heures de sommeil seulement.

Au programme : des boutons et des imperfections

Le verdict est édifiant. Après la nuit de 6 heures, les scientifiques ont observé une augmentation de 45 % environ (rides, rougeurs, zones grasses, cornes...) et une hausse du nombre de boutons de 13 %. Chez certaines participantes, on constatait même +127 % (!) de boutons et +68 % de rougeurs ! L'impact



du manque de sommeil est aussi psychologique : ainsi, 20 % des volontaires ressentaient une baisse de leur confiance en elles, et 33 % avouaient se sentir « moins sexy »... « Le sommeil permet au corps de guérir, de se renouveler et

d'éliminer les toxines de la peau. Quand les heures de sommeil sont réduites, la capacité de l'organisme à remplir ces fonctions s'est également » analyse le Dr Cy Meadows, principal coordinateur de cette étude (source). Aller hop, au dodo !

UNION AFRICAINE Plaidoyer pour un siège permanent à l'Afrique au G20

Le chef de l'Etat sénégalais, président en exercice de l'Union africaine (UA), Macky Sall, a réitéré mardi son appel en direction des dirigeants du G20 pour un statut de membre permanent à l'Afrique au sein de ce forum intergouvernemental.

M. Sall s'est exprimé à l'occasion du sommet du G20 (15 et 16 novembre) qui se tient à Bali, en Indonésie, en qualité d'invité.

"Je voudrais souligner que dans ce renouveau du multilatéralisme auquel nous nous sommes engagés à Bali, l'Afrique reste un partenaire incontournable sur la scène internationale.

Elle est la 8ème puissance économique par son PIB, possède plus de 60 % des terres arables avec une population estimée à près de 2,5 milliards d'ici 2050", a souligné Sall.

"Elle peut par conséquent nourrir une juste ambition d'être intégrée comme un membre permanent au Forum du G20", a soutenu le président en exercice de l'UA.



Le 17ème sommet des chefs d'état et de gouvernement du G20 se déroule sous le thème "se redresser ensemble, se redresser plus fort".

LIBYE

Les Libyens sont souverains et capables de trouver une solution à la crise (Bathily)

L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies en Libye, Abdoulaye Bathily, a affirmé que "les Libyens sont souverains et capables de trouver une solution à la crise que traverse le pays", soulignant que "cette solution émanera des élections".

"Personne ne peut imposer une solution au peuple libyen, ni les Nations unies ni aucun autre pays ne peuvent le faire, et les Libyens sont ceux qui sont capables de restaurer la paix et la vie dans leur pays sans interférence de qui que ce soit.

Ce qui se passe actuellement dans ce pays peut être changé par le peuple", a-t-il déclaré, lundi, dans un discours qu'il a prononcé à l'Université de Sebha, dans le Sud du pays, relayé par des médias. "Les Libyens veulent un leader élu et légitime qui bénéficie de la confiance du peuple, et résout tous les problèmes et fait avancer une politique qui sert les intérêts du peuple libyen", a-t-il ajouté. Le représentant du Secré-

taire général de l'ONU a soutenu que "la Libye a besoin de paix, de développement, de sécurité des frontières, de solidarité et de fraternité entre ses ré-

UGANDA

Museveni veut rassurer les touristes malgré l'épidémie d'Ebola

Le président ougandais Yoweri Museveni a tenté mardi de rassurer les touristes voulant visiter ce pays d'Afrique de l'Est, assurant que l'épidémie d'Ebola était dorénavant sous contrôle.

Depuis les premiers cas d'Ebola dans le district de Mubende (centre) le 20 septembre, l'épidémie s'est propagée dans le pays, notamment la capitale Kampala, faisant au total 55 morts sur l'ensemble du territoire, selon les autorités ougandaises. Mais le président

Museveni a toujours écarté un confinement national. "J'ai été informé que des touristes avaient annulé leur visite en Ouganda, reporté des réservations d'hôtel et que des conférences internationales avaient été annulées.

C'est malheureux et inutile", a-t-il déclaré mardi dans un message. Selon lui, Ebola ne touche que six des 146 districts du pays.

"Je voudrais rassurer les touristes, la communauté internationale, les organisateurs de conférence.

Le gouvernement a mis en place les mesures pour contrôler l'épidémie d'Ebola", a-t-il insisté.

Le 5 novembre, le gouvernement a prolongé les mesures de confinement prises à la mi-octobre dans les districts de Mubende et de Kassanda, dans le centre du pays.

Les mesures incluent un couvre-feu nocturne, interdiction des voyages privés et fermeture des lieux publics comme les marchés, les bars et les églises.

Le 8 novembre, le gouvernement avait avancé la fin de l'année scolaire de deux semaines. Elle est désormais fixée au 25 novembre en Ouganda.

La ministre de l'Education, Janet Museveni, qui est également l'épouse du président Museveni, avait alors indiqué que 23 cas de contamination avaient été recensés chez des enfants, dont huit sont morts, et 16 autres avaient été mis en quarantaine au 4 novembre.

Ebola est une fièvre hémorragique virale souvent mortelle.

La maladie doit son nom à une rivière de la République démocratique du Congo (RDC) où elle a été découverte en 1976. Le virus n'avait plus été repéré dans ce pays d'Afrique de l'Est depuis 2019. La transmission humaine se fait par les fluides corporels, avec pour principaux symptômes des fièvres, vomissements, saignements et diarrhées.

APS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Combats au nord de Goma

Des combats continuaient mardi entre l'armée de la République démocratique du Congo et les rebelles du M23 au nord de la ville de Goma (Est) et provoquaient de nouveaux déplacements de populations paniquées, ont indiqué des sources sécuritaires et des témoins.

Selon ces sources, depuis le matin, les combats se déroulaient dans et autour de Kibumba. Située dans le territoire de Nyiragongo, à une vingtaine de kilomètres au nord de Goma, cette localité est au cœur des affrontements depuis le week-end.

En début d'après-midi, des centaines de déplacés qui s'étaient réfugiés dans le camp de Kanyaruchinya, au sud de Kibumba, ont afflué dans Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu.

"Des militaires ont fui vers Goma après les combats et la population, notamment des déplacés, s'est également enfuie", a indiqué une source sécuritaire.

Ancienne rébellion tutsi, le M23 (Mouvement du 23 mars) a repris les armes en fin d'année dernière. Le mouvement progresse vers Goma après avoir pris le contrôle de plusieurs localités dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo ces dernières semaines.

Kinshasa accuse Kigali d'apporter à cette rébellion un soutien que des experts de l'ONU et des responsables américains ont également pointé ces derniers mois.

Kigali conteste, en accusant en retour Kinshasa de collusion avec les FDLR, des rebelles hutus rwandais implantés en RDC depuis le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda, ce que nie aussi Kinshasa.

GUINÉE-BISSAU 28 partis rayés de la carte

La Cour suprême de Guinée-Bissau a annoncé la suppression de 28 partis qui n'ont pas apporté la preuve de leur existence réelle selon elle.

Le plus haut organe judiciaire a diffusé aux médias un message en ce sens daté du 14 novembre, après l'expiration d'un délai imparti aux organisations politiques pour justifier de leur existence en fournissant avant fin octobre leur adresse exacte, un récépissé de leur enregistrement et un organigramme.

Il s'agissait pour la Cour suprême de débroussailler la cinquantaine de partis existants en vue des prochaines législatives dans ce pays lusophone de deux millions d'habitants.

La décision de la Cour suprême frappe des petits partis et ne concerne aucune des formations représentées au Parlement dissous en mai par le président Umaro Sissoco Embalo. Des leaders des partis radiés se sont réunis mardi et ont promis de protester. "Mon parti a rempli les conditions requises", a assuré Idrissa Djalo, chef du Parti de l'unité nationale, à la presse.

CENTRAFRIQUE Deux travailleurs humanitaires de l'ONU et un responsable local enlevés

Deux travailleurs du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et un responsable du ministère centrafricain des Travaux publics ont été enlevés à Diffa dans la préfecture de Vakaga (nord), a annoncé le coordonnateur de l'UNOPS, Mark Ohanian.

"Tous les efforts déployés jusqu'à présent par le gouvernement centrafricain et le système des Nations unies en Centrafrique, pour leur libération ont été vains et l'équipe reste en captivité", a déploré le coordonnateur de l'UNOPS en Centrafrique dans une correspondance adressée, lundi, au ministre centrafricain des Travaux publics. Vu les circonstances, l'UNOPS a annoncé qu'elle est dans l'obligation de "suspendre toutes les activités du Projet d'urgence de rétablissement des infrastructures et de la connectivité (PURIC) dans la région de Vakaga".

L'UNOPS reprendra ses activités dans cette zone seulement après "la libération effective de l'équipe en otage et la normalisation des conditions de sécurité nécessaires à la mise en œuvre des dites activités".

APS

MAROC

Un mouvement de grève des avocats paralyse les tribunaux

Les tribunaux marocains sont à l'arrêt depuis lundi en raison d'une grève générale des avocats qui dénoncent la situation désastreuse dans laquelle ils évoluent et la campagne de ciblage sans précédent visant la corporation.

Après plusieurs actions de protestation, c'est maintenant une cessation de l'activité dans tous les tribunaux du Maroc qui est décrétée pour dénoncer notamment ce que les avocats qualifient de "campagne de ciblage de la profession".

La décision prise par l'Association des barreaux du Maroc est entrée en vigueur lundi, et ce, pour une durée indéterminée, rapportent des médias locaux.

Cette escalade intervient après la grève observée mardi dernier au niveau de plusieurs villes du pays.

En effet, le bras de fer entre les avocats et le gouvernement Akhannouch est né d'un grand désaccord autour des nouvelles dispositions fiscales relatives à l'impôt sur le revenu des avocats prévues dans le projet de loi de Finances 2023.

D'autre part, les dernières décisions du ministère de la Justice marocain, notamment celles relatives à l'organisation de l'examen d'accès au métier ainsi que l'élaboration du texte de loi régissant la profession sont au centre du désaccord entre le gouvernement et les

avocats.

En outre, les dernières sorties médiatiques du ministre de tutelle, Abdellatif Ouahbi, n'ont rien arrangé dans la situation, plusieurs avocats lui reprochant des déclarations jugées "injustes" à l'égard des robes noires.

Les avocats ont souligné, dans des déclarations rapportées par les médias, que leur profession ne peut être soumise à "la logique du commerce", car c'est une profession "qui porte un message universel en matière de droits de l'homme", notant que "les nouvelles mesures fiscales frappent au cœur du principe de la liberté judiciaire, ce qui compliquera encore la situation".

PALESTINE L'UE et Londres exigent l'ouverture d'une enquête sur le meurtre de Fulla al-Masalma

L'Union européenne (UE) a demandé, mardi, à l'occupation sioniste d'ouvrir immédiatement une enquête sur les circonstances du meurtre de la mineure palestinienne, Fulla al-Masalma, âgée de 16 ans, tuée, lundi soir, sous les balles des forces de l'occupation près de Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Dans un communiqué de presse publié mardi, l'UE a, en outre, exprimé ses sincères condoléances à la famille de la martyre palestinienne. Nos sincères condoléances à la famille de Fulla Rasmi al-Masalma, qui devait fêter

son anniversaire mardi, mais qui a été tragiquement tuée hier (lundi) sous les balles des soldats sionistes à Ramallah, a-t-elle dit. Pour sa part, la Grande-Bretagne a appelé les autorités de l'occupation sioniste à mener une enquête

claire sur le meurtre de la fille palestinienne. Le ministre palestinien de la Santé a fait savoir lundi, que "Fulla a été abattue par l'occupation sioniste lors d'un raid contre la ville de Beitunia, à l'ouest de Ramallah".



PAKISTAN

Six policiers tués dans une attaque armée

Six policiers ont été tués mercredi dans une embuscade dans le Nord-Ouest du Pakistan, rapportent des médias, citant une source administrative. "Des hommes armés ont attaqué en début de matinée un véhicule de la police patrouillant dans le village de Shahab Khel, à une centaine de kilomètres de la frontière avec l'Afghanistan", selon la même source. "Les six policiers (présents à

bord) ont été tués" sous le feu croisé des assaillants, a indiqué aux médias Tariqullah Khan, un responsable administratif de la

province du Khyber Pakhtunkhwa. Les talibans pakistanais du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) ont revendiqué l'attaque.

PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL Les partisans de Bolsonaro en appellent encore à l'armée

Des milliers de partisans de Jair Bolsonaro se sont rassemblés devant des casernes mardi, jour férié au Brésil, pour demander à nouveau une intervention de l'armée contre la victoire de Luiz Inacio Lula da Silva à la présidentielle.

Les partisans de Jair Bolsonaro dénoncent des "fraudes" du système de vote électronique en vigueur depuis 1996.

Un système attaqué à maintes reprises par le président d'extrême droite avant le scrutin, sans cependant jamais apporter de preuves d'irrégularités.

Le ministère de la Défense brésilien a pourtant publié un rapport montrant qu'"aucune inconstance" n'avait été relevée dans le résultat issu des urnes électroniques. Et des observateurs internationaux ont validé le scrutin.

À Brasilia (centre), des milliers de personnes se sont également rassemblées devant le quartier général de l'armée, affichant des pancartes avec l'inscription "S.O.S. forces armées" ou "Audit dans les urnes", selon des médias.

La sécurité a été renforcée dans la capitale et la police a restreint l'accès à la

place des Trois Pouvoirs, où se trouvent le Palais présidentiel, le Parlement et la Cour suprême. Des rassemblements similaires avaient déjà réclamé l'intervention de l'armée après le scrutin du 30 octobre où Lula s'est imposé de justesse (50,9% contre 49,1%).

De nombreuses personnes campent depuis devant le quartier général et devant une caserne à Sao Paulo, où les médias locaux ont également fait état de rassemblements mardi, comme à Belo Horizonte (sud-est).

En dehors d'une brève allocution deux jours après sa défaite, Jair Bolsonaro est resté muet et reclus, et son agenda officiel vide.

Il a pratiquement disparu non seulement de la vie publique mais également des réseaux sociaux où ses comptes étaient, auparavant, extrêmement actifs.

Il ne participe pas au sommet des vingt pays les plus industrialisés qui s'est ouvert à Bali, en Indonésie, et la délégation de la principale économie d'Amérique latine est conduite par le chef de la diplomatie Carlos França.

CUBA-USA

Cuba accepte les vols de rapatriement en provenance des Etats-Unis

Le gouvernement cubain a accepté la reprise des vols de rapatriement des Cubains entrés illégalement sur le territoire des Etats-Unis et dont le séjour a été refusé par Washington, a déclaré mardi le vice-ministre cubain des Affaires étrangères Carlos Fernandez de Cossio.

"Cuba a informé les Etats-Unis il y a quelque temps de notre disposition de recevoir des vols de personnes expulsées", a fait savoir M. Fernandez de Cossio lors d'une conférence de presse après avoir tenu à La Havane une rencontre avec une délégation du département d'Etat américain pour évoquer la question migratoire et la réactivation d'accords bilatéraux en la matière, au moment où Cuba connaît un exode record.

M. Fernandez de Cossio a déclaré que les deux parties devaient encore s'accorder sur "les modalités, les conditions et le calendrier de ces vols" qui devraient être "réguliers".

A partir de 2017, Cuba a honoré l'engagement de recevoir des vols de rapatriement des Etats-Unis, avant leur suspension en 2020 lorsque les aéroports ont fermé en raison de la pandémie, a indiqué M. Fernandez

de Cossio. Cette rencontre fait suite à l'annonce la semaine dernière par les Etats-Unis de la reprise complète de la délivrance de visas à partir du 4 janvier au consulat américain de La Havane pour les Cubains désirant émigrer.

"La tenue à La Havane de discussions sur le thème migratoire entre Cuba et les Etats-Unis correspond à un engagement mutuel de promouvoir une migration ordonnée, légitime et sûre", avait déclaré peu avant la réunion le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez sur Twitter.

Le vice-ministre cubain a qualifié la réunion d'"utile" et reconnu que les Etats-Unis ont délivré cette année 20.000 visas à des immigrants en vertu d'accords migratoires bilatéraux signés en 1994.

Cuba s'était plaint du non-respect de ce quota par Washington depuis l'arrêt des activités du consulat américain en 2017, en raison de supposées "attaques acoustiques" ayant provoqué des problèmes de santé chez des diplomates.

Washington avait repris la délivrance de visas en mai, mais au compte-goutte.

CHINE-RUSSIE Rencontre à Bali entre les ministres des Affaires étrangères chinois et russe

Le conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi, qui accompagne le président chinois Xi Jinping pour le sommet du Groupe des 20 (G20) en cours en Indonésie, a rencontré mardi à Bali le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

M. Lavrov a une nouvelle fois présenté ses chaleureuses félicitations pour la conclusion réussie du 20e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), affirmant que la réélection unanime de M. Xi au poste de secrétaire général du Comité central du PCC illustre pleinement son grand prestige politique et l'étendue de la confiance et du soutien que lui accorde le peuple chinois, selon l'agence Chine nouvelle.

Il a assuré que "la partie russe était disposée à travailler de concert avec la Chine pour consolider la dynamique positive des échanges bilatéraux de haut niveau, maintenir la continuité du partenariat de coordination stratégique global Russie-Chine, élargir la coopération pragmatique bilatérale, renforcer la coordination internationale et pleinement exploiter le potentiel des relations bilatérales".

M. Wang a affirmé que la Chine était prête à collaborer avec la Russie pour faire progresser leurs échanges de haut niveau et leurs communications dans divers domaines, ainsi que pour approfondir la coopération pragmatique bilatérale et faciliter les échanges de personnels.

M. Wang a noté que "les quatre points concernant ce qui doit être fait" et "les quatre choses à accomplir ensemble par la communauté internationale", proposés par M. Xi, constituaient les principes de base de la Chine sur la réponse à la question ukrainienne.

La Chine a remarqué que la Russie avait récemment réaffirmé la position établie selon laquelle "une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée", ce qui montre l'attitude rationnelle et responsable de la Russie, a-t-il ajouté.

La Chine a été heureuse de constater que la Russie avait accepté de donner le signal du dialogue et de reprendre la mise en œuvre de l'Initiative céréalière de la mer Noire.

La Chine maintiendra sa position objective et équitable et continuera de jouer un rôle constructif dans la promotion des pourparlers de paix, a poursuivi M. Wang. M. Lavrov a fait savoir que la Russie avait toujours été ouverte aux négociations et au dialogue. Les deux parties ont également échangé leurs points de vue sur des sujets tels que la situation en Asie-Pacifique, les tensions dans la péninsule coréenne et la question du nucléaire iranien.

ETATS-UNIS

Donald Trump annonce sa candidature aux élections présidentielles de 2024

L'ancien président américain, Donald Trump, a annoncé mardi soir, à Mar-a-Lago (Floride), sa candidature aux élections présidentielles de 2024.

Quelques minutes avant son annonce, l'équipe de campagne de Trump a déposé auprès des autorités électorales américaines les documents relatifs à sa candidature aux élections présidentielles.

Trump, 76 ans, devient ainsi le premier candidat à annoncer officiellement sa candidature aux élections présidentielles.

"Afin de rendre l'Amérique à nouveau grande et glorieuse, j'annonce ce soir ma candidature aux élections présidentielles américaines", a déclaré Trump.

La candidature de l'ancien locataire de la Maison Blanche intervient alors que les principaux candidats soutenus par Trump aux élections de mi-mandat ont essuyé des échecs cuisants dans des courses clés.

Les républicains ont échoué à décrocher la majorité au Sénat, mais sont en passe de remporter la majorité à la Chambre des représentants.

Plusieurs membres influents du GOP estiment que le parti a besoin d'un autre candidat, comme le gouverneur de la Floride Ron DeSantis.

Le président américain Joe Biden a fait part de son intention de se présenter aux élections présidentielles de 2024, mais n'a pas encore fait d'annonce officielle. Outre DeSantis, les autres challengers potentiels de Trump incluent le gouverneur de Virginie Glenn Youngkin, l'ancien vice-président Mike Pence, l'ancien secrétaire d'Etat Michael Pompeo, le sénateur Ted Cruz du Texas, le sénateur Tim Scott de la Caroline du Sud et le gouverneur du Maryland, Larry Hogan.

AUDIOVISUEL L'ARAV décide la fermeture immédiate et définitive de la chaîne "Al Adjwaa TV"

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a décidé de fermer "immédiatement et définitivement" la chaîne "Al Adjwaa TV", après avoir enregistré des violations de l'éthique professionnelle, liées principalement au non respect des spécificités de la société algérienne et aux atteintes aux mœurs publiques, a indiqué mardi un communiqué de l'ARAV.



"Partant des missions et prérogatives assignées à l'Autorité de régulation de l'audiovisuel en matière de régulation et de contrôle de la scène audiovisuelle, et sur la base de ce que lui confère la loi relative à l'activité du secteur, l'ARAV a constaté des violations de l'éthique professionnelle par la chaîne +Al Adjwaa

TV+, liées principalement au non respect des spécificités de la société algérienne, ainsi qu'aux atteintes aux mœurs publiques, à travers la diffusion de contenu à caractère immoral et de scènes licencieuses contraires aux valeurs sociétales", lit-on dans le communiqué. "Soucieuse d'imposer le respect des exi-

gences des lois de la République et de la réglementation en vigueur, l'ARAV a décidé la fermeture immédiate et définitive de la chaîne +Al Adjwaa TV+, à compter de la date de publication du présent communiqué, et demande aux autorités concernées de mettre à exécution la présente décision", ajoute la même source.

PATRIMOINE CULTUREL

La ministre de la Culture met l'accent sur l'investissement dans les monuments culturels préservés

La ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji a insisté mardi à El Kantara (Biskra) sur l'importance d'investir dans les monuments culturels préservés et classés relevant de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGECB) à condition, a-t-elle averti, de veiller à leur exploitation de la meilleure façon qu'il soit en vue d'en assurer la pérennité.

Répondant aux préoccupations des jeunes de cette région sur la possibilité de monter des projets d'investissement sur le site du monument touristique romain à l'entrée d'El Kantara, la ministre a relevé "l'importance d'exploiter ces monuments classés de manière

plus efficace qui permet d'en assurer la pérennité", ajoutant que cet investissement "s'opérera conformément à l'approche de l'OGECB au service du patrimoine et du développement d'activités qui ne leur sont pas nuisibles".

Mme Mouloudji a également précisé que lors de l'investissement dans ces monuments, "l'investisseur est tenu de protéger ces monuments en vertu des dispositions du cahier des charges qu'il signera".

Dans ce contexte, la ministre a insisté sur l'importance du rôle des associations locales dans la protection et la valorisation du patrimoine culturel, préconisant la mise en valeur des innovations des jeunes, notamment

les artistes, par leur adhésion aux programmes de formation lancés par le ministère. Soraya Mouloudji a entamé sa tournée de travail dans la wilaya de Biskra par la visite du monument historique qu'est le village rouge ou "Dechra El Hamra", dans la commune d'El Kantara, dont la construction sur près de 60.000 m2 remonte à l'an 1048 et qui a bénéficié d'une opération de restauration.

La ministre a inauguré le musée archéologique, érigé au sein d'une des constructions du village, qui possède une collection de 400 pièces archéologiques romaines.

Mme Mouloudji a annoncé, sur site, le rattachement de ce musée à l'OGECB afin d'en assurer

une meilleure gestion. Elle a également indiqué que la commune d'El Kantara a bénéficié, au titre du projet de loi de finance 2023, d'une enveloppe financière pour l'étude et l'exécution du Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé. La ministre a inauguré à El Kantara une salle de cinéma avant de se rendre à Biskra où elle a également inauguré une école des Beaux-arts et le nouveau théâtre régional Chebah-El Mekki.

Mme Mouloudji a présidé, en compagnie des autorités locales, une cérémonie symbolique de remise des arrêtés de 1,525 logements de diverses formules au théâtre régional de la ville.

THÉÂTRE

"El Djathoum", une nouvelle pièce de théâtre présentée à Alger

La pièce de théâtre "El Djathoum", un drame qui critique l'autoritarisme et de l'ordre social régi par des lois conventionnelles rétrogrades, a été présentée au public mardi soir à Alger.

Produite par le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA), "El Djathoum" (Le spectre de la nuit), mis en scène par Abdelkader Azzouz, sur un texte de Wafaa Brahem-Chaouche, est une critique d'un ordre social établi à travers une histoire de mariage arrangé entre une jeune femme rebelle et un chef de village.

Il raconte en 90 mn l'histoire de Sadek El Kebir, un chef de tribu

qui demande la main de Fouzia, jeune femme rebelle qui conteste ce mariage arrangé par sa mère, campée par Wahiba Bâali, qui voit en ce prétendant un homme aisé et surtout doté de pouvoir.

Forcée par sa mère qui obéit à la pression des habitants du village soumis à l'autorité du cheikh Sadek, Fouzia défend son choix de refuser un mariage forcé avec celui qui va se révéler, plus tard, être l'assassin de son père et de tous ses prétendants.

Les rebondissements de cette histoire entre Fouzia et son prétendant constitue l'essentiel de cette pièce déroulée sur un rythme plat.

Si le jeu des comédiens a eu les faveurs du public, majoritairement estudiantin, l'idée d'introduire des danseurs dans ce spectacle n'était pas du goût de certains spectateurs, qui estiment que faire appel à la chorégraphie était "inutile" dans une tragédie jugée "inaboutie".

Jugeant la pièce "instructive sur le plan thématique" quelques spectateurs ont cependant relevé des "incohérences entre le texte et la société suggérée dans laquelle se déroulent les faits et ses coutumes".

"El Djathoum" est le deuxième spectacle produit par le TNA pour l'année 2022, après la pièce "Basta" mise en scène par Brahim Cherqui.

PEINTURE

"Rêves et espérances dérobés", nouvelle exposition de Hakim Tounsi

Dans sa dernière exposition, "Rêves et espérances dérobés", inaugurée samedi à Alger, le plasticien Hakim Tounsi interroge la mémoire et les symboles iconographiques du patrimoine architectural de différentes villes et médina d'Algérie, restituant dans ses toiles des lieux jadis paisibles qui font face à une urbanisation à grande échelle.

Organisée par la galerie d'art Aïda, cette exposition aborde les ornements de l'architecture algérienne, particulièrement de la période mauresque, avec un regard nostalgique et des techniques contemporaines mettant en avant une distance volontaire avec l'académisme et une réhabilitation du patrimoine algérien.

L'identité culturelle algérienne est également omniprésente dans les oeuvres de Hakim Tounsi qui puise son inspiration dans l'apaisement de villes comme Ghardaïa, Timimoune ou encore la Casbah d'Alger avec de nombreux rappels iconographiques renvoyant aux ornements architecturaux et la présence permanente des mosquées et maisons d'époques qui deviennent elles-mêmes des éléments graphiques.

La palette de couleurs de Hakim Tounsi faite essentiellement d'un vert invitant au voyage, d'un bleu apaisant et d'ocre authentique, s'appuie souvent sur des dorures et des feuilles d'or pour sublimer le trait des ksour de Ghardaïa, baptisée "Royaume de l'espoir" par le peintre, ou la végétation luxuriante autour des villages.

Dans une des oeuvres majeures de cette exposition, "Vers d'autres horizons", une oeuvre inspirée d'une toile de Mohamed Racim restituait la vie dans la Casbah d'Alger, l'artiste marque une distance avec l'académisme en incrustant de vrais carreaux de céramique dans un cadre métallique comme prolongement à une toile franchement inspirée de l'architecture.

Ce procédé technique se prolonge également dans d'autres oeuvres comme "D'autres nuits s'achèvent", plus géométrique, teinte de noir, de blanc et de gris et où la toile se prolonge dans son cadre en fer forgé, une matière solide et authentique qui se transforme en élément esthétique dans l'univers de l'artiste.

Aux reliefs, au fer forgé, et aux aplats s'ajoute un minutieux travail de gravure de symboles, discrets et harmonieux, sur des feuilles d'or qui vient sublimer les oeuvres et enrichir les techniques très diversifiées utilisées dans les oeuvres exposées.

La galeriste Souad Teïar a, pour sa part, choisi d'illustrer chacune des oeuvres exposées par une poésie du regretté Messaour Boulouaour (1933-2015), jugeant que les oeuvres donnent l'impression d'avoir été inspirées les unes par les autres sans que les deux hommes ne se soient jamais rencontrés.

Né en 1965 Hakim Tounsi est diplômé de l'Ecole nationale des Beaux-Arts en 1992 avant de se consacrer à l'enseignement.

Installé en France, il expose souvent ses oeuvres et participe à des manifestations culturelles dans plusieurs pays d'Europe.

En 2021, il présentait son exposition, "La rive orientale", également dédiée à l'architecture mauresque de certains centres historiques algériens. "Rêves et espérances dérobés" est ouverte aux visiteurs de la galerie Aïda jusqu'au 29 novembre.

MÉDÉA

Livraison de la bibliothèque principale au 2^e trimestre 2023

Le projet de bibliothèque principale de Médéa, qui connaît un rythme d'exécution "soutenu", sera livrée, au début du 2^e trimestre de l'année 2023, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de la culture et des arts.

Affichant un taux d'avancement estimé à 85%, ce grand espace de lecture sera "fin prêt" pour exploitation, au plus tard, courant mai de l'année prochaine, a déclaré à l'APS le directeur de la culture et des arts, Brahim Benabderrahmane, ajoutant que les travaux de réalisation de cette bibliothèque avancement de façon "satisfaisante" depuis la levée des dernières contraintes, d'ordre administratif et financier à l'origine du retard enregistré dans l'exécution de cet important projet.

"La prise en charge de ces contraintes a permis la reprise des travaux de cette infrastructure, après plusieurs mois d'arrêt, et le chantier connaît, depuis, une accélération pour rattraper le retard engendré par celles-ci (contraintes)", a-t-il expliqué.

Localisée au centre-ville de Médéa, la future bibliothèque principale est composée de plusieurs espaces de lecture réservés à différentes catégories d'utilisateurs, enfants, étudiants et chercheurs, en plus d'une médiathèque, d'une salle d'internet et d'une salle de conférence d'une capacité de 250 places, a indiqué Benabderrahmane.

Une fois opérationnelle, la bibliothèque principale de Médéa servira de "structure mère" aux vingt-trois (23) bibliothèques ouvertes à travers la wilaya et gérées directement par le secteur de la culture, en assurant la gestion et le fonctionnement de ces structures de sorte à éviter d'éventuels dysfonctionnements ou difficultés susceptibles d'entraver leur bon fonctionnement, a fait savoir le directeur local de la culture et des arts.

INTERNET Elon Musk reporte le lancement du nouvel abonnement controversé de Twitter

Elon Musk a annoncé mardi que le lancement du nouvel abonnement payant à Twitter était reporté au 29 novembre, après dix jours de controverses multiples autour du projet phare du nouveau propriétaire.

"Le relancement de Blue Verified est repoussé au 29 novembre pour être sûr qu'il soit béton", a tweeté le directeur général du réseau social.

Avant le rachat de Twitter par le patron de Tesla le 27 octobre, la plateforme proposait d'une part un service gratuit de vérification de l'identité pour les organisations et personnes notoires, et, d'autre part, un abonnement payant à des options supplémentaires, baptisé Twitter Blue.

Elon Musk a lancé la refonte de cet abonnement pour y ajouter l'authentification, que tous les utilisateurs pourront donc obtenir quelle que soit leur notoriété, moyennant huit dollars par mois.

Le nouveau Twitter Blue a été activé il y a une semaine sur les iPhone dans une cacophonie totale, quelques jours après le licenciement de la moitié des 7.500 employés de la société. Pendant 48

heures, de nombreux comptes se sont fait passer pour ceux de célébrités ou de grandes entreprises, de LeBron James à Nintendo.

L'entreprise pharmaceutique Eli Lilly a dû s'excuser jeudi après le succès d'un tweet émis avec un compte à son nom, doté de la coche bleue, qui promettait de l'insuline gratuite.

Vendredi, la possibilité de souscrire à "Twitter Blue" a disparu, et un mémo interne, publié par certains médias américains, a indiqué que le service était suspendu "pour résoudre les problèmes d'usurpation".

Dans le système qui sera lancé le 29 novembre, "tout changement de nom causera la perte de la coche bleue jusqu'à ce que le nom soit vérifié par Twitter", a promis Elon Musk mardi. Il a aussi précisé que les personnes qui ne s'abonne-

ront pas perdront la coche bleue (si elles l'avaient obtenue gratuitement) dans les mois qui viennent.

En parallèle, le réseau social avait sorti mercredi dernier un nouveau badge gris "Officiel" pour les comptes notoires.

Elon Musk avait décrété le jour même qu'il supprimait cette nouvelle étiquette, avant que la directrice des produits en développement Esther Crawford n'intervienne, pour expliquer que le badge serait dans un premier temps réservé aux gouvernements et organisations.

Les licenciements ont continué cette semaine au sein d'un Twitter chamboulé.

Un ingénieur a été remercié d'un tweet d'Elon Musk après avoir remis en cause en public des affirmations du fantasme dirigeant, qui se considère comme le défenseur ultime de la liberté d'expression.



ETATS-UNIS Décollage de la méga-fusée de la Nasa depuis la Floride

La nouvelle méga-fusée de la Nasa, la plus puissante du monde, a décollé mercredi, direction la Lune, pour la première mission non habitée du nouveau programme phare de la Nasa, Artémis, rapportent des médias.

La fusée, nommée SLS, s'est élevée dans la nuit à 01H47 heure locale (06H47 GMT), depuis le centre spatial Kennedy.

La troisième tentative de lancement aura donc été la bonne, après deux essais annulés à la dernière minute et à cause de problèmes techniques, puis deux ouragans ayant encore repoussé le décollage de plu-

sieurs semaines. La mission Artémis 1 doit durer 25 jours au total, et beaucoup d'étapes pourraient encore poser problème, mais le premier décollage de cette géante de 98 mètres de haut, en développement depuis plus d'une décennie, représente d'ores et déjà un réel succès pour la Nasa.

Cinquante ans après la dernière mission Apollo, ce vol test, qui fera le tour de la Lune sans y atterrir et sans astronaute à bord, doit permettre de confirmer que le véhicule est sûr pour un futur équipage.

"Beaucoup de sueur et de larmes sont

allées dans cette fusée", a déclaré mardi le patron de la Nasa, Bill Nelson. "Elle nous permettra de faire des allers-retours jusqu'à la Lune et au-delà pour les décennies à venir." Malgré un lancement nocturne mercredi, quelque 100.000 personnes étaient attendues pour admirer le spectacle, notamment depuis les plages environnantes.

En 2024, Artémis 2 doit emmener des astronautes jusqu'à la Lune, toujours sans y atterrir. Un honneur réservé à l'équipage d'Artémis 3, en 2025 au plus tôt.

La Nasa envisage ensuite une mission

par an, pour construire une station spatiale en orbite autour de la Lune, et une base sur son pôle sud. Le but est d'y tester de nouveaux équipements: combinaisons, véhicule, mini-centrale électrique, utilisation de l'eau glacée sur place... Le tout afin d'y établir une présence humaine durable.

Cette expérience doit préparer un vol habité vers Mars, peut-être à la fin des années 2030. Ce voyage, d'une tout autre ampleur, prendrait au minimum deux ans aller-retour.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
WILAYA DE BOUIRA
INSTITUT NATIONAL DE FORMATION SUPÉRIEURE
PARAMÉDICALE DE BOUIRA SIS A SOUR-EL-GHOZLANE
CODE D'IDENTIFICATION FISCALE : 001110389010060
N° DE FAX : 026 75 66 19

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 01/2023

Le directeur de l'institut national de formation supérieure paramédicale de Bouira sis à Sour el Ghozlane lance un avis d'appel d'offre national ouvert N°01/2023 pour l'approvisionnement de l'institut en denrées alimentaires durant l'année 2023 en lots suivants :

- Lot 01 : Légumes et fruits.
- Lot 02 : Alimentation générale
- Lot 03 : Lait et produits laitiers.
- Lot 04 : Viandes rouges et blanches , œufs.
- Lot 05 : Pain Amélioré et Gâteaux.

Les soumissionnaires peuvent tirer copie de cahier des charges à l'adresse suivante :

L'institut national de formation supérieure paramédicale de Bouira sis à Sour el Ghozlane (Bureau de marche) contre le paiement d'une somme d'argent 1 000.00 DA effectué au niveau du régisseur de l'institut.

1- Dossier de candidature contient :

- 1- Déclaration de candidature
- 2- Déclaration de probité
- 3- Copier Statut s'il s'agit d'une société
- 4- Copie du registre de commerce
- 5- Casier judiciaire (valable)
- 6- Attestation mise à jour (CNAS-CASNOS)
- 7- Extrait de rôle
- 8- Carte fiscale

2- L'offre technique contient :

- 1- Déclaration à souscrire
- 2- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: mémoire technique justificatif et chaque document demandé
- 3- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

3- L'offre financière contient :

- 1- Lettre de soumission
- 2- Bordereau des prix unitaires
- 3- Détail quantitatif et estimatif

NB : durée du marché à commande une année renouvelable

La date du dépôt des offres est fixée du dixième (10) jours avant 11:00 h du matin à compter de la date de la première parution dans les quotidiens nationaux, la séance d'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour à onze heures et demi (11:30)H, en si cette date coïncide avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant les soumissionnaires sont invités à assister à cette séance.

Les offres (dossier de candidature - offre technique - offre financier) Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 01/2023
Approvisionnement pour l'institut national de formation supérieure paramédicale de Bouira sis à Sour el Ghozlane En Lots Suivants :

Lot .. :
«A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES»

Et seront déposées à l'adresse suivante :
L'institut national de formation supérieure paramédicale de Bouira sis à Sour el Ghozlane
Rue KHALFOUNI Ali Sour el Ghozlane
Wilaya de Bouira

Le délai de validité de l'offre est fixé à quatre vingt dix (90) Jours augmenté de délai de préparation des offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE TIPAZA DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

Avis de recrutement

La direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de wilaya de Tipaza organise un concours pour le recrutement dans les grades suivants :

Grade	Nature de recrutement	Nature de recrutement	Spécialité exigée	Nombre de postes	Lieu de travail	Obs
Ingenieur d'état de l'habitat et de l'urbanisme	Sur titre	Diplôme ingénieur d'état en génie civil	<p>Diplôme ingénieur d'état :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- Filière génie civil, tous les spécialités. 2- Filière « urbanisme » 3- Filière « aménagement » : urbanisme et aménagement urbain-gestion des villes et développement durable. 4- Filière « aménagement du territoire » : aménagement du territoire et gestion des risques majeurs - aménagement et développement des territoires ruraux- cartographie, topographie et système d'information géographique-risques naturels-aménagement et urbanisme. 5- Filière « géographie et aménagement du territoire » : Aménagement des villes- aménagement et urbanisme - aménagement des territoires ruraux et développement durable. 6- Filière « gestion des techniques urbaines » : Eco-gestion et développement durable-gestion des villes - gestion des risques naturels dans le milieu urbain-ville et trafic urbain-gestion des villes et développement durable. 7- Filière « aménagement urbain » : -ville et projet urbain. 8- Filière « environnement » : -management de l'environnement. 9- Filière « science et terre » : Aménagement régional et développement durable-géo-environnement - hydrogéologie- aménagement du territoire 	01	Siège de direction	/
Technicien supérieur de l'habitat et de l'urbanisme	Sur titre	Diplôme de technicien supérieur ou d'un titre reconnu équivalent	<p>Diplôme de technicien supérieur en :</p> <ul style="list-style-type: none"> -mètre et vérification - organisation et méthode - construction métallique - voierie et réseaux divers - dessin de projection en architecture - dessin de projection en voierie et réseaux divers - dessin de projection en structures-urbanisme - équipements techniques - conduite de travaux - géotechnique- géomètre topographe - mètreur vérificateur et étude de prix - dessin de projection en béton armé - installation sanitaire, chauffage et climatisation - maquette en bâtiment et travaux publics- architecture d'intérieur - réhabilitation et rénovation de l'habitat - méthode et organisation de chantier - étude et économie de la construction- hygiène, sécurité et environnement - dessin et ingénieur de conception - aménagement du territoire - conducteur de travaux bâtiment. 	01	Siège de direction	/

Constitution du dossier :

- Une demande manuscrite
- Une copie de la carte d'identité nationale
- Une fiche de renseignement, dûment remplie par le candidat.
- Une copie du titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint le relevé de notes du cursus de formation.
- Deux (02) photos d'identité
- Les attestations de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, dûment visées par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant.
- Attestation de la résidence
- Le candidat définitivement admis au concours doit compléter dossier par les pièces suivantes :

- une fiche familiale pour les candidats mariés.
- deux (02) certificats médicaux (médecine générale - physiologie) attestant de l'aptitude du candidat à occuper l'emploi postulé.
- quatre (04) photos d'identité
- une copie justifiant la situation vis-à-vis du service nationale.
- Les dossiers de candidatures doivent être adressés à la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction service du personnel dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter du jour de la parution du présent avis dans le journal.
- NB : tout dossier incomplet ou parvenu après délai ne sera pris en considération.

Programme de la soirée

TF1 21:10

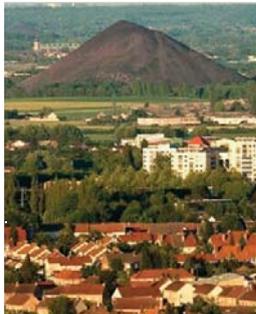
**I3P Saison 1
Épisode 3: La butte
aux cailles**



Une femme amnésique, retrouvée près d'un puits artésien dans le quartier de la Butte-aux-Cailles, est amenée à l'infirmierie de la préfecture de police de Paris. Elle confie à Bernardt qu'elle craint les portes. Le professeur découvre sur elle une clé. Au même moment, un homme la recherche, montrant sa photo à des commerçants. Bernardt pense que sa patiente est atteinte d'une encéphalite limbique auto-immune. Les premiers examens menés à Cochin confirment son hypothèse et après une crise, elle est plongée dans un coma artificiel. À la suite de l'appel à témoins lancé par la commissaire Fontaine, son compagnon, Adrian Block, arrive à l'hôpital.

france 2 21:10

Envoyé spécial



« Énergie : les corons passent au vert » : reportage sur plusieurs communes en France qui ont fait le choix de la sobriété énergétique depuis bien longtemps. À Loos-en-Gohelle dans le Pas-de-Calais, par exemple, le maire a fait de la sobriété énergétique un atout et une réalité quotidienne. Cela fait plus de 20 ans que ses actions sont tournées vers les économies d'énergie et cette politique prend tout son sens aujourd'hui • « Famille Loiseau : la gastronomie en héritage » • « Lithium, le nouvel or blanc » • « Délinquance : agriculteurs à bout de nerfs ».

france 3 21:10

La malédiction du volcan



À La Réunion, le fils d'un propriétaire terrien est retrouvé mort au fond d'un ravin. L'enquête est confiée à Juliette Genül, officier de police judiciaire. Celle-ci doit faire équipe avec Zac Bellème, un confrère fraîchement débarqué de métropole et qui n'a aucune expérience du terrain. Au fil de leurs investigations, les deux enquêteurs découvrent que sur cette mort planent les fantômes de l'esclavage et de la quête au trésor d'anciens navires pirates.

CANAL+ 21:00

**Trigger Point
Saison 1
Épisode 3:**



Lana et son équipe interviennent dans une mosquée où un homme a été attaché et enfermé dans une pièce isolée avec une bombe sur lui. Lana tente d'ouvrir la porte piégée mais le temps lui manque. L'attentat est revendiqué par un message crypté émanant d'un groupe d'extrême droite. Pendant ce temps, la brigade antiterroriste mène une large enquête. Lana reproche à John son manque d'implication au sein du service depuis la disparition de Joël.

6 21:10

**Lego Masters
Saison 3 : émission 4**



Voici venu le temps de la grande finale de cette saison 3. Les quatre binômes encore en lice concourent pour remporter le titre de meilleur constructeur de brigades de France. Une épreuve totalement inédite, créée pour l'occasion, va les départager : il s'agit pour les champions d'imaginer une oeuvre capable d'évoluer sur, mais aussi sous l'eau. Il faudra donc réfléchir à la capacité de flottaison et d'étalement, mais aussi à l'esthétisme de la construction... Un nouveau défi mettant à rude épreuve l'inventivité et la réactivité des participants. Que le meilleur gagne !

Jeux

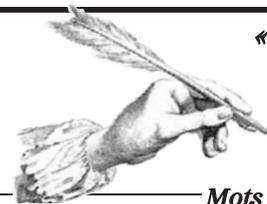
Samourai-Sudoku n°2689

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

9		6		5						
1	5	9	3	7	8					
	6		1							
8			2							
9				5						4
3			1							6
7			5							8
8	6	1	2	3	7					5
4		8		6	4	5				7

4		6		9	1	8		7		5		2	
5	3	7	8	4	6			3	2	1	9	4	7
	9		8						1			6	
9			8					6				5	
7				3				2				8	
6			1					4				9	
6			5					9				2	
2	8	4	5	6	7			5	8	6	7	1	9
5		3	2					1		2		7	



« Vouloir prouver des choses qui sont claires d'elles-mêmes, c'est éclairer le jour avec une lampe. »

Aristote

Mots croisés n°2689

- Horizontalement:**
- 1 - Peindre n'importe comment
 - 2 - Impayé - Loupe
 - 3 - D'une pénible façon
 - 4 - Grande quantité - Distend - Mot qui permet de rêver
 - 5 - Préposition - Poli - Possessif
 - 6 - Bête de scène - Renouveau
 - 7 - Blandice - Vieux salpêtre
 - 8 - Petit ennui - A moi - Dé-falquera
 - 9 - Masquerais
 - 10 - Pièce d'antan - Fins de journées - Pronom pour intime
- Verticalement:**
- A - Carrefours importants
 - B - Vagabondes
 - C - Messagère à belle écharpe - Capone en famille - A payer
 - D - Cité serbe - Rôle de vieillard ridicule
 - E - Sucoter - Gros véhicules
 - F - Canal du rein - Lac pyrénéen
 - G - Met à l'abri - Ceinture de geisha
 - H - Descendre en flammes
 - I - Triste cendrier - Troisième personne
 - J - Pas très large - Mesura
 - K - Copulative - Maintenait énergiquement
 - L - Repassée - Bien appris

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

Derrière



CHAMPIONNAT AFRO-ASIATIQUE OPEN DU KARATÉ TODOKAI Plus de 250 athlètes attendus à Mostaganem

La ville de Mostaganem abritera à partir de vendredi prochain, les épreuves du championnat afro-asiatique Open du Karaté Todokai, avec la participation de 256 athlètes de neuf pays, a-t-on appris, mardi, du président de la fédération algérienne de cette discipline, Khe-lifa Benkaakaa.

M. Benkaakaa a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que les athlètes des deux sexes qui participeront à cette compétition représentent l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Koweït, la France, la Roumanie, Les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les athlètes vont

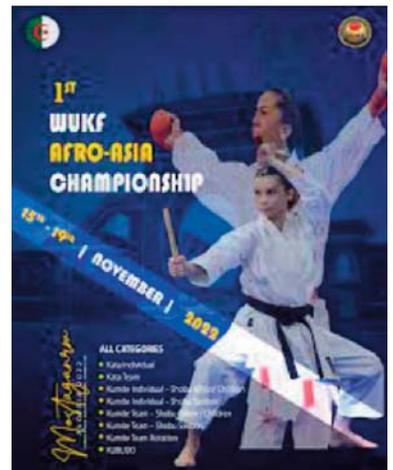
concourir dans différentes catégories de poids et dans les spécialités du Kata (individuel et par équipes), du Kumite (individuel et par équipes minimes et séniors) et du Kabudo, selon la même source.

Le programme de cette manifestation sportive in-

ternationale comprend également des stages d'arbitrage avec la participation de 60 arbitres issus de 9 pays prévus ces mercredi et jeudi à l'Institut de l'éducation physique et sportive dans son volet théorique et au complexe sportif "Commandant Ferradj", dans son volet pra-

tique, a ajouté le même interlocuteur.

Le comité d'organisation a programmé avant le début de cette compétition, un regroupement des entraîneurs, des techniciens, des arbitres et des sportifs participants, en prévision des compétitions.



NBA Jokic (Nuggets) entre en protocole Covid

Le pivot de Denver, double MVP en titre, Nikola Jokic est entré en protocole Covid et ne jouera pas le match de saison régulière en NBA mercredi face à New York, a annoncé mardi sa franchise.

Le Serbe, qui tourne à une moyenne de 20,8 points, 9,5 rebonds et 8,9 passes en 13 matches cette saison, est le deuxième joueur de Denver, après l'arrière Bones Hyland, à être contraint à l'isolement.

Et il est le dixième de la NBA à entrer dans le protocole depuis presque un mois qu'a débuté le championnat.

Les joueurs ne sont pas tenus de se soumettre à des tests réguliers cette saison, mais certaines situations l'imposent, comme lorsqu'ils présentent des symptômes ou quand un membre de leur proche entourage est positif.

Tout joueur entrant dans le protocole n'est ainsi pas forcément positif au Covid, il peut être cas contact potentiel. De sa situation dépend la durée de son indisponibilité pouvant aller jusqu'à 10 jours. Les Nuggets, qui restent sur cinq victoires lors de leurs dix derniers matches, sont actuellement deuxième à l'Ouest.

VOILE - ROUTE DU RHUM Victoire et record pour Caudrelier

Le navigateur français Charles Caudrelier (Maxi Edmond de Rothschild) a remporté à sa première participation la Route du Rhum, célèbre course transatlantique en solitaire, mercredi à Pointe-à-Pitre, en un temps record de 6 jours 19 heures et 47 minutes.

Le navigateur de 48 ans a passé la ligne à Pointe-à-Pitre à 05h02 locales (10h02 heure d'Alger), pulvérisant de quasiment un jour le record de la traversée établi par Francis Joyon (Idec Sport) en 2018 (7 jours 14 heures et 21 minutes).

"Je ne suis même pas fatigué étonnamment. La course a été éprouvante, mais j'ai bien réussi à trouver mon rythme. J'avais tellement envie de gagner cette course (...) Je n'avais jamais pu la faire. C'était une énorme frustration", a déclaré Caudrelier après avoir franchi la ligne d'arrivée.

Charles Caudrelier, marin confirmé bardé de trophées en équipage (3 Transat Jacques Vabre, 2 Volvo Ocean Race, 2 Fastnet Race), n'avait jamais pris le départ de la mythique transatlantique en solitaire. C'était le rêve d'enfance de ce Finistérien, père de deux enfants, dont l'idole est le navigateur suisse Laurent Bourgnon, double vainqueur de l'épreuve (1994, 1998).

Charles Caudrelier a réalisé la course parfaite depuis le coup de canon à Saint-Malo mercredi à 14h15, prenant la tête dès les premiers milles et menant la flotte jusqu'à l'arrivée.

Poursuivi par François Gabart (SVR Lazartigue) depuis plusieurs jours, il n'a pas tremblé pendant le périlleux tour de Guadeloupe, avançant à une allure soutenue jusqu'à la mythique bouée de Basse Terre, dernier point de passage avant l'arrivée.

Gabart, dépassé dans les derniers instants de la course en 2018, était attendu dans quelques heures à l'arrivée. Thomas Coville (Sodebo) devrait compléter le podium en fin de journée. Caudrelier partait favori à la barre du Maxi Edmond de Rothschild, premier bateau entièrement conçu pour voler au-dessus de l'eau grâce à des foils, mis à l'eau en 2017 et considéré comme l'Ultim (maxi-trimaran de 32 m de long pour 23 m de large) le plus abouti de la flotte. "J'ai trouvé ce bateau dingue. C'est un voilier compliqué, qu'il a toujours fallu faire évoluer face aux bateaux neufs. Il fallait garder de l'avance. Notre équipe c'est une équipe de Formule 1 et moi je suis le pilote, tout le reste de l'année, plein de gens travaillent dessus", a expliqué Caudrelier.

MASTERS ATP Ruud bat Fritz et retrouve les demi-finales

Le Norvégien Casper Ruud, 4e mondial, a battu mardi l'Américain Taylor Fritz (9e) 6-3, 4-6, 7-6 (8/6) et ainsi obtenu son billet pour les demi-finales des Masters de Turin, comme l'an dernier.

L'autre billet pour le dernier carré se jouera jeudi entre Fritz et le Canadien Félix Auger-Aliassime (6e). Dans ce groupe Vert, Rafael Nadal (2e) est d'ores et déjà éliminé après ses défaites contre Fritz et Auger-Aliassime, quel que soit son résultat jeudi contre Ruud.

Ce dernier, finaliste cette année à Roland-Garros et l'US Open, avait été battu l'an dernier en demies pour sa première participation au tournoi qui réunit les huit meilleurs joueurs de la saison, par Daniil Medvedev.



Mardi, il a profité des difficultés de Fritz à entrer dans le match pour faire le break d'entrée, se détacher 3-0 et conserver son avantage.

Mais l'Américain, qui joue ses premiers Masters, a eu le temps de mettre en place son jeu et a égalisé à un set par-

tout en profitant d'une onzième faute directe du Norvégien dans le set, sur son service.

Dans le troisième set, les deux joueurs ont tenu leur mise en jeu jusqu'au tie break où Ruud s'est imposé sur sa troisième balle de match.

Rafael Nadal éliminé, Carlos Alcaraz reste N.1 mondial

Rafael Nadal a été éliminé mardi des Masters ATP à Turin après deux défaites en autant de matches et parce que Casper Ruud a remporté un set contre Taylor Fritz, ce qui assure à Carlos Alcaraz de terminer l'année N.1 mondial, selon l'ATP.

Depuis sa défaite contre Fritz pour son entrée en lice dimanche, Nadal, 2e mondial, devait remporter les Masters pour détrôner Alcaraz.

Mais le Majorquin de 36 ans a encore perdu contre Auger-Aliassime en deux sets et la



manche remportée par Ruud contre Fritz, la première du match, condamne Nadal à la différence de sets même s'il bat le Norvégien, jeudi, pour son dernier match, selon l'instance qui régit le circuit professionnel masculin.

Alcaraz était devenu à 19 ans le plus jeune joueur de l'histoire du classement ATP (depuis 1973) à devenir N.1 mondial en remportant l'US Open en septembre.

Il devient désormais le plus jeune à terminer la saison au sommet de

la hiérarchie mondiale.

En outre, il est le premier joueur à terminer une saison N.1 mondial à la place d'un joueur du Big 4 (Roger Federer, Rafael Nadal, Novak Djokovic, Andy Murray) depuis Andy Roddick en 2003.

TENNIS DE TABLE (CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS)

Participation algérienne pas encore confirmée (Fédération)

La Fédération algérienne de tennis de table (FATT) n'a pas encore confirmé la participation algérienne au championnat arabe des clubs 2022 (29-30 déc/Égypte) au cours duquel chaque pays sera présent avec six clubs (3 masculins et 3 féminins), a-t-on appris mercredi auprès de l'instance fédérale algérienne. Six clubs algériens dont trois féminins devraient prendre part à cette compétition. Il s'agit de l'Arba, Hadjout, El Khroub, chez les messieurs, et les clubs de Ouargla, Bouzareah, et Atlético Boudouaou chez les dames.

La compétition regroupera les équipes (dames et messieurs) sacrées championne nationale 2021-2022 et vice-championne, ainsi que la formation détentrice de la coupe nationale.

Le président de l'instance fédérale algérienne, Toufik Aïem, a toutefois précisé à l'APS que "la participation algérienne n'est pas encore confirmée en raison de l'arrivée tardive des subventions, outre l'incapacité des clubs à couvrir les frais de participation évalués à 1,8 million DA au total", ajoutant que la date butoir de confirmation est fixée au 24 novembre.

CAN-2025

Le dossier de candidature de l'Algérie sera déposé avant le 16 décembre (Zefizef)

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Djahid Zefizef, a indiqué mercredi que l'Algérie déposera son dossier de candidature pour abriter la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, "avant le 16 décembre prochain", date butoir fixée par la Confédération africaine (CAF).



"Nous avons déjà exprimé notre volonté d'organiser la CAN-2025.

Après avoir consulté le cahier des charges, nous allons déposer le dossier de candidature avant la date limite fixée au 16 décembre", a indiqué le patron de la FAF aux médias, peu avant le départ de l'équipe nationale pour Oran pour disputer un match amical ce mercredi soir face au Mali (20h30).

Le ministre de la Jeu-

nesse et des Sport, Abdelrazak Sebtag avait annoncé le 1er octobre dernier, en marge du tirage au sort du championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux CHAN 2022, la candidature de l'Algérie pour l'organisation de la CAN 2025 après la décision de la CAF de retirer le tournoi à la Guinée, en raison du retard accusé dans les travaux des installations.

"L'Algérie ne sera pas l'unique candidate pour re-

prendre l'organisation de la CAN-2025. Il y a d'autres pays qui sont intéressés", a-t-il ajouté.

Selon la chronologie du processus de candidature à la CAN 2025, le 11 novembre 2022 a été la date limite de dépôt du formulaire de déclaration d'intérêt, alors que ce mercredi 16 novembre 2022 est la date limite d'envoi par la CAF des documents d'accueil aux Associations Membres ayant déclaré leur intérêt. D'autre part, le 16

décembre 2022 sera la date limite pour la remise par les associations membres de leur offre finale, y compris tous les documents de candidature et d'accueil (convention d'accueil, convention des villes hôtes, garanties gouvernementales). Entre le 5 et le 25 janvier 2023, la Confédération africaine de football effectuera des visites d'inspection avant l'annonce du pays hôte du tournoi prévue le 10 février 2023.

EQUIPE NATIONALE (AMICAUX)

Mandrea libéré à l'issue du match face au Mali (Belmadi)

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a indiqué que le gardien de but du Stade Malherbe de Caen (Ligue 2 française de football) Anthony Mandrea, sera libéré pour son club à l'issue du match amical face au Mali, prévu ce mercredi soir au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h30), et ne sera pas de la partie samedi à l'occasion du second test face à la Suède à Malmo (20h30).

"Mandrea va jouer face au Mali, avant d'être libéré pour son club. Cette date Fifa est un peu particulière.

Dans son communiqué, elle a laissé entrevoir la possibilité pour les clubs de garder leurs joueurs, y a des équipes qui l'ont fait", a indiqué Belmadi à la presse, peu avant le départ pour Oran.

L'équipe nationale a entamé lundi un stage au CTN de Sidi Moussa, soit à 48 heures du match face aux Maliens. Le coach national a fait appel pour la

première fois au sociétaire de la Sampdoria de Gênes (Italie) Mehdi Lériss. Par ailleurs, le coach national a annoncé le forfait du portier de Damac FC (Arabie saoudite) Mustapha Zeghba, remplacé par le sociétaire du MC Alger Farid Chaâl.

"Zeghba s'est blessé, j'espère que ce n'est pas trop grave, il a été remplacé par Chaâl", a-t-il ajouté.

L'autre portier des "Verts" Raïs M'bolhi (Al-Qadisiya /Div.2 saoudienne), engagé avec son club lundi pour un match de championnat, a rallié le CTN de Sidi Moussa mardi.

Outre Zeghba, l'équipe nationale devra se passer des services de l'ailier droit de Lille OSC (France) Adam Ounas et du gardien de but du FC Metz (France) Alexandre Oukidja, retenus par leurs clubs respectifs.

Pour pallier l'absence d'Ounas, le staff technique a rappelé en renfort le

milieu offensif de l'OGC Nice (France) Billel Brahimi. De son côté, le défenseur du Borussia Monchengladbach (Div. 1 allemande) Ramy Bensebaini, testé positif au Covid-19, il y a quelques jours, "va rejoindre le groupe ce mercredi directement à Oran", a souligné Belmadi, qui devrait compter sur le natif de Constantine pour le match face à la Suède.

Les "Verts" retourneront à Sidi Moussa à l'issue de la partie face au Mali, pour préparer le match face à la Suède. Le déplacement pour Malmo est prévu vendredi, soit la veille de la rencontre. Pour rappel, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre) restent sur deux victoires en amical : face à la Guinée (1-0) et au Nigeria (2-1), en matchs disputés respectivement les 23 et 27 septembre dernier au stade olympique Miloud-Hadefi d'Oran.

CLASSEMENT IFFHS

Quatre clubs algériens dans le top 20 africain

Quatre clubs algériens, évoluant en championnat de Ligue 1 de football, font partie des vingt (20) meilleurs clubs africains, selon le classement publié par la Fédération internationale de l'histoire du football et des statistiques (IFFHS) pour la période, allant du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2022. Le CR Belouizdad est

le meilleur classé des trois autres clubs algériens, à savoir l'ES Sétif, la JS Saoura et la JS Kabylie.

Dans le nouveau classement, le Chabab occupe la quatrième position du podium africain et la 94e mondiale, avec un total de 132,75 points, devancé par l'équipe angolaise de l'Atlético Petro de Luanda (133 pts et une

62e mondiale), alors qu'Al Ahly du Caire (Egypte) conduit le peloton africain avec 191,5 pts et une 34e place mondiale.

L'ES Sétif avec 110 points, pointe à la 11e position continentale et à la 139e mondiale, suivie de la JS Saoura (12e en Afrique avec 103 pts), et une 153e position mondiale.

En revanche, le qua-

trième club algérien classé au tableau de l'IFFHS, la JS Kabylie est 19e au niveau africain avec 82,75 pts et une 223e place mondiale.

Les championnats algériens (4 équipes) et égyptien, avec également 4 équipes (Ahly, Zamalek, Pyramids FC et Al Masry), sont les plus représentés dans le dernier classement de l'IFFHS.

CHAN-2022 - ALGÉRIE A' Les Algériens entament la 2^e phase de préparation à Fujairah

La sélection nationale de football A' a entamé sa deuxième phase de préparation dans la ville de Fujairah aux Emirats arabes unis, dans le cadre de sa préparation pour le championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023, NDLB) prévu en Algérie (13 janvier-4 février), indique mercredi la Fédération algérienne de football (FAF). Après la première phase de son stage entamée jeudi dernier à Sharjah et ponctuée par un match amical remporté face à la Syrie (1-0), le sélectionneur national, Madjid Bougherra, voudrait bien conserver cette dynamique et préparer sereinement la prochaine sortie de ses protégés contre la Sierra Leone, samedi au Fujairah Club (16h00).

Un terrain que les Verts ont foulé pour une séance d'entraînement mardi à 18h30. Les camarades du gardien Rahmani ont eu droit à plusieurs ateliers techniques, des gammes spécifiques et des oppositions technico-tactiques. Le programme de cette journée de mercredi comprend des séances de renforcement musculaire, une séance d'entraînement et des soins. Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Éthiopie et du Mozambique. Les joueurs du sélectionneur Madjid Bougherra entameront le tournoi le vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00). Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale.

LIGA

Lewandowski (Barça) suspendu trois matchs

L'attaquant polonais du FC Barcelone, Robert Lewandowski, a écopé de trois matchs de suspension, après son carton rouge lors de la victoire contre Osasuna (2-1), mardi dernier pour le compte de la 14^e journée de la Liga. Lewandowski (34 ans) qui a pris un carton rouge pour son attitude envers l'arbitre, manquera donc les rencontres face à l'Espanyol Barcelone, l'Atlético de Madrid et Getafe.

Son coéquipier le défenseur, Gérard Piqué, qui a annoncé sa retraite, a lui écopé de quatre matchs de suspension.

Après 14 journées du Championnat d'Espagne, le FC Barcelone est en tête du classement de la Liga avec 37 points, devant le Real Madrid (35 pts).

COUPE D'ALGÉRIE (32^{ES} DE FINALE) NC Magra- MC Alger à l'affiche

Le match NC Magra- MC Alger, constitue la principale affiche des 32es de finale de la Coupe d'Algérie de football dont la cérémonie du tirage au sort s'est déroulée mardi soir au Club Militaire d'Ain Naadja (Alger) en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrazak Sebgag et du président de la Fédération Djahid Zefzef.



La dernière confrontation entre le NCM et le MCA remonte au 16 septembre dernier à l'occasion de la 4^e journée du championnat de Ligue 1, remportée par le "Doyen" sur le score de 2-1 après avoir été longtemps mené au score (1-0).

La deuxième confrontation entre deux pensionnaires de Ligue 1, mettra aux prises le spécialiste de l'épreuve l'ES Sétif à la lanterne rouge du championnat le HB Chelghoum Laid.

Les Sétifiens qui restent sur un large succès contre leur adversaire (4-0) en championnat, partiront largement favoris.

Quant au tenant du trophée, le CR Belouizdad, il ne devrait pas à priori éprouver beaucoup

de difficultés pour passer l'écueil du MC El Eulma, 9^e de Ligue deux amateur. D'autre part, plusieurs rencontres entre équipes de Ligue deux sont au programme des 32es de finale dont les matchs auront lieu les 25 et 26 novembre, entre autres, US

Chaouia- NA Hussein-dey, IB Khemis El Khechna- USM Annaba ou encore CR Temouchent- JS Bordj Menaël. De son côté, le petit Poucet de la Coupe d'Algérie, la Jeunesse sportive de Berrouaghia affrontera le CRB Ain Ouassara (Inter-Régions).

Résultats du tirage au sort des 32^{es} et 16^{es} de finale

Résultats du tirage au sort des 32es et 16es de finale de la Coupe d'Algérie de football, effectué mardi soir au Cercle Militaire d'Ain Naadja (Alger) :

32es de finale (25-26 novembre 2022) :

1. JS El Biar (Inter régions) - ICS Tlemcen (Inter-régions).
2. IB Khemis El Khechna (Ligue 2) - USM Annaba (Ligue 2)
3. NC Magra (Ligue 1) - MC Alger (Ligue 1)
4. NRB Nezla (Inter-régions) - CS Constantine (Ligue 1)
5. RCG Oran (Régionale 1) - AS Khroub (Ligue 2)
6. CR Zaouia (Inter-régions) - CRB Adrar (Inter-régions)
7. JS Saoura (Ligue 1) - JS Bendaoud (Inter-régions)
8. MB Hassi Messaoud (Inter-régions) - ES Bouakeul (Inter-régions)
9. US Chaouia (Ligue 2) - NA Hussein-Dey (Ligue 2)
10. RC Arbaa (Ligue 1) - GC Ain Sefra (Inter-régions)
11. US Tebessa (Inter régions) - Vainqueur (JS Jijel-AS Ain M'ilia)
13. MB Barika (Inter-régions) - Bir Bou Houche (Régionale 1)
14. JS Azzazga (Régionale 1) - JS Guir (Inter-régions)
15. IRB Maghnia (Inter-régions) - USM Alger (Ligue 1)
16. USF Constantine (Inter régions) - EC Oued Smar (régionale 1)
17. SKAF Khemis Miliana (Ligue 2) - US Biskra (Ligue 1)
18. Paradou AC (Ligue 1) - WA Mostaganem (Inter-régions)
19. CR Belouizdad (Ligue 1) - MC El-Eulma (Ligue 2)
20. Amel Boussaâda (Inter-régions) - US Souf (Ligue 2)
21. USM Khenchela (Ligue 1) - IS Tighenif (Inter régions)
22. ES Sour El Ghozlane (Ligue 2) - ASO Chlef (Ligue 1)
23. Nedjm Besbes (inter régions) - IR Sedrata (Régionale 1)
24. HB Chelghoum Laid (Ligue 1) - ES Sétif (Ligue 1)
25. CR Temouchent (Ligue 2) - JS Bordj Menaël (Ligue 2)
26. AE Médéa (Régionale 1) - NRB Teleghma (Ligue 2)
27. ES Mostaganem (Ligue 2) - W Tissemsilt (Inter-régions)
28. SC Mecheria (Ligue 2) - CRB Layoun (Régionale 1)
29. JS Kabylie (Ligue 1) - JSM Tiaret (Ligue 2)
30. JS Berrouaghia (Régionale 2) - CRB Ain Ouassara (Inter-régions)
31. MSP Batna (Inter régions) - MC El-Bayadh (Ligue 1)
32. CR El Milia (Régionale 1) - NTR Touggourt (Inter-régions)

16es de finale (9-10 décembre) :

- Vainqueur (18) - Vainqueur (4)
Vainqueur (6) - Vainqueur (20)
Vainqueur (8) - Vainqueur (26)
Vainqueur (30) - Vainqueur (23)
Vainqueur (10) - Vainqueur (22)
Vainqueur (12) - Vainqueur (31)
Vainqueur (5) - Vainqueur (13)
Vainqueur (24) - Vainqueur (7)
Vainqueur (11) - Vainqueur (2)
Vainqueur (1) - Vainqueur (14)
Vainqueur (28) - Vainqueur (25)
Vainqueur (16) - vainqueur (27)
Vainqueur (17) - Vainqueur (29)
Vainqueur (21)
- Vainqueur (15)
Vainqueur (32) - Vainqueur (3)
Vainqueur (9) - Vainqueur (19).

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST) Mention complète pour le leader l'ES Mostaganem en déplacement

L'ES Mostaganem, nouveau promu en Ligue deux de football, poursuit sa marche victorieuse dans le championnat du groupe Centre-Ouest en réussissant sa quatrième victoire en déplacement.

Les gars de "Mosta" sont revenus, mardi, avec une précieuse victoire (4-0) de leur voyage à Relizane, profitant de la situation délicate que traverse le "Rapid" local pour consolider leur place en tête du classement après sept journées de compétition.

"C'est une précieuse victoire qui confirme notre solidité à l'extérieur. Néanmoins, il faut garder les pieds sur terre et continuer à faire preuve d'humilité, le chemin est encore long", a déclaré l'entraîneur de l'ESM, Bouziane Rahmani, à la presse à l'issue du match.

En fait, les protégés de Rahmani, en poste depuis l'été dernier et qui avait raté de peu l'accession en Ligue 1 la saison passée avec la JS Bordj Menaël, ont presque réalisé un parcours sans faute. En sept rencontres, ils n'ont perdu que deux points qu'ils ont vendangés à domicile contre la JSM Tiaret (2-2).

"C'est le fruit des efforts consentis par les joueurs qui ne rechignent pas au travail. Nous avons bien préparé cette rencontre de Relizane, car on se devait de profiter de la conjoncture difficile que traverse l'adversaire.

Nous avons réussi à plier le match dès la première partie, ce qui nous a permis de gérer à notre guise la seconde en préservant nos efforts en vue du prochain match", a-t-il ajouté.

En effet, l'Espérance aura à effectuer un deuxième déplacement de suite, samedi prochain, à l'occasion de la 8^e journée. Cette fois-ci, les Vert et Blanc rendront visite à un autre mal classé, à savoir le NA Hussein-Dey.

"Ce n'est pas simple de jouer deux matchs de suite à l'extérieur. Malgré cela, nous allons tout faire pour rester sur cette dynamique de victoires.

L'aspect physique risque de nous jouer un mauvais tour", a-t-il encore prévenu.

Grâce à sa victoire à Relizane, l'ESM continue de caracoler seul en tête du classement portant à trois unités son écart sur le dauphin, le SC Mecheria (un autre promu) qui s'est contenté d'un nul de son déplacement à Kouba (0-0).

Seul le leader de chacun des deux groupes qui composent le championnat du deuxième palier accèdera en fin de saison parmi l'élite, rappelle-t-on.

"Le RC Relizane va droit à la relégation si on ne qualifie pas les nouvelles recrues"

L'entraîneur du RC Relizane, Mohamed Mihoubi, a estimé que seule la qualification des nouvelles recrues pourrait éviter à son équipe la descente en troisième palier après avoir encore laissé des plumes, mardi, à domicile lors de la 7^e journée du championnat de Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest).

"Si on ne parvient pas à qualifier les nouvelles recrues, l'équipe va droit vers le purgatoire. L'effectif en place, composé des joueurs de la réserve, est incapable de faire face à ses adversaires", a-t-il prévenu à l'issue de la défaite sur sa pelouse contre le leader du groupe, l'ES Mostaganem (4-0).

Le RCR est interdit de recrutement depuis la saison passée ce qui lui avait d'ailleurs valu de perdre sa place parmi l'élite. L'équipe évolue avec un effectif composé dans sa quasi-totalité des joueurs de la catégorie des moins de 21 ans, dont le niveau a été déploré par le coach Mihoubi dès son arrivée au club peu avant le début de l'exercice en cours.

"Quand on m'avait fait appel, c'était pour entraîner l'équipe seniors pas la réserve. Je me retrouve contraint de miser sur des joueurs de moins de 21 ans, rendant très compliquée ma mission", a encore dit Mihoubi.

Le coach du RCR risque de patienter encore, et pour longtemps, dans l'espoir d'utiliser ses recrues estivales. Le club, sans président depuis la démission de Youcef Landri, est livré à lui-même.

Ce n'est pas tout, la levée d'interdiction de recrutement exige l'épuration de dettes colossales estimées à plus de 200 millions de dinars.

Cela se passe au moment où les joueurs recrutés lors de l'intersaison commencent à perdre patience, et réclament tout simplement d'être libérés pour pouvoir renouer avec la compétition officiellement sous d'autres cieux dès le prochain mercato hivernal, comme souligné par l'attaquant Youcef Zerguine. Ce dernier, et ses coéquipiers se trouvant dans la même situation, boudent d'ailleurs les entraînements de leur équipe depuis quelque temps, a encore informé le même joueur.

Après sept journées de championnat, le RCR occupe la 16^e et dernière place de son groupe, sachant que les trois derniers de chacun des deux poules composant le deuxième palier quitteront la Ligue 2 en fin de saison.

RETRANSMISSION DES MATCHS DE LIGUE 2

La LNFA à la recherche de partenaires

La Ligue nationale du football amateur (LNFA) a invité les responsables des différentes chaînes de télévision nationales, intéressés par la couverture des matchs du Championnat de Ligue 2, à des rencontres individuelles au niveau de son siège social, pour débattre des voies et moyens de conclure un accord allant dans ce sens.

"Ces rencontres visent à clarifier certains points, notamment, ceux liés à la propriété des droits d'exploitation et à la commercialisation des droits TV des compétitions organisées par la LNFA" a détaillé l'instance dans un communiqué, diffusé mardi sur son site officiel, ajoutant qu'à travers cette initiative, elle espère "codifier des liens de partenariat profitables aux deux parties".

La LNFA dont le siège social est sis à la Rue Hassiba Ben Bouali (Alger), compte soumettre lors de ces réunions des idées et des propositions à débattre, pour aboutir à des formules plus adaptées, et les dates des rencontres seront programmées d'un commun accord.

"Des rendez-vous précis seront fixés en concertation avec le secrétaire général de la LNFA, au plus tard le 25 novembre" a-t-on encore annoncé de même source.

BRÉSIL : LA CRAINTE DE SONNY ANDERSON

Avec son armada offensive, le Brésil fait forcément partie des favoris du Mondial 2022. Et c'est justement ce qui inquiète le consultant Sonny Anderson. "La faiblesse du Brésil, je pense que c'est plutôt l'excès de confiance, a prévenu le Brésilien dans son analyse pour Onze Mondial. Si vous arrivez à la Coupe du monde en tant que favori, et que vous faites un parcours extraordinaire avant la compétition, on peut se dire que personne ne peut nous battre. La faiblesse du Brésil ces derniers temps, ça a toujours été d'arriver en tant que favori et de ne pas assumer ce statut." "Après on peut dire que c'est un jeu très offensif. Dernièrement, on ne jouait qu'avec un seul milieu récupérateur, Casemiro ou Fred, Fabinho est sur le banc. On peut dire que ça devient une faiblesse. Mais je pense que c'est surtout le statut de favori qui a été compliqué lors des derniers Coupes du monde", a insisté l'ancien attaquant.

REAL MADRID HAZARD VEUT MONTRER UNE AUTRE IMAGE

Toujours remplaçant au Real Madrid, Eden Hazard (31 ans, 6 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) va profiter de la Coupe du monde (du 20 novembre au 18 décembre, ndlr) avec la Belgique pour retrouver des sensations. Et envoyer un message aux supporters madrilènes, par la même occasion. "Le Mondial, ma dernière chance pour prouver que je suis toujours le vrai Eden Hazard ? Oui, bien sûr. Je dois montrer et prouver à tout le monde que je peux encore jouer au football. Les gens doutent, mais pas moi. Comment je définirais Hazard si je n'étais pas Hazard ? Je dirais qu'il n'a pas eu de chance en trois ans. Que c'est un bon joueur, mais qu'il a besoin de jouer. C'est normal que les gens doutent. Je n'ai pas joué beaucoup en trois ans... Ma note sur 10 à Madrid ? Pfff, zéro dans la manière de jouer parce que je ne joue pas. Mais 10 pour la façon dont je vis ce moment avec l'équipe", a estimé l'ailier lors d'une interview accordée à Marca.

MAN UTD RONALDO ÉVOQUE LA MORT DE SON FILS

En guerre ouverte avec ses supérieurs à Manchester United, Cristiano Ronaldo (37 ans, 16 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) a vécu un drame le 18 avril dernier avec la mort de son fils nouveau-né. Un événement terrible sur lequel est revenu l'attaquant portugais. "C'est probablement le pire moment que j'ai vécu dans ma vie depuis la mort de mon père. Quand vous avez un enfant, vous vous attendez à ce que tout soit normal et quand vous avez un problème, c'est difficile. Moi et Gio (Georgina) avons eu des moments difficiles. C'était très, très difficile de comprendre ce qui se passait à cette période de ma vie. Le football ne s'arrête pas, nous avons eu de nombreuses compétitions. Ce fut probablement le moment le plus difficile de ma vie", a expliqué le quintuple Ballon d'Or dans un entretien accordé au journaliste Piers Morgan. Le manque de soutien de ses dirigeants face à cette situation a définitivement creusé le fossé entre les deux parties.



BARCELONE LAPORTA PAS PRESSÉ POUR DEMBÉLÉ

Performant sous les couleurs du FC Barcelone, l'ailier Ousmane Dembélé (25 ans, 14 matchs et 4 buts en Liga cette saison) se trouve sous contrat jusqu'en juin 2024. Alors que la situation contractuelle de l'international français fait déjà beaucoup parler, le président des Blaugrana Joan Laporta a réclaté de la patience sur ce dossier.

"Nous ne sommes pas préoccupés par cette question, Ousmane est heureux. Nous sommes maintenant dans le négatif par rapport au fair-play financier et nous devons compenser. Nous devons trouver une solution par le dialogue. Avec Ousmane, il y aura du temps pour en parler", a temporisé le patron du club catalan pour la radio RAC1. Le Barça fera, sans le moindre doute, le maximum pour retenir Dembélé s'il continue sur sa lancée.

ANGLETERRE GARY CAHILL DIT STOP

Sans club depuis la fin de son contrat avec Bournemouth, Gary Cahill (36 ans) arrête le football. Le défenseur central anglais a annoncé la fin de sa carrière, ce mercredi, après 18 années de professionnalisme. Le joueur formé à Aston Villa a connu la gloire lors de son passage de sept saisons et demi à Chelsea (2012-2019), où il a remporté deux Premier League, la FA Cup, la League Cup, la Ligue des Champions et deux Ligue Europa.

MILAN LE PÈRE DE LEO MET LA PRESSION

Auteur de belles performances avec l'AC Milan, l'attaquant Rafael Leao (23 ans, 14 matchs et 6 buts en Serie A cette saison) se trouve en discussions avec ses dirigeants pour une éventuelle prolongation de son contrat, qui expire en juin 2024. Lors d'un entretien accordé au média Record ce mardi, le père de l'international portugais a mis la pression au champion d'Italie en titre. "L'intérêt de Chelsea ? Il y a du temps jusqu'en 2024 et nous allons nous occuper de tout. Du Real Madrid, du FC Barcelone ou de Chelsea... Il se sent très à l'aise à Milan car les cultures sont similaires. Le club italien a fait beaucoup pour lui et il est devenu le meilleur joueur du championnat", a précisé Antonio Leao. Une manière de pousser le Milan à réaliser la plus grosse offre possible.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS
Directeur de la rédaction A. CHERBAL
RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 - 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside une réunion du Haut conseil de l'Energie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi à Alger une réunion du Haut conseil de l'Energie, indique un communiqué de la Présidence de la République. La réunion a été consacrée à "l'examen de questions liées à l'énergie et aux perspectives de développement de ce secteur stratégique", ajoute la même source.

Le président Tebboune reçoit le président du Panel de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi à Alger, le président du Panel de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, ancien président de la République du Niger, M. Mahamadou Issoufou.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Le Président Tebboune reçoit la vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi à Alger la vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de la Slovénie, Tanja Fajon. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf et du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

SAHEL

Lamamra s'entretient avec le président du Panel de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu mardi à Alger avec le président du Panel de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, M. Mahamadou Issoufou, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué du ministère.

"L'entretien a porté essentiellement sur la mise en œuvre du mandat confié par les Nations Unies et l'Union Africaine au président Issoufou, en vue d'évaluer les défis auxquels sont confrontés les pays de l'espace géostratégique du Sahel et de recommander des réponses collectives adéquates notamment en matière de sécurité et de développement", lit-on dans le communiqué.

A cet égard, "les échanges ont permis de mettre en lumière les efforts consentis par l'Algérie dans le cadre de la coopération sécuritaire inter-africaine pour la lutte contre les menaces terroristes ainsi que ses initiatives visant à promouvoir l'intégration économique dans la sous-région à travers de grands projets structurants tendant à favoriser une prospérité partagée à travers la zone africaine de libre échange (ZLECAF)", ajoute la même source. En outre, "l'accent a été mis sur l'importance de concevoir et de mettre en œuvre des solutions africaines aux problèmes de l'Afrique et de renforcer l'action de l'Union Africaine qui est appelée à assumer un rôle majeur en matière de prévention et de résolution des crises politico-sécuritaires sur le continent et de promotion de réponses collectives face aux défis climatiques, démographiques, humanitaires et de développement économique et social".

L'issue de l'entretien,

M. Issoufou a souligné "le rôle important de l'Algérie pour la stabilisation et le développement de la région du Sahel", tout en se félicitant du soutien apporté par notre pays pour le succès de sa mission ainsi que des actions envisagées par les Nations Unies et l'Union Africaine pour l'avènement d'une ère nouvelle dans la région", conclut le communiqué. "Notre entretien a porté sur la mission qui m'a été confiée par le SG de l'ONU en rapport avec l'Union africaine, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le G5 Sahel relative à une évaluation stratégique, sécurité et développement de l'espace géostratégique du Sahel", a indiqué M. Issoufou dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordé le chef de la diplomatie algérienne.

Les pays de cette région, précise l'ancien pré-

sident du Niger, "sont confrontés aux défis sécuritaires notamment la menace des organisations terroristes et criminelles mais aussi à des défis institutionnels, climatiques, démographiques et de développement économique et social". Qualifiant son entretien avec M. Lamamra de "très fructueux", M. Issoufou a indiqué avoir échangé avec le chef de la diplomatie algérienne sur "le diagnostic que nous devons poser face à ces défis et sur les propositions et les recommandations qu'on est appelé à faire aux Nations Unies, l'Union Africaine, la CEDEAO et le G5 Sahel". A cet égard, M. Issoufou dit "compter sur l'expertise de l'Algérie pour mener à bien cette mission", relevant que "ces entretiens et ces discussions vont se poursuivre dans les prochaines semaines et les prochains mois y compris au niveau des experts".

JUSTICE

Début du procès des accusés dans le meurtre du jeune Djamel Bensmaïn

Le procès des accusés dans le meurtre du jeune Djamel Bensmaïn en août 2021 à Larbaâ Nath Irathen (Tizi Ouzou) a débuté mardi au Tribunal pénal de première instance de Dar El-Beïda (Alger). Le juge du Tribunal pénal de première instance de Dar El-Beïda a entamé l'audition de 102 accusés, dont quatre (4) femmes, sur lesquels pèsent de lourdes charges en lien avec le meurtre du jeune Djamel Bensmaïn lors des incendies enregistrés durant l'été de l'année 2021 dans la wilaya de Tizi Ouzou. L'audience a débuté par la convocation des accusés arrêtés et non arrêtés dans des affaires de délits, dont la réception de fonds de l'étranger dans le cadre d'un groupe ou d'une organisation en vue de commettre des actes attentant à la sécurité de l'Etat, à l'unité et à l'intégrité nationale en exécution d'un plan orchestré à l'intérieur du pays et à l'étranger, la production et la diffusion d'enregistrements, l'incitation à un attroupement armé, l'incitation à s'en prendre violemment à des membres de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, l'incitation au sabotage des biens d'autrui, et la création et l'administration d'un site internet dédié à l'apologie des programmes, idées, actualités, dessins ou images incitant à la discrimination et à la haine dans la société. L'audience se poursuivra par la présentation des chefs d'accusation, à savoir la commission d'actes terroristes et subversifs contre l'Etat, l'unité nationale et la stabilité et le fonctionnement normal des institutions en semant la terreur au sein de la population et en créant un climat d'insécurité en agressant des personnes, en mettant leur vie en danger et en portant atteinte à leurs biens, ainsi que la participation à un homicide volontaire avec préméditation et guet-apens.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général d'Armée Chanegriha supervise à In Amenas un exercice tactique sectoriel avec munitions réelles "ISSAR 2-2022"

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé mardi matin, au deuxième jour de sa visite de travail et d'inspection en 4^{ème} Région militaire, l'exécution d'un exercice tactique sectoriel avec munitions réelles "ISSAR 2-2022" au niveau du Secteur opérationnel Nord-Est In Amenas, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Le Général d'Armée a suivi, en compagnie du Général-Major Omar Telemçani, Commandant de la 4^{ème} Région militaire, un exposé présenté par le Général-Major commandant du Secteur opérationnel Nord-Est In Amenas, portant sur l'idée générale de l'exercice et les étapes de son déroulement, souligne le communiqué.

Selon la même source, "au champ de tir du Secteur opérationnel, Monsieur le Général d'Armée a suivi de près les actions de combat exécutées par les unités terrestres, aériennes et de défense aérienne du territoire engagées". "Ces actions qui se sont caractérisées, durant toutes les phases, par un professionnalisme et un niveau tactique et opérationnel élevés, confirment une fois encore la rigueur dans l'accomplissement des actions tant sur le plan de la planification que celui de l'exécution, et reflètent la compétence des cadres en matière de montage et de conduite des différentes opérations, ainsi que le savoir-faire et la maîtrise par les personnels des différents systèmes d'armes et équipements mis à dispo-

sition, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs tracés", soutient le MDN. Cet exercice tactique, "exécuté avec munitions réelles, vise à tester la disponibilité au combat des unités du Secteur dont le dispositif de ravitaillement en carburants déployé sur le terrain, à former les commandants d'unités et les états-majors à la conduite des opérations et à développer leurs connaissances en matière de planification, de préparation, d'organisation et d'exécution, tout en les mettant dans les conditions d'un combat réel", explique le MDN.

Au terme de l'exercice, "le Général d'Armée a félicité les personnels des unités, pour les efforts consentis lors de la préparation et l'exécution de cet exercice tactique avec munitions réelles, qui a été sanctionné par des résultats très satisfaisants, traduits par la précision des tirs aux différentes armes et la parfaite coordination entre les différentes armes et forces engagées", ajoute le communiqué.

Le Général d'Armée a exhorté, à l'occasion, l'ensemble des personnels à "mettre à profit les résultats positifs obtenus, de manière à augmenter davantage les aptitudes opérationnelles du Corps de Bataille, au niveau de ce secteur sensible, en particulier, et de l'Armée nationale populaire, en général". A l'issue, le Général d'Armée a procédé à l'inspection des unités du Secteur opérationnel Nord-Est In Amenas ainsi que les formations qui ont pris part à cet exercice, conclut le communiqué du MDN.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 3 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc (MDN)

Des tentatives d'introduction de plus de trois (3) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, durant la période du 09 au 15 novembre, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également arrêté trois éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 09 au 15 novembre 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source, relevant que "dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté trois (03) éléments de soutien aux groupes terroristes s dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis que 14 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lors d'une opération de recherche et de fouille à Tipaza".

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contre-carrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires (RM), 45 narcotrafiants et mis en échec des tentatives d'introduction de quantités

de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à trois (03) quintaux et 21 kilogrammes de kif traité, tandis qu'ils ont saisi d'importantes quantités de comprimés psychotropes s'élevant à 23697 comprimés", indique le communiqué.

En outre, "à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, des détachements de l'ANP ont intercepté 151 individus et saisi 36 véhicules, 233 groupes électrogènes, 210 marteaux-piqueurs, 5 détecteurs de métaux, 22 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", ajoute la même source, relevant que "10 autres individus ont été arrêtés et 15 fusils de chasse, 4 pistolets automatiques, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 5 tonnes, ainsi que 63 quintaux de tabacs et 3900 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national".

De même, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburant s'élevant à 2528 litres à Tébessa, Souk Ahras, El Tarf, El Oued et Bordj Badji Mokhtar", selon le communiqué du MDN, ajoutant que "les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 60 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 108 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national".